

« Sans visa » : Calcutta, le médecin des trottoirs



# Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14843 - 7 F

SAMEDI 17 OCTOBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## Votes aléatoires en Afrique

Le mouvement devait être linéaire : sous l'effet, tout à la fois, de l'effondrement soviétique, de l'urgence des élections en place, la grâce de la démocratie allait enfin pouvoir toucher l'Afrique, après trois décennies de parti unique et de coups d'Etat à répétition. Au bout du chemin se profilait, peut-être, outre la liberté politique, une reprise du développement économique.

Tel était le rêve, il y a peu, de nombre d'observateurs esquissant la perspective d'une ère nouvelle dans un continent menacé par le naufrage. Et de fait, comme en témoignait la multiplication des conférences nationales, de nouvelles voix se firent entendre, soulevant de nouveaux espoirs.

S'essouffant définitivement, on sait maintenant que le chemin sera bien plus tortueux que prévu. Réunis lors du récent sommet de Libreville, des dirigeants africains ont, à juste titre, souligné combien la catastrophe économique qui frappe les pays hypothéquait lourdement les chances de la démocratisation. Tout aussi néfastes, les vieilles structures politico-ethniques freinent encore l'apparition d'une Afrique nouvelle, comme on le voit actuellement en Angola et au Cameroun.

Ces deux pays viennent de vivre leurs premières élections présidentielles pluralistes depuis l'indépendance. Le scrutin à peine clos, voilà que s'accumulent les difficultés. A Luanda, M. Jonas Savimbi conteste la victoire du président sortant, M. José Eduardo Dos Santos, arguant d'irrégularités « massives » que les nombreux observateurs de l'ONU dépêchés sur place ne semblent pas avoir remarquées. Scénario quasi identique à Yaoundé, où le challenger de l'opposition, M. Ni John Fru Ndi, met en doute la victoire annoncée du président sortant, M. Paul Biya, et dénonce des fraudes qui, selon lui, ont été commises. Dans les deux pays, si aucun compromis n'est trouvé, les conséquences risquent d'être lourdes : la reprise des affrontements armés en Angola, une vague d'agitation pouvant conduire à une intervention militaire au Cameroun.

REF. Il ne suffit pas de voter, encore faut-il pouvoir mettre en œuvre les conditions d'un scrutin honnête, en acceptant loyalement le résultat, et que la majorité respecte les droits de la minorité. C'est ici que l'histoire, les intérêts et toutes sortes d'émotions se mêlent de tout leur poids. Des situations angolaises et camerounaises, les Africains attentifs à la chose publique tireront au moins la conclusion que leur avenir, aujourd'hui encore, dépend moins du contenu des urnes que d'arrangements postélectoraux et, surtout, des rapports de forces préexistants. Ainsi, en jouant avec les résultats, déciderait-on peut-être d'un deuxième tour en Angola pour ménager M. Savimbi.

Pour n'être pas neuve, la leçon est amère. Elle risque aussi de se répéter dans les pays où des élections générales sont en préparation. Dans les semaines et les mois qui viennent, on votera en effet en Centrafrique, au Ghana, au Kenya, au Nigeria et en Guinée. Plus tard encore, si le calendrier des récents accords de paix signés entre la RENAMO et le gouvernement de Mupoto est respecté, ce sont les Mozambicains qui seront appelés aux urnes. Mais, à des degrés divers, aucun de ces pays ne peut aujourd'hui garantir que le processus sera mené à bonne fin.

Lire nos informations pages 4 et 5

M0147 - 1017 0 - 7.00 F

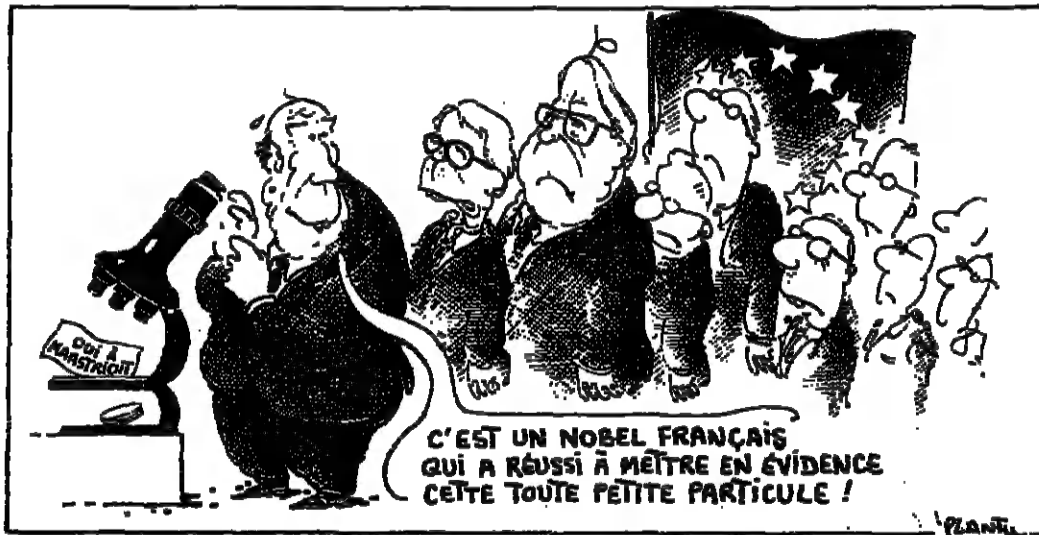


Tandis que M. Bush multiplie les pressions sur le dossier commercial

## A Birmingham, les Douze veulent restaurer la confiance dans la construction européenne

Dans une lettre adressée aux chefs d'Etat et de gouvernement des douze pays de la Communauté, à la veille de leur réunion de Birmingham, vendredi 16 octobre, le président Georges Bush les presse d'accepter les récentes propositions américaines pour débloquer les négociations du GATT. Différer la conclusion d'un accord équivaudrait à « la perte d'une

occasion historique », estime le président américain, qui se refuse à toute nouvelle concession. Les Douze n'entendaient cependant pas étaler leurs divergences sur ce dossier, ni sur d'autres, au sommet de Birmingham. Ils comptaient surtout réaffirmer leur cohésion et restaurer la confiance pour que soit mené à bien le processus de ratification du traité de Maastricht.



Lire l'article de PIERRE SERVANT page 6. Lire aussi l'article de PIERRE-ANGEL GAY : « Le textile européen face à la furieuse Amérique », et nos informations page 17

## Normalisation de façade au Liban

Le nouveau Parlement entre en fonctions avec le handicap d'une représentativité très partielle

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

Apparemment, tout est désormais en place pour une reprise normale de la vie politique. Fort de cent vingt-huit membres, le nouveau Parlement libanais, où chrétiens et musulmans se trouvent à parité, est entré en fonctions vendredi 16 octobre, alors que le gouvernement de M. Rachid Solh présentait, conformément à la Constitution, sa démission au chef de l'Etat, M. Elias Hraoui.

Après vingt ans d'activités, couvrant seize ans d'une guerre

qui a ravagé et bouleversé le Liban, le Parlement élu en 1972 avait terminé jeudi son mandat. La première tâche de la nouvelle Assemblée, qui devrait se réunir mardi prochain, sera d'élire son président. Après le renoncement de M. Hussein Hussein à un nouveau mandat, ce sera, selon toute vraisemblance, M. Nabih Berri, chef du mouvement chiite Amal, qui sera élu.

Le fonctionnement inexorable des institutions laisse un goût amer au sein du camp politique chrétien, qui, après avoir choisi de boycotter les élections législatives, se trouve aujourd'hui de facto hors du jeu politique.

Car, si le Parlement compte bien une moitié de députés chrétiens, conformément à l'accord conclu à Taëf en octobre 1989 pour mettre fin à la guerre civile, ces députés ne sont pas, à quelques exceptions près, représentatifs du « camp chrétien ».

Mais, quelles que soient les conditions, contestables et contestées, dans lesquelles se sont déroulées ces élections, le Parlement est là et, contrairement aux calculs de certains dirigeants chrétiens qui avouent avoir fait l'« erreur » de croire que le boycottage « chrétien » suffirait à annuler les élections, aucun pays ne semble vouloir le mettre en

cause, car ce serait alors condamner l'Etat libanais.

Le seul gain du camp chrétien, pour reprendre la formule d'un dirigeant, est « la réorganisation d'une présence » mise à mal par la guerre inter-chrétienne en 1990 entre l'armée du général Michel Aoun et la milice des Forces libanaises de M. Samir Geagea, mais elle reste fragile.

L'opposition chrétienne regroupe autour du patriarche maronite, Mgr Nasrallah Sfeir, ne voit pas d'un même œil l'avenir.

FRANÇOISE CHIPHAUX

Lire la suite page 8

## La lutte contre la corruption

En accord avec le gouvernement, les députés autorisent les dons des entreprises aux partis à condition qu'ils soient publics et plafonnés.

page 9

## Baisse des taux en Grande-Bretagne

La Banque d'Angleterre a annoncé, vendredi 16 octobre en milieu de journée, qu'elle réduisait de 1 point à 8 % son taux sur le marché monétaire.

## SANS VISA

■ Les roses rouges de la Neva. ■ La Cure : plus rien à déclarer. ■ « Sauvages » d'hier et de demain. ■ Changement d'adresse à l'Intelligence Service. ■ La table. ■ Les jeux. pages 25 à 32

Le sommaire complet se trouve page 24



## La guerre des archives en Russie

Les millions de documents laissés par le régime soviétique sont loin d'avoir livré leurs secrets

par Michel Tatu

Au-delà de l'affrontement entre les autorités russes et M. Gorbatchev, les dernières révélations et polémiques sur les responsabilités du PC soviétique dans le massacre des Polonais en 1940 et la destruction du Boeing de la KAL (le Monde du 16 octobre) illustrent la confusion qui règne dans la gestion de l'énorme fonds documentaire laissé derrière lui par le régime déchu.

Ce régime cachait beaucoup de choses, mais il les conservait tout de même, la totalitarisme allant de pair avec un

bureaucratisme tatillon et des scrupules de notaire. Les seules archives du comité central du PC comptent au moins 75 millions de documents, dont beaucoup, il est vrai, n'ont guère d'intérêt. On trouve par exemple dans le « fonds Molotov » des dizaines de coupures de toutes sortes de journaux régionaux soviétiques annonçant, sous le même format et dans les mêmes termes, la nomination de l'ancien chef du gouvernement au poste d'ambassadeur en Mongolie après sa disgrâce en 1957...

Lire la suite et l'article de JAN KRAUZE page 3

## M<sup>me</sup> Rigoberta Menchu prix Nobel de la paix

Le Comité Nobel du Parlement norvégien a attribué, vendredi 16 octobre, à Oslo, le prix Nobel de la paix 1992 à M<sup>me</sup> Rigoberta Menchu. Agée de trente-trois ans, cette militante de la cause des Amérindiens dirige le Comité de l'unité paysanne (CUC), qui lutte, au Guatemala, pour les droits de la population indienne.

Elle vit, depuis 1981, en exil au Mexique. Cette récompense a été décernée quelques jours après les cérémonies controversées du cinquantième anniversaire de la découverte du Nouveau Monde par Christophe Colomb.

## M. Milan Panic au Kosovo

Dans un souci de détente, le premier ministre de la nouvelle Yougoslavie (Serbie et Monténégro), s'est rendu, jeudi 15 octobre, au Kosovo, où les tensions sont vives entre Serbes et Albanais de souche. Il y a rencontré les dirigeants kosovars, dont le principal, M. Ibrahim Rugova. M. Milan Panic a notamment promis à son interlocuteur de lever les mesures discriminatoires qui frappent la communauté albanaise majoritaire depuis la suppression, en 1990, de l'autonomie de la province. Toutefois, les dirigeants de la Serbie pourraient s'opposer à ces gestes de bonne volonté.

Lire l'article de FLORENCE HARTMANN et nos informations page 4

## La haine du samedi soir

Se proclamant hooligans, des supporters du Paris-SG rêvent de football, de bagarre et de nationalisme

par Philippe Broussard

Les coupures de presse s'alignent sur le mur de la chambre comme autant de trophées. Des articles de journaux, comptes rendus d'émeutes dans les stades d'Europe, histoires de sang et de haine. Des photos, aussi, clichés noir et blanc de l'International des affreux : des durs et des tatoués, des casseurs « propres sur eux » et des crânes rasés, des Français, quelques Allemands, un Luxembourgeois. Marc, un chômeur d'une vingtaine d'années, a tout affiché avec amour, sous une écharpe du Paris SG et un portrait du joueur bosniaque Safet Susic. Ainsi décorée, sa chambre est un musée. Un musée intime du « hooliganisme », cette « guerre du foot » qu'il pratique volontiers, avec quelques cen-

taines de copains, le samedi soir, du côté du Parc des Princes.

Son appartement de célibataire, égaré dans une cité sans joie de la banlieue sud, sert parfois de point de ralliement à quelques-uns de ces jeunes gens de France, ni cas sociaux ni marginaux, simplement « hooligans pour le plaisir ». Ils viennent ici une dizaine, étudiants, chômeurs ou chauffeurs-livriers, pour discuter des bagarres passées et des matches à venir. Outre le football, qu'ils aiment sincèrement, ils connaissent en experts, les sujets de conversation ne manquent pas. A les entendre, en effet, la violence est devenue un rituel. Echauffourées avec les CRS, voitures incendiées et, parfois, agressions racistes...

Lire la suite page 12

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 S. ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 150 PTA ; Grèce, 85 p. ; Italie, 1,20 L. ; Japon, 2,200 ¥ ; Luxembourg, 42 F. ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 F. ; Portugal, 170 ESC ; Royaume-Uni, 450 F. ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA, 1,50 \$ ; USA (inter), 2,80 \$.

Jeudi 15.10



# AU COURRIER DU Monde

## HISTOIRE

### Céline face à Rajchman

C'EST avec grand intérêt que j'ai lu votre critique de la pièce de Céline, *l'Eglise* (le Monde du 4-5 octobre), et notamment les passages que vous consacrez à Ludwik Rajchman, dont je suis en train d'achever la biographie. En tant qu'arrière-petit-fille de Rajchman, je me permets cependant d'apporter ces quelques précisions sur les relations entre Ludwik Rajchman et Céline.

Vous avez parfaitement raison de dire qu'à l'acte III Céline fait « une satire effrayante » de son chef Rajchman, directeur de l'organisation d'hygiène de la Société des Nations. Il est vrai aussi que le manuscrit de *l'Eglise* a été lu, sur l'invitation de Céline, aussi bien par Rajchman que par sa femme ; en revanche, il n'est pas vrai que Céline fut « bien sûr... licencié ».

Revenons un peu sur les faits, afin d'entrevoir l'épisode curieux que constitue l'amitié Céline-Rajchman. C'est en effet Selskar Guna, qui dirigeait la division médicale de la Fondation Rockefeller en Europe, qui introduisit Destouches (Céline) auprès de son ami polonais Ludwik Rajchman en 1924. Le jeune docteur Destouches, voyant sans doute, dans l'organisation d'hygiène, avant tout la possibilité de voyager, écrivit plusieurs fois à Rajchman, avec des offres de candidature, et finit par être embauché. Lorsque Destouches n'était pas en mission à l'étranger, il était un habitué de la maison des Rajchman, à Genève, où il allait souvent déjeuner, amenant parfois avec lui sa petite fille Colette (il était déjà séparé de sa femme, dont le père, le docteur Athanasie Follet, professeur de médecine à l'université de Rennes, lui avait rendu de grands services). La fille de Rajchman, âgée alors d'une quinzaine d'années, se souvient de Céline comme d'un « bel homme » et surtout comme d'un homme drôle qui faisait rire sans cesse les enfants. Leur mère, Maria Rajchman, appréciait les échanges littéraires qu'elle pouvait avoir avec le jeune homme, et aussi bien elle que son mari étaient particulièrement impressionnés par le fait qu'il avait travaillé dans un dispensaire parisien (ils avaient tous les deux été très actifs dans les œuvres sociales et bénévoles en Pologne avant la première guerre mondiale).

Quand Céline, dans les premiers mois de 1927, écrivait à Genève *l'Eglise*, il venait la lire, par petits bouts, à Maria Rajchman, qui, un beau jour, put entendre une description caricaturale, nettement antisémite, d'un protagoniste de la pièce, membre de la Société des Nations, appelé « Yudenzyck » ; compte tenu de son activité, que précisait le manuscrit, ce personnage ne pouvait être que Ludwik Rajchman, tourné par l'auteur en ridicule, et méprisé.

Foutant, après avoir fait lire sa pièce par son supérieur, et une fois sa mission technique à la SDN achevée (Céline ne faisait pas partie de la section permanente d'hygiène qui comptait une

douzaine de membres, y compris Rajchman et les secrétaires, et ses missions étaient donc d'une durée limitée), Céline ne cessait d'écrire à Rajchman en lui demandant des bourses d'études. « Cher directeur et ami », écrit-il par exemple le 20 août 1932, « toujours soucieux de me tenir à l'avant-garde du progrès sanitaire, anxieux d'être prêt en toutes circonstances à répondre à l'organisation d'hygiène pour toutes les tâches qu'il lui plairait de me confier, je viens vous demander de me permettre d'entreprendre un voyage dont j'ai depuis longtemps le dessein... » Une fois, il voulait partir pour la Scandinavie, une autre fois pour Dresde, Prague, Vienne, une autre fois encore pour Nancy, Berlin et Breslau... et toujours Rajchman donnait son aval. Cette volonté de Rajchman paraît d'autant plus surprenante que Céline s'était montré plutôt distrait au cours de ses missions (une fois il avait non seulement oublié un grand nombre de ses affaires personnelles à Genève, mais aussi les adresses des banques où il devait toucher l'argent nécessaire à sa mission et à celle de ses collègues), et qu'il avait contracté des dettes que Rajchman a remboursées de sa propre poche.

En octobre 1932 paraissait *Voyage au bout de la nuit*. Céline envoyait à Genève un exemplaire hors commerce sur papier de luxe, « imprimé spécialement pour le docteur et M<sup>me</sup> Ludwik Rajchman », avec la dédicace : « A Ludwik Rajchman, grand humain voyageur. » A l'un des journalistes venus l'interviewer, Merry Bromberger, il déclara : « Mes maîtres ? Des médecins. Follet, d'abord, de l'université de Rennes, un grand bonhomme ; Rajchman ensuite, qui dirige la Société des Nations la lutte contre les épidémies, qui m'aime comme son fils et m'a fait voyager. » (*L'Intransigeant*, 8 décembre 1932.)

Et pourtant, le portrait de Rajchman que Céline avait fait dans *l'Eglise* n'est rien, si l'on ose dire, en comparaison de celui qu'il révéla, en 1937, sous le pseudonyme de « Yubelblat », dans *Bagatelles pour un massacre*. Ludwik Rajchman, ici, devient tout à fait monstrueux : la violence antisémite se donne libre cours, comme dans l'ensemble du livre. Alors que la famille du docteur Rajchman eut à subir les pires retombées de l'antisémitisme nazi en Pologne, il est frappant de lire encore, dans le carnet d'adresses de 1944 de Ludwik Rajchman, à la lettre D : « Louis Destouches, 98, rue Lepic, Paris 18<sup>e</sup>. »

MARTA ALEXANDRA BALINSKA

[Céline, en effet, ne fut pas « licencié » par la SDN. Il ne la quitta pas non plus de son propre gré, sur un coup de tête, comme il le prétend dans *Bagatelles pour un massacre* : « Un matin, le cloquet le porta... C'est dans un coup d'héroïsme que j'ai quitté la SDN. » Plus simplement, il avait, en juin 1924, signé un contrat qui venait à expiration le 31 décembre 1927, et ce contrat ne fut pas renouvelé. — M.C.]

## RÉFÉRENDUM Un miracle encourageant

JE ne partage pas du tout la réaction dominante, toutes opinions confondues, à propos du résultat prétendu « étriqué » du référendum.

L'objet d'un référendum populaire n'est pas de solliciter un jugement d'ordre technique. Combien en 1958 avaient lu et analysé les articles de la Constitution, en 1962 ceux des accords d'Évian, en 1969 ceux de la réforme constitutionnelle et administrative proposée ? Il s'agit tout au contraire d'obtenir une sorte d'aval émotionnel à un projet engageant la nation dans ses profondeurs. Or, lors du dernier référendum, il ne s'agissait de rien de moins que d'obtenir des détenteurs de la souveraineté dans le plus vieux État souverain d'Europe qu'ils consentent à la voir amputée à terme d'un de ses attributs les plus lourds de symboles : celui de battre monnaie. Les chantages (et la chantage) du « non » ne s'y sont pas trompés en insistant sur ce point et en assurant, pour faire bonne mesure, d'une abdication de fait entre les mains de l'ennemi héréditaire. Quand on ajoute à cela les peurs devant l'inconnu (elles aussi savamment exploitées) et la tentation de dire « non » à un président majoritairement rejeté, que le oui puisse l'emporter, ne faut-il pas que d'une seule voix, relevant du miracle. Or le miracle s'est produit, et à plusieurs centaines de milliers de voix.

On nous a dit que les ouvriers et les paysans avaient voté « non ». Ce n'est pas exact : il ne s'est agi que de la majorité d'entre eux. Et c'est parce qu'il y en a eu suffisamment, et avec eux d'autres citoyens, pour délibérément voter à l'encontre de leur intérêt personnel ou de leurs réflexes stéréotypés que le « oui » a finalement gagné. C'est là tout le mystère et tout l'honneur du suffrage universel. Les partisans du « oui », plutôt que de pleurer, cher, et ceux du « non », plutôt que de ricaner, devraient s'accorder sur ce point et y puiser des raisons de confiance dans notre système de gouvernement et dans l'avenir de notre nation. ■

JEAN-PIERRE MARTY

Azile

## EUROPE Frontalière licenciée

JE travaille depuis treize ans à la frontière, au service douanier de l'entreprise Eurotransit à Kehl, en Allemagne. Le 30 septembre 1992, j'ai reçu une lettre de licenciement et mon patron m'a informé que je n'avais droit à aucune indemnité, vu que mon licenciement était dû à une décision de Bruxelles et non du patron.

En France, les employés dans mon cas bénéficient d'un bon plan social. En Belgique, pareil. En Allemagne, rien n'est prévu ! Est-ce là l'Europe promise par le chancelier Kohl lors du référendum français ?

Les Allemands dans la même situation, mais travaillant en France, bénéficieraient du plan. Il est incroyable qu'à la fin du vingtième siècle l'Europe traite avec autant de désinvolture les personnes victimes de ses réformes. Il est à noter que sur les sept licenciés de mon entreprise, six sont français.

Mon plus grand regret est d'avoir voté « oui » comme la majorité des Alsaciens en septembre. Que compte faire le gouvernement français pour que chaque victime des décisions de Bruxelles ait un minimum de droit ? ■

ANNETTE STRUB

Lyon

## APARTHEID Se priver de rugby

CONTRAIREMENT à l'auteur de l'article sur la tournée de l'équipe sud-africaine en France (*le Monde* du 4-5 octobre), je ne pense pas que M<sup>me</sup> Frédérique Bredin ait « tombé dans un piège » en marquant sa désapprobation par son absence au premier match organisé en France. En effet, il lui était difficile de s'opposer à une tournée que les organisations antipartheid de l'intérieur avaient accepté de ne pas remettre en question afin de favoriser la poursuite des négociations avec le président De Klerk. En revanche, l'argument du choix des joueurs sur le seul critère du mérite ne tient absolument pas si l'on prend en compte au moins les quelques éléments d'information suivants : conditions de vie profondément inégales depuis des décennies entre les Noirs et leurs homologues blancs, et placés en outre sous le signe de l'insécurité ; moyens inadéquats ou largement insuffisants au niveau des écoles que des

équipements sportifs, de l'entraînement, de la compétition... cela sur des critères exclusivement raciaux.

Dois-je rappeler encore que, jusqu'à récemment, les Africains étaient limités dans leurs déplacements dans le pays et soumis à des conditions vexatoires ; qu'ils ne sont toujours pas citoyens, ne disposent pas du droit de vote ni de moyens d'expression au Parlement ou dans quelque autre instance gouvernementale ? On pourra réparer de « mérites » dans une dizaine d'années, si les choses changent vraiment à la base. En attendant, j'approuve entièrement la position prise par M<sup>me</sup> Bredin et m'abstiendrai moi-même, pourtant fervent adepte de rugby, d'assister aux matches prévus ou à leur retransmission télévisée. ■

JACQUES ALVAREZ-PÉREYRE

Grenoble

## PRISONS L'heure de la promenade

TIRER sur les hélicoptères qui viennent indifféremment se poser dans l'enceinte des prisons semble un jeu fort dangereux. Chacun le reconnaît, même monsieur le garde des sceaux, une fois apaisé un moment par le calme du silence qui règne dans les cellules.

Tisser des réseaux de filins protecteurs au-dessus des cours intérieures de toutes les prisons de France semble une entreprise follement onéreuse, à laquelle d'ailleurs la ruse des délinquants ne tardera guère à opposer quelque parade. Ne serait-il pas mille fois plus simple, plus économique et plus efficace de prescrire aux responsables de nos maisons d'arrêt de décaler l'horaire des promenades et des exercices physiques de leurs hôtes, celui-ci variant d'un jour sur l'autre et d'une semaine à la suivante ? Le directeur de la prison serait le seul maître d'une chronologie désormais imprévisible pour tout autre que lui.

Il se peut bien que cette mesure entraîne quelques difficultés pratiques de mise en œuvre. Mais l'enjeu est tel qu'il mérite largement de la part des exécutants un petit effort d'imagination et d'adaptation. ■

GÉRALD ANTOINE

Paris

## ECUMÉNISME De Taizé à Vatican I

DANS sa *Lettre aux évêques de l'Eglise catholique sur certains aspects de l'Eglise comprise comme communion* datée du 28 mai 1992, le cardinal Joseph Ratzinger « des nouvelles limites du dialogue ecuménique » (*le Monde* du 16 juin). Cette lettre a consterné ceux qui œuvrent pour la réconciliation des chrétiens et la conversion des Eglises parce qu'elle met comme condition à l'unité la reconnaissance de la primauté de Rome.

Il vient un moment où il faut prendre position. Je le fais d'autant mieux que je suis me amis du Groupe des Dombes (1) se trouvent dans la même situation que moi.

Mais la coupe a débordé en apprenant que le Père Max Thurian devient membre de la commission théologique internationale qui assiste la Congrégation pour la doctrine de la foi qui préside au Vatican le cardinal Ratzinger (*le Monde* du 2 octobre).

Frère Max, pasteur de l'Eglise réformée suisse, cofondateur de la Communauté de Taizé, théologien ecuménique de premier plan, maître à penser de plusieurs générations de théologiens, pilier depuis des décennies du Groupe des Dombes, avait discrètement été ordonné prêtre en 1987. Cette décision personnelle avait été respectée par tous.

Mais le voici arrivé à ce qui me paraît être aux antipodes de ce qu'il a enseigné et publié. Le voici publiquement aux côtés du cardinal Ratzinger, donc solidaire de sa *Lettre aux évêques* évoquée ci-dessus.

Frère Max, le Père Max Thurian, ne rend pas service à la cause qu'il a défendue durant toute sa vie. Il ne rend service ni à l'Eglise, ni à la communauté de Taizé, ni au Groupe des Dombes. Son tête-à-tête spectaculaire lui fera lire Vatican II, concile auquel il a assisté comme observateur, à la lumière du concile Vatican I, comme le cardinal Ratzinger. J'ai tant aimé Frère Max. Qui est le Père Thurian ? ■

Pasteur DANIEL FRICKER

(1) Le Groupe des Dombes réunit plusieurs dizaines de philosophes catholiques et protestants français.

## TRAIT LIBRE



## FRANCOPHONIE Météo linguistique

AYANT participé récemment à Toulouse à un congrès sur la météorologie alpine, j'ai été très choqué, par l'usage presque exclusif de la langue anglaise. Vingt-quatre nationalités étaient représentées ; parmi les 162 participants, on comptait 63 francophones, dont 40 Français, mais aussi Britanniques et seulement... 4 Américains. Pourtant, toutes les annonces écrites et orales y ont été faites en anglais, et plusieurs conférences françaises se sont exprimées dans cette langue. En revanche, de nombreux étrangers ont présenté leur communication en français et se sont vivement étonnés de la place tenue par l'anglais dans un congrès organisé en France par des Français. ■

GUY BLANCHET

Villourbanne

## CHÔMAGE Onze ans de socialisme

C'EST fait ! J'ai cinquante-deux ans et me voilà « chômeur économique », je viens de recevoir de l'ASSÉDIC mon inscription et j'apprends que je vais recevoir pendant cent vingt-deux jours 57 % de mon dernier salaire ; et encore, je recevrai le premier versement le 27 décembre (deux mois après la fin de mon préavis).

Voilà bien à mes yeux le résultat de onze ans de socialisme. Quand nous avions un gouvernement de droite, un chômeur économique recevait 90 % de son dernier salaire pendant un an et sans restrictions.

Après la nuit, la lumière ? Je crois que je suis devenu un antisocialiste primaire. ■

JEAN MARCEL

Paris

## UN LIVRE

### Ceux du dehors

LES QUARTIERS D'EXIL  
de François Dubet  
et Didier Lapeyronnie  
Le Seuil, 246 p., 110 F.

VAUX-EN-VELIN vient se rattacher à notre bon souvenir, de la manière la plus triste — et la plus banale — qui soit : coup de feu mortel, jets de pierres, vitrines brisées, « éclats » nocturnes, voitures incendiées... Les commentateurs sont prudents, et sans passion. Impression de déjà vu, de déjà dit. Et, surtout, grand désarroi : comment soigner les banlieues malades, alors que tous les remèdes semblent avoir été déjà essayés ?

Deux sociologues, François Dubet et Didier Lapeyronnie, nous entraînent sur le terrain, pour observer et comprendre ces explosions périphériques dans lesquelles des enfants d'immigrés jouent souvent les artificiers. Un livre dense sans être indigeste, avec un joli titre, ambigu si souhait, *Les Quartiers d'exil*.

Au cours des vingt dernières années, un glissement essentiel s'est produit en France : le travail n'est plus au cœur de l'organisation sociale. C'est la ville qui a pris le relais. Les grèves ouvrières cèdent la place aux émeutes urbaines. La « question sociale » s'estompe au profit des problèmes sociaux. Dans les banlieues, de nouvelles « classes dangereuses » ont fait leur apparition : elles ne se plaignent pas d'être exploitées, mais marginalisées, méprisées, ignorées. Entre les « exclus » et les « inclus », entre ceux du dehors et ceux du dedans, il n'y a même pas de réelle confrontation : les deux composantes de la société française vivent côte à côte, dans deux univers différents, sans

se combattre ni même se rencontrer.

Est-ce un hasard si une bonne partie de l'ouvrage traite des immigrés et de leurs enfants ? Cette population est concentrée dans des cités, des immeubles, voire de simples cages d'escalier où sont regroupés tous les « problèmes ». Il arrive alors que la marginalité culturelle s'ajoute à l'exclusion sociale, donnant lieu à des situations insupportables.

Mais les vrais révoltés sont ceux, au contraire, qui connaissent une assimilation culturelle forte. Parfaitement français, ils participent à la culture de masse sans avoir les moyens de s'en procurer les objets fétiches. Les vols, racketts, trucs en tout genre ressemblent alors à une « stratégie d'intégration illégale » dans cette société qui leur est fermée.

Plus l'assimilation culturelle est forte, plus l'exclusion sociale est difficile à vivre. On assiste alors à des phénomènes irrationnels : des jeunes détruisent des équipements sociaux alors qu'ils en réclament ; ils se retournent contre leur propre quartier alors qu'ils souffrent de le voir monter du doigt. Ce sont des émeutes sans lendemain, qui ne débouchent sur rien mais permettent d'être « vus », sinon reconnus.

Comment en sortir ? Il n'appartient pas aux sociologues de définir une politique. Les dernières pages de François Dubet et Didier Lapeyronnie, dans lesquelles ils souhaitent un retour à « l'intégration par le conflit », sont d'ailleurs un peu compliquées. Au moins nous ont-ils offert une grille de lecture de la France d'aujourd'hui, et c'est déjà beaucoup.

ROBERT SOLÉ

# Le Monde des DEBATS

Le Monde

## EUROPE

### La résistance des nations

Un entretien avec Julia Kristeva, psychanalyste et écrivain ; une analyse de Dominique Wolton, chercheur au CNRS : un face-à-face entre Paul Thibaud et Jean-Marc Ferry, philosophes ; le point de vue de Jack Hayward, sociologue britannique, et de Gabriel Liiceanu, philosophe roumain.

## EMPLOI

### Partager le travail ?

Les réponses contrastées de Marc Blondel, secrétaire général de FO, Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, Margaret Maruani, sociologue, Gérard Mordillat, romancier et cinéaste.



# ÉTRANGER

RUSSIE : mis en cause par M. Eltsine

## M. Gorbatchev s'interroge sur la publication tardive du document concernant le massacre de Katyn

MOSCOU

de notre correspondant

Accusé par Boris Eltsine d'avoir dissimulé la vérité sur le massacre de Katyn, Mikhaïl Gorbatchev, ulcéré, à cran, accuse à son tour : pourquoi l'actuel président russe n'a-t-il pas attendu le mois de décembre 1991, ou le 14 octobre pour en faire part à Varsovie, en même temps qu'il le portait à la connaissance du Tribunal constitutionnel : après bien des détours, l'avocat de la « partie présidentielle » au procès sur le PC soviétique, M. Makarov, nous a indiqué qu'un pli contenant ce document avait été remis le même jour au tribunal.

La question, de fait, mérite d'être posée : que l'on accepte ou non la version de M. Gorbatchev, qui affirme avoir pris connaissance de ce document quelques heures seulement avant de transmettre à

Boris Eltsine le contenu du fameux « dossier numéro un », le plus secret des archives secrètes, il est incontestable que l'actuel président russe l'avait lui-même en sa possession depuis le mois de décembre 1991. Or il a attendu le mardi 14 octobre pour en faire part à Varsovie, en même temps qu'il le portait à la connaissance du Tribunal constitutionnel : après bien des détours, l'avocat de la « partie présidentielle » au procès sur le PC soviétique, M. Makarov, nous a indiqué qu'un pli contenant ce document avait été remis le même jour au tribunal.

« Un procès de merde ! »

Sans doute conscient que l'affaire prenait un tour déplaisant, M. Sergueï Chakhrat, le représentant personnel du président au procès sur le PCUS, s'est donc efforcé jeudi de remettre les choses à leur place, de concentrer l'attention sur

les documents eux-mêmes : en plus des ordres portant la signature de Staline et des autres dirigeants de l'époque, on a ainsi pu prendre connaissance d'un texte manuscrit (manière d'éviter que même une secrétaire puisse en prendre connaissance) adressé en 1959 à Khrouchchev par Alexandre Tchepeline, alors chef du KGB. Il y faisait état du nombre exact de représentants de « l'élite de la Pologne bourgeoise » fusillés en application de l'ordre de Staline (21 857), et suggérait de détruire tous les documents concernant ces faits. En effet, expliquait tranquillement le chef du KGB, « il ne faut pas d'indépendance pour les historiens soviétiques », et « il est dangereux qu'ils présentent un intérêt réel pour nos camarades polonais », d'autant qu'il existe une version officielle, largement acceptée par

l'opinion mondiale, qui attribue les exécutions aux Allemands... Ce cynisme absolu se retrouve dans les instructions données, en 1971 et en 1972, par le bureau politique à l'ambassade soviétique à Londres : ordre était donné de protester contre une « émission calomnieuse » alors préparée par la BBC sur Katyn, et de dénoncer l'utilisation par « les milieux réactionnaires » de la « propagande de Goebbels » dans le but de « salir la réputation » du pays qui avait « sauvé l'Europe du fascisme ».

D'autres documents apportent des précisions sur la manière dont fut décidée l'intervention soviétique en Afghanistan (dans la datcha de Brejnev, où s'étaient retrouvés la plupart des membres du bureau politique) : une preuve supplémentaire d'une réalité dont personne, pendant plus de soixante-dix ans

d'histoire de l'URSS, n'avait jamais douté le moindre instant, à savoir que le PC, ou plus exactement le bureau politique du comité central, dirigeait le pays. Établir cette évidence, et donc justifier la thèse de l'« inconstitutionnalité » du parti, et par là même le bien-fondé de la décision prise par M. Eltsine de l'interdire, tel reste en effet l'objet théorique du procès devant le Tribunal constitutionnel.

« Un procès de merde », comme l'a dit récemment M. Gorbatchev, dans un de ses nombreux moments d'envie. A la suite de quoi le président du Tribunal, M. Zorkine, s'est à son tour mis en colère et a annoncé à l'ex-président qu'une procédure judiciaire pour « offense à la Cour » allait être ouverte contre lui... Le feuilleton continue.

JAN KRAUZE

## La guerre des archives

Suite de la première page

Entre ces intitulés « documents » et celui de Katyn, il y a donc un énorme travail de tri à réaliser. Et celui-ci s'effectue dans un flou artistique où les considérations d'opportunité - politique mais aussi financière - prennent souvent le pas sur la recherche de la vérité historique.

A l'heure actuelle, les archives soviétiques se répartissent, selon leurs origines et les thèmes traités, en au moins cinq « fonds » bien distincts :

1) Les archives du comité central du PCUS, démantelées pour l'essentiel celles qui ont été confiées dans les années 1950 à la Vieille Place de Moscou au lendemain du putsch manqué de 1991. Elles sont abritées au Centre de conservation des archives contemporaines, ouvert en février dernier à Moscou sous la direction de Rodolphe Pikhola, chef des archives d'Etat de Russie. Ce centre est en principe ouvert au public, mais l'accès aux dossiers se fait sur demande motivée : le chercheur doit préciser son thème de recherche, et les journalistes, selon plusieurs témoignages, n'y sont pas particulièrement bienvenus... De toute manière, les « sensations » qu'on leur reproche de rechercher ne se trouvent pas là, dans le fouillis des innombrables instructions et notes que s'adressaient les divers départements du comité central : ceux-ci ne faisaient qu'appliquer les décisions prises « en haut ».

2) Les « fonds présidentiels » contiennent, précisément, ces décisions venues d'en haut. C'est le nouveau nom donné aux archives du Politburo au printemps 1990, lorsque, après que le PC eut renoncé en principe à son rôle dirigeant, M. Gorbatchev en prit le contrôle en tant que président de l'URSS. M. Eltsine, qui a hérité de ce fonds en décembre 1991 (en totalité ou après quelques « prélèvements », il est bien difficile de le savoir), y puise aujourd'hui les munitions dont il a besoin contre son prédécesseur ou pour les intérêts de sa diplomatie.

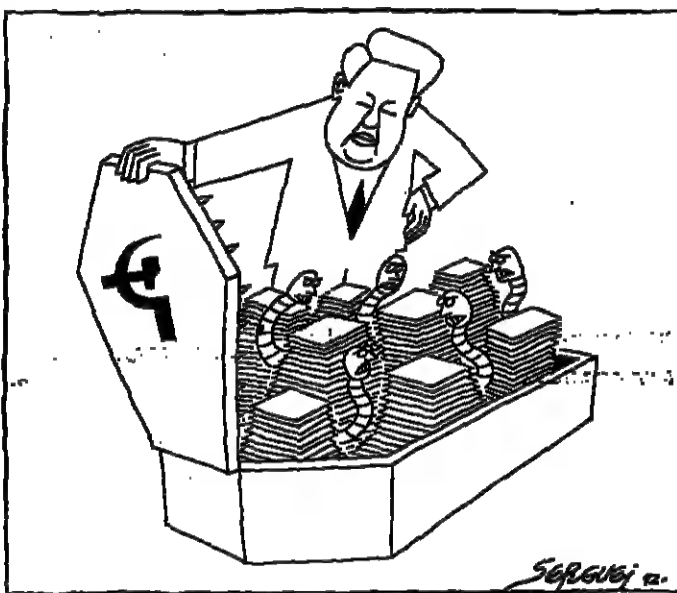
Le gardien de ce trésor est le même M. Pikhola, mais, plus haut, M. Mikhaïl Poltoranine, un ancien journaliste devenu vice-président du gouvernement, supervise son travail en tant que président de la commission présidentielle des archives. Et ce dernier ne cache pas la couleur : dans un entretien publié par l'Unita du 9 juin dernier, il se vantait de pouvoir « abattre Gorbatchev d'un seul coup » et « faire trembler le monde entier d'indignation » par la révélation de ce qu'il trouvait...

Des archives « ouvertes à un seul homme »

3) Les archives du KGB sont également fermées au public, malgré la promesse qu'avait faite Boris Eltsine au lendemain du putsch. Plus précisément, elles sont utilisées, comme les autres, de manière sélective, selon les besoins des institutions héritières de l'appareil policier soviétique, essentiellement le ministère russe de la sécurité.

4) Les archives de l'armée sont dans le même cas, d'autant que cette institution est la seule qui soit restée pratiquement intacte

après son passage sous la coupe du ministère russe de la défense. L'homme fort en la matière est le général Dmitri Volkogonov, ancien directeur de l'Institut d'histoire militaire et aujourd'hui membre du conseil consultatif du président de Russie. A ce titre, M. Volkogonov bénéficie également d'un accès privilégié aux archives du Politburo.



Sergueï

Il a publié nombre de documents inédits dans ses ouvrages sur Staline et plus récemment sur Trotski, mais cela ne va pas sans susciter des jalousies. Dans une lettre ouverte adressée à leurs collègues, les historiens Pierre Broué (français) et Alexandre Pantsov (russe), spécialistes de Trotski, contestent non seulement le dernier ouvrage du général, mais aussi le fait que les archives aient été ouvertes à « un seul homme » dont « on ne peut vérifier les citations ».

5) Le « fonds étranger » touche beaucoup moins directement à la

putent le butin. Mais l'on trouve aussi dans ce fonds les prises de guerre ramenées par l'armée rouge après sa victoire de 1945.

La curiosité de l'étranger

C'est là qu'ont été exhumés le Journal de Goebbels, acquis - moyennant finances - par divers journaux occidentaux, ou encore les archives du 2<sup>e</sup> bureau français, saisies en France par les Allemands, puis en Allemagne par l'armée soviétique. Bien que Moscou

en ait promis la restitution à Paris, celle-ci n'a toujours pas eu lieu. Bien sûr, il ne faut pas sous-estimer les progrès accomplis. Quoi qu'on puisse penser de ses motivations, Boris Eltsine n'en a pas moins produit des documents capitaux pour la connaissance du passé, comme on l'a vu avec Katyn. Les nouveaux journalistes de Moscou font également un précieux travail d'investigation, à base de témoignages et de documents recueillis par leurs propres moyens : en particulier les *Izvestia*, dans une série d'articles remarqués, avaient déjà fait faire de sérieux progrès à l'enquête sur le Boeing sud-coréen.

Il reste que d'autres chercheurs, étrangers notamment, éprouvent maintes frustrations devant les barrières rencontrées. Tel professeur se voit communiquer un document sur une session du Politburo, mais il constate qu'il ne s'agit que d'un très bref ordre du jour, mentionnant une « intervention » de telle ou telle personne, mais n'en donnant pas le texte : cela figure dans un autre document, qui se trouve « ailleurs », on ne sait où.

Les Américains, sous la direction de M. Billington, « patron » de la Bibliothèque du Congrès et spécialiste lui-même, s'intéressent d'autant plus au problème que leur aide avait été sollicitée pour le microfilmage et l'emploi des méthodes modernes d'archivage (le Monde du 27 mars 1992). Mais la commission internationale qui devait être constituée sous sa présidence n'a toujours pas vu le jour. M. Billington s'en revanche obtenu de M. Pikhola, au terme de négociations parfois difficiles, une sélection de divers documents significatifs qui ont été exposés l'été dernier à Washington. On y trouvait notamment les lettres échangées entre Khrouchchev et Kennedy pendant la crise des missiles de Cuba, une savoureuse autobio-

graphie de Mikhaïl Soulov, le futur idole du brejnévisme, écrite pour le service des cadres du parti en 1952, enfin un calendrier des événements et anniversaires à connotation anti-américaine à célébrer dans la presse, calendrier établi au début des années 70 par... Alexandre Iakovlev, celui qui devait devenir, la décennie suivante, l'associé de M. Gorbatchev et le père de la glasnost.

De toutes manières, il faudra des dizaines d'années et des trésors de patience de la part de centaines de chercheurs pour écrire l'histoire du régime soviétique. Ce travail a déjà commencé, mais il ira vite si l'accès aux archives était normalisé, soumis à des règles sans doute limitatives (la notion de secret d'Etat n'est pas abolie, et des délais seront nécessaires), mais du moins égales pour tous, à l'instar de ce qui a été fait en Allemagne à propos des archives de la Stasi et du SED. Cela est une partie de l'« Etat de droit » qui reste encore très largement à créer, mais aussi affaire de génération, car les révélations à venir peuvent atteindre bien d'autres personnes que M. Gorbatchev. Après tout, Boris Eltsine et la plupart des gens qui l'entourent sont eux aussi d'anciens communistes...

MICHEL TATU

RECTIFICATIF. - Dans l'article de notre correspondant à Moscou consacré aux révélations sur le massacre de Katyn et le Boeing sud-coréen, publié dans nos éditions du 16 octobre, il était écrit par erreur qu'en septembre 1983M. Iouri Andropov était chef du KGB. Il était en réalité déjà secrétaire général du PCUS, ayant succédé à ce poste à Leonid Brejnev en novembre 1982.

Ceux du dehors

Reconnu coupable de 52 meurtres

## Le « tueur de Rostov » a été condamné à mort

MOSCOU

de notre envoyé spécial

C'est la bave aux lèvres et en criant des propos incohérents - « Ukraine libre ! », « Je n'ai pas volé le linoléum ! » - qu'André Tchikatchov a été condamné à mort le 15 octobre, le verdict du tribunal de Rostov-sur-le-Don, dans le sud de la Russie, le condamnant à mort.

Reconnu coupable de cinquante-deux crimes particulièrement atroces commis en majorité sur des enfants et des adolescents, André Tchikatchov, cinquante-six ans, était docteur en philologie et ancien enseignant.

Devant la commission des grâces

Arrêté, après douze ans de recherches, en novembre 1980 il avait été reconnu sain d'esprit à l'issue de deux analyses psychiatriques.

Il avait fait, indirectement, une cinquante-troisième victime

puisqu'un suspect avait été appréhendé à sa place et condamné à mort il y a quelques années.

Le « tueur de Rostov » sera-t-il exécuté ou bénéficiera-t-il d'une grâce, que, seul, le président Boris Eltsine est en droit d'accorder, après l'avis de la commission des grâces ?

Celle-ci est composée en majeure partie de personnalités, désignées par le président russe, opposées à la peine de mort.

Ainsi, sur les quatre-vingt-cinq condamnés à mort qui attendent dans les prisons du pays, un seul a été exécuté cette année. En 1991, il y avait eu trente-trois exécutions, contre plus de cinq cents il y a dix ans. Le nombre des crimes d'André Tchikatchov et leur sauvagerie donnent toutefois à penser que la sentence devrait être, dans son cas, appliquée.

J.-A. F.

GÉORGIE

## Echec des discussions sur l'Abkhazie

Les ministres des affaires étrangères russe et géorgien, MM. Andreï Kozirev et Alexandre Tchikvaïdze, se sont entretenus, jeudi 15 octobre, pour préparer la rencontre de leurs chefs d'Etat respectifs, MM. Boris Eltsine et Edeouard Chevardnadze, à propos de la guerre en Abkhazie, mais ne sont pas parvenus à dégager de « formules de règlement acceptables par les deux parties ».

« Je n'ai pas l'impression que l'Abkhazie et la Géorgie soient décidées à régler le conflit par des moyens politiques », a déclaré M. Kozirev à la presse. Les deux parties continuent de jouer au plus fort. - (AFP, Reuters, Itar-Tass.)

ITALIE : M. Craxi entend rester à son poste. - Le secrétaire du Parti socialiste, M. Bettino Craxi, a annoncé, jeudi 15 octobre à Rome, son intention de « rester fermement à son poste ». M. Craxi, qui dirige le PSI depuis 1976, répondait ainsi à des rumeurs de changement à la tête du deuxième parti de la coalition gouvernementale. Un vent de contestation souffle sur le PSI, à la suite de scandales de corruption qui ont touché des responsables locaux socialistes, notamment à Milan (le Monde du 7 octobre). - (AFP.)

A LIRE CE MOIS-CI :

## Un dossier détaillé sur LA CAGOLE

La Cagoule, cette organisation d'extrême droite née sous le Front Populaire, a-t-elle failli prendre le pouvoir en 1937 ?

## LA QUESTION INDO-EUROPEENNE

Le débat entre linguistes et archéologues. L'analyse du « cas » Georges Dumézil. Un entretien avec Maurice Olender sur l'exploitation politique de la question.

## L'HISTOIRE

Les troubles du pays d'Oc  
Quand la France déclarait la guerre à l'Europe  
Les derniers Indiens



## LA CAGOLE: ENQUÊTE SUR UN COMLOT D'EXTRÊME DROITE



N° 159 - OCTOBRE 1992 - EN KIOSQUE 33 F



## EUROPE

La rencontre entre le premier ministre yougoslave et les dirigeants albanais du Kosovo

### Offensive de charme de M. Panic à Pristina

Le premier ministre yougoslave, M. Milan Panic, a refusé, lors de la visite qu'il a faite, jeudi 15 octobre, au Kosovo, de nouer le dialogue avec les Albanais de souche qui constituent 90 % de la population de cette province du sud de la Serbie. La fessée qui s'était crue au fil des années entre Serbes et Albanais en raison de l'oppression permanente du pouvoir de Belgrade et de la suppression, en 1990, de l'autonomie du Kosovo semblait avoir rendu toute négociation impossible.

PRISTINA (Kosovo)

de notre envoyée spéciale

A la volonté de domination serbe, les Albanais répondraient par le séparatisme. Privés de leurs droits civiques et sociaux, ils ont unilatéralement proclamé une « République du Kosovo », dont les responsables ont été élus en mai 1992. Or c'est justement le « président » de cette « République », M. Ibrahim Rugova, qui a accepté, jeudi, la main que M. Panic était venu tendre à la communauté albanaise. Déterminé à régler le problème du Kosovo et à prévenir une nouvelle vague de violence, M. Panic est le premier dirigeant serbe à avoir gagné la confiance des représentants des Albanais de souche.

M. Panic a fait moult promesses. Certes, elles ne seront peut-être jamais tenues, mais elles marquent un premier pas dans l'acquisition des relations entre Belgrade et Pristina. Personne ne se leurre :

le processus sera lent avant de parvenir à un règlement de la question albanaise au Kosovo. Favorable à « un débat politique » pour éviter la rupture totale avec Belgrade, M. Rugova n'avait jamais trouvé d'interlocuteur dans le camp adverse. L'intransigeance à laquelle il s'était heurté l'avait rendu réticent devant les premières approches de M. Panic. La pénétrance du premier ministre semble l'avoir convaincu. Et c'est dans le bâtiment de l'ancien gouvernement autonome du Kosovo, désormais sous la coupe des autorités serbes, que M. Rugova a accepté de s'asseoir à la table des négociations avec M. Panic.

Levée des mesures discriminatoires

Le débat — qualifié de « sérieux » par le leader albanais et qui s'est conclu par une accolade — a fait naître une lueur d'espoir chez les partisans de la réconciliation. Certes, nombreux seront ceux qui le déploreront et verront dans l'entente un acte de trahison. Mais, comme l'a souligné M. Panic, « le problème a été cerné et les modalités du règlement de la crise ont été établies ». Les négociations se sont déroulées sans grande difficulté, M. Panic ayant décidé d'attaquer le problème sans faire référence au passé. Cette approche toute nouvelle a permis aux délégations yougoslave et albanaise de convenir de la création de plusieurs groupes de travail. Ces commissions mixtes seront notamment chargées de régler des « problèmes concrets et urgents » dans les domaines de la justice, de l'enseignement, de la

presse et des relations économiques.

L'objectif premier de M. Panic est de réintégrer les Albanais de souche dans la vie politique yougoslave. En signe de bonne volonté, il a promis de contribuer à la levée des mesures discriminatoires afin de permettre notamment aux quelque 124 000 salariés albanais licenciés depuis 1990 de retrouver leur emploi et aux 400 000 élèves et étudiants albanais de suivre un enseignement reconnu officiellement dans leur langue maternelle et selon un programme choisi par les spécialistes de leur communauté. M. Panic n'a toutefois pas été en mesure de fixer la date de la réouverture des écoles et de l'université de Pristina, sachant qu'une telle décision dépendait en grande partie du bon vouloir des autorités de Serbie. Le premier ministre yougoslave est en effet convenu du droit des Albanais à disposer de médias dans leur langue, tout en admettant que, pour la radio et la télévision, il était impuissant. M. Panic se heurte lui-même à Belgrade au problème de la liberté des médias, maintenus sous la férule de M. Stobdan Milosevic, le président de Serbie.

En échange de ces concessions, M. Rugova s'est engagé à convaincre sa communauté de participer, dans l'avenir, aux élections serbes et fédérales, boycottées par les Albanais de souche depuis la suppression de l'autonomie du Kosovo. M. Ymer Yaka, chef du Parti démocrate chrétien et responsable du Comité des droits de l'homme au Kosovo, qui a assisté aux négociations, ne doutait pas, jeudi soir, de la bonne volonté de M. Panic, mais restait sceptique en

raison des pouvoirs trop limités dont dispose actuellement le premier ministre yougoslave.

Reste le problème politique du statut du Kosovo. Et là, chacun campe sur ses positions. M. Panic conçoit une forme d'autonomie de la région mais s'oppose à la création d'une entité séparée de la Serbie. M. Rugova, pour sa part, ne renonce pas à la « République » qu'il préside. Les leaders albanais, dont la revendication maximaliste est la fusion du Kosovo et de l'Albanie, se disent cependant prêts à faire un compromis, à savoir accepter le maintien du Kosovo, en tant qu'état indépendant au sein de la Yougoslavie.

FLORENCE HARTMANN

Les Doms et Falds aux réfugiés. — Les ministres des affaires étrangères des pays de la Communauté, réunis jeudi 15 octobre à Birmingham, ont approuvé les mesures budgétaires présentées par la Commission en faveur des réfugiés de l'ex-Yougoslavie. A la fin de l'année, 468 millions de dollars (soit plus de 2,3 milliards de francs) auront été débloqués pour cette aide, dont 300 millions affectés au budget de la Communauté et 168 millions répartis entre les pays membres et les autres pays du G 24 (le groupe de 24 Etats chargé de coordonner l'aide à l'Europe centrale et orientale). Le chancelier Helmut Kohl avait adressé une lettre à M. Jacques Delors et John Major avant le sommet de Birmingham pour attirer leur attention sur l'urgence de ce problème à l'approche de l'hiver.

Tandis que les Serbes sont divisés sur le retrait de leur aviation de Bosnie

### Plusieurs dirigeants ex-yougoslaves vont se concerter à Genève

L'accord sur le retrait des forces aériennes serbes de Bosnie vers la Yougoslavie (Serbie) a été remis en question, le chef de ces forces, le général Zivomir Nikolic, s'étant opposé, jeudi 15 octobre, à un tel retrait. Il est ainsi entré en conflit avec le leader des Serbes de Bosnie, M. Radovan Karadzic, qui avait lui-même proposé cette solution.

« Nous ne partons pas. Notre patrie est ici et nous n'en avons pas d'autre », a déclaré le général Nikolic dans un appel aux unités de l'armée de l'air et de la défense anti-aérienne de la « République Serbe » (proclamée par les indépendantistes serbes en Bosnie) cité par l'agence Tanjug. A Genève, M. Karadzic a aussitôt annoncé qu'il se rendrait samedi en Bosnie pour expliquer au général la nécessité de respecter une promesse faite « dans l'intérêt de la paix ». Il a

précisé qu'il comptait, au préalable, rencontrer, vendredi à Genève, le ministre yougoslave, M. Milan Panic, pour parachever l'accord sur le transfert des avions. D'autres dirigeants politiques de l'ex-Yougoslavie sont attendus dans les jours prochains à Genève, où les deux coprésidents de la Conférence internationale, M. Cyrus Vance (ONU) et lord Owen (CEE), poursuivent leurs efforts diplomatiques en négociant sur plusieurs fronts. Outre M. Panic, le président de Macédoine, M. Kiro Gligorov, était attendu vendredi à Genève, où le président bosnien Alija Izetbegovic rencontrera, lundi, M. Dobrica Cosic, le président de la nouvelle Yougoslavie. Le lendemain, M. Cosic verra son homologue croate Franjo Tudjman pour faire le point sur l'accord conclu le 30 septembre dernier et visant à normaliser les relations entre la Croatie et la Yougoslavie. (AFP)

## A TRAVERS LE MONDE

### GRANDE-BRETAGNE

Contre-attaque juridique des mineurs

Après l'annonce de la fermeture de 31 des 50 mines de charbon, les syndicats britanniques ont lancé, jeudi 15 octobre, une contre-attaque juridique. L'Union nationale des mineurs (NUM) a décidé de saisir le Haute Cour de Londres sur la légalité de la fermeture des mines. La British Coal aurait enfreint la législation sur la protection de l'emploi en ne procédant à aucune consultation préalable des représentants du personnel avant la présentation de son plan.

Dans cette affaire, le gouvernement est la cible de vives critiques, qui s'expriment jusque dans les rangs conservateurs. Ces critiques sont accentuées par la publication, le 15 octobre, des statistiques indiquant une hausse du chômage en Grande-Bretagne.

### IRAK

L'ONU demande à Bagdad d'assurer la sécurité des experts en désarmement

Par la voix de son président en exercice, l'ambassadeur de France, M. Jean-Bernard Mérimée, le Conseil de sécurité de l'ONU a demandé, jeudi 15 octobre, aux autorités irakiennes d'assurer la

sécurité de la mission d'experts en désarmement qui était attendu vendredi à Bagdad et de « coopérer pleinement » avec elle.

Bagdad devrait saisir cette occasion pour « démontrer sa disposition à s'acquiescer intégralement aux obligations qui lui incombent au titre des résolutions du Conseil », a déclaré M. Mérimée, après que le chef de la commission chargée de l'élimination des armes de destruction massive de l'Irak, M. Rolf Ekus, ait exposé les buts et le cadre général de la mission d'inspection. M. Ekus a « entré l'attention du Conseil sur les déclarations faites à haut niveau en Irak, susceptibles de constituer une menace pour la sécurité des inspecteurs des Nations unies ». La semaine dernière, le président Saddam Hussein avait qualifié les inspecteurs de la commission spéciale de « chiens errants ».

### MOZAMBIQUE

Attaque des rebelles en dépit de l'accord de paix

Selon le journal Noticias de jeudi 15 octobre, les rebelles de la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO) ont attaqué, la veille, une des positions de l'armée régulière, à Charra, dans la province de Tete (nord-ouest du pays). Le commandement militaire

### Un entretien avec le premier ministre roumain

M. Stolojan estime qu'il faut accélérer « la construction de mécanismes de marché »

M. Theodor Stolojan avait déjà son billet d'avion en poche pour Washington, où il devait prendre son poste à la Banque mondiale, lorsque, en septembre 1991, les mineurs descendirent sur Bucarest, provoquant le départ du premier ministre, M. Petre Roman. M. Stolojan, alors chef de l'Agence pour les privatisations après avoir démissionné de son poste de ministre des finances à cause des réticences de M. Roman à imposer une politique économique radicale, fut chargé de former un nouveau gouvernement.

Un an plus tard, ce réformateur convaincu, sans affiliation politique, s'appuie à céder la place à un nouveau premier ministre — encore introuvable — après avoir, paradoxalement, atteint une popularité record. Dans un entretien accordé au Monde à Bucarest, il tire les leçons de son combat solitaire pour tenter d'imposer le passage à l'économie de marché.

BUCAREST

de notre envoyée spéciale

Très largement réélu président, mais handicapé par les résultats insuffisants de son parti aux élections législatives qui ne lui donnent pas de majorité au Parlement, M. Ion Iliescu a ressorti la carte du gouvernement « d'experts » dirigé par un premier ministre « neutre ». Reste à trouver l'homme de la situation.

Le premier ministre sortant, Theodor Stolojan, quarante-huit ans, a les qualités requises ; mais pour lui, renouveler l'expérience de l'année écoulée à la tête du gouvernement est « bête » : « Ici, nous n'avons rien de nouveau à proposer, il s'agit de construire un système démocratique, pas de sauver la situation au jour le jour. Ce système, il faut le mettre sur pied. Pour cela, il faut un gouvernement élu par le peuple. Je me suis retrouvé seul pour la défense — et ça, on le fait une fois, pas deux. Vous savez, la transition, c'est un

chef d'un gouvernement formé en pleine crise, « avec la mission de mener le pays aux élections ». M. Stolojan, lui, jette l'éponge — momentanément, du moins — avec de rudes souvenirs. Par exemple « lorsque, le 1<sup>er</sup> septembre, j'ai dû procéder à la réduction de certaines subventions, les syndicats et les partis politiques se sont unis pour attaquer cette mesure. Je me suis retrouvé seul pour la défendre — et ça, on le fait une fois, pas deux. Vous savez, la transition, c'est un

peu comme la guerre, et on ne fait pas la guerre sans appels ».

Seul le soir, dans son immense bureau au siège du gouvernement, dont les couloirs sont déjà tous étendus, M. Stolojan donne effectivement l'impression d'un homme éprouvé par l'apreté de la bataille, et en même temps persuadé de la nécessité de la livrer. Le costume strict, le regard bien acéré, il dégage une force de conviction qui rappelle la détermination d'autres architectes de la transition post-communiste, Leszek Balcerowicz en Pologne, Vaclav Klaus en Tchécoslovaquie. C'est en enseignant à l'université, sous Ceausescu, les « finances publiques dans les pays non socialistes », avant de devenir responsable du secteur international au ministère des finances, qu'il a pu se familiariser avec l'économie de marché, puis observer attentivement les tentatives de réforme économique en Pologne et en Hongrie dans les dernières années du communisme.

Maintenant, estime-t-il, c'est aux partis politiques de jouer et surtout de mûrir un peu : « Il faut qu'ils apprennent à faire des alliances et des compromis. Dans la transition d'une économie centralisée planifiée vers une économie fondée sur la propriété privée, il y a des passages obligatoires. Par exemple, le 1<sup>er</sup> janvier 1993, nous avons pris d'introduire la TVA ; quel que soit le vainqueur des élections, il faut le faire ! Il n'y a pas trente-six alternatives ici, la voie à suivre est très claire ».

Thérapie de choc

Dans l'Europe post-communiste, la Roumanie, seul pays à avoir connu une fracture violente, est un cas à part. « Ici, remarque M. Stolojan, la question « thérapie de choc » ou « transition graduelle » ne se pose pas. En Roumanie, il faut simplement construire très vite des mécanismes d'économie de marché, parce que le système tout entier s'est effondré en décembre 1989. A présent, il nous faut construire un système fondé sur la liberté. Et pour cela, il n'existe qu'une seule politique. En Pologne, ou même en Tchécoslovaquie, ils ont eu un peu plus de temps ; ils pouvaient envoyer des étudiants apprendre à l'étranger, nous on ne pouvait pas. N'oubliez pas qu'ici, même l'expression « entreprise privée » était interdite ! »

Il faut donc aller de l'avant, et le plus vite possible. « Si l'on ne fait pas les réformes structurelles nécessaires, le niveau de vie baissera de plus en plus vite. Si on les fait, on a au moins l'espoir d'une amélioration ! » estime M. Stolojan. Le problème n'est pas de risquer de retourner en arrière, mais de perdre un, deux, trois ans. Si nos partis politiques ne parviennent pas à un compromis, nous perdrons un an, comme la Pologne. Veut-on ralentir ? Très bien, mais cela va coûter cher ».

Le président Iliescu, pourtant, ne tient-il pas un discours différent ? « J'ai très bien travaillé avec lui, répond le premier ministre. Chaque fois que j'ai eu une décision à prendre dans le sens où elle aurait un impact important, je suis allé l'expliquer au président, au président du Sénat, au président de l'Assemblée... Avec M. Iliescu, nous avons discuté pendant sept heures de la dernière étape de la convertibilité du leu. Au bout de sept heures, il a accepté. Même chose pour la réduction des subventions. Il a compris, tout en sachant que cela nuirait à sa campagne électorale. Mais j'ai quand même dû réviser mes cibles à la baisse ».

Il y a, bien sûr, des limites à la résistance de la société, et c'est pour cela que Theodor Stolojan a consacré beaucoup de temps aux syndicats, dont il a obtenu la paix sociale depuis un an. « Personne ne croyait, en octobre 1991, que nous pourrions tenir l'économie pendant un an sans explosion. Pour atteindre mon but de maintenir la hausse des salaires en dessous de celle des prix, je peux jouer sur différents facteurs. Actuellement, le taux de chômage est de 7,6 % ; on peut maintenant lever un peu la pression sur le dégraissage d'effectifs dans les entreprises, pour mettre l'accent sur les salaires. Les syndicats me pressent de garantir un salaire minimum, et je ne dois pas lutter constamment contre eux. Je crois qu'en Roumanie il nous faut un an de plus de politique monétaire dure. Après, nous pourrions relâcher un peu la pression ».

SYLVIE KAUFFMANN

### BIBLIOGRAPHIE

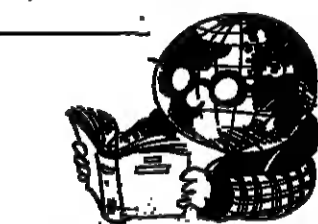
« L'Europe à l'épreuve des Balkans » de Xavier Gautier

### Histoire d'une impuissance

Que voilà donc un livre à la fois incomfortable et salutaire ! Xavier Gautier, journaliste au Figaro, pose, sans tourner autour du pot, la question qui nous hante depuis l'effondrement de l'empire soviétique : la libération des nationalismes. Qu'a fait l'Europe, celle des Douze, pour enrayer le mal qui met à feu et à sang la Yougoslavie et menace — pour commencer ? — l'est et le centre du continent ? Que peut-elle, que doit-elle faire pour rattraper le temps perdu ? Résumons la pensée de notre confrère : l'Europe pourrit par les Balkans. Il le dit un peu moins crûment en paraphrasant Churchill : « Se replier et oublier les Balkans pour sauver l'Europe communautaire ? Nous perdrons les Balkans et nous perdrons l'Europe ».

L'auteur est manifestement de ceux qui ont fait du rapprochement franco-allemand une de leurs raisons de vivre et de l'Europe leur espérance. Ce qui ne l'empêche pas d'envoyer, à propos de la Yougoslavie, une volée de bois vert aux dirigeants français, allemands, et à l'Europe communautaire en son ensemble. L'histoire des quelques quinze mois passés depuis la proclamation des indépendances slovène et croate est ainsi retracée. Histoire d'une guerre que l'on n'ose pas dire civile. Histoire d'une impuissance européenne, et singulièrement de la disjonction de la mécanique franco-allemande.

Xavier Gautier n'est évidemment pas tendre pour le Serbe Stobdan Milosevic qui a déclenché les éléments pour accéder au pouvoir et s'y maintenir. Ni pour les chefs de l'armée fédérale, il n'est guère plus indulgent pour le président croate Tudjman. Mais dans le dossier, d'ailleurs fort bien documenté, qu'il présente, c'est surtout le rôle des petits et moyens chefs de bande qu'il met en lumière. Donc, il faut les mettre hors d'état de nuire par une intervention rapide que souhaiteraient les ex-Yougoslaves car, pour les populations, l'intolérable, c'est que « l'Europe cède chaque jour



du terrain aux bandes armées ». Et quelle intervention ? Une opération conjointe entre la France et l'Allemagne seraient les auteurs « pour reconstruire le pays des Slaves du Sud ».

Il était bon que ces choses-là, si souvent sous-entendues, fussent enfin dites et fissent l'objet de discussions sérieuses. Les constats de l'auteur ne souffrent pas de discussion, ni même ses pronostics pour les lendemains dramatiques qui attendent tout le monde si un cessez-le-feu définitif n'est pas imposé, et très vite, sur le territoire yougoslave.

Disparités économiques

Le doute commence à propos des moyens à employer. Suffirait-il d'envoyer trente mille hommes bien armés (selon lord Carrington) ou cent mille (selon des stratégies françaises) pour que canons et fusils soient remis pour de bon ?

Et quelle perspective la Communauté peut-elle offrir ? Xavier Gautier critique fort justement les reconnaissances d'indépendance accordées au coup par coup, en commençant par la Slovaquie et la Croatie. Comme si la CEE s'intéressait d'abord aux nations catholiques, au risque d'inciter ceux que l'on appelle Musulmans à chercher l'appui de puissances islamiques. L'auteur est moins convaincant lorsqu'il recommande « l'intégration immédiate et sans conditions à la CEE » (une formule que, d'ailleurs, il nuance dans la suite de son propos). Peut-être n'a-t-il pas attaché l'importance qu'il convient aux disparités économiques dans l'implosion de la Yougoslavie. Qui donc a donné le signal des indépendances ? La Slovaquie, qui n'avait guère de problèmes avec les autres nationalités, mais qui était la République la plus développée.

Les démonstrations de Xavier Gautier n'emportent pas toujours l'assentiment. Mais il a raison.

BERNARD FÉRON

► L'Europe à l'épreuve des Balkans, de Xavier Gautier, éditions Jacques Bertoin, 170 p., 125 F.



## LETTRE AUX MEMBRES D'AMERICAN EXPRESS



Paris, le 15 octobre 1992

### Objet : Compte Spécial Rémunéré

Cher Membre,

**Rassurez-vous :** la nouvelle réglementation des comptes rémunérés n'a pas d'incidence sur votre Compte Spécial Rémunéré American Express. La soudaineté avec laquelle a été annoncée une modification de la réglementation applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1994 nous contraint à utiliser la presse pour vous tenir informé sans délai :

- Il ne s'agit pas d'une interdiction : votre Compte reste parfaitement légal.
  - Votre Compte Spécial Rémunéré continue et continuera à vous rapporter sur la base de 8 %\*.
  - Vous bénéficiez toujours de la même sécurité pour votre argent.
  - Vous continuez à disposer d'un chéquier American Express utilisable partout quand vous le voulez.
  - Vous bénéficiez toujours des meilleures conditions fiscales : vos revenus sont net d'impôts\*.
  - Vous ne serez nullement obligé de clôturer votre Compte Spécial Rémunéré. Et vous ne serez donc jamais obligé de vendre vos parts de Fonds Commun de Placement American Express Sécurité.
- Je prendrai soin de vous préciser par courrier personnel, une fois connus les détails de la réglementation et dans le plus strict respect de celle-ci, les solutions que nous aurons retenues pour que vous puissiez continuer à bénéficier de tous vos acquis d'aujourd'hui et de nouveaux avantages. American Express oblige !

Bien à vous,

*David Winn*

David WINN  
Président-Directeur Général

\* Taux variable correspondant au rendement annualisé du FCP "American Express Sécurité" constaté depuis janvier 1991, net d'impôts pour un montant de cession de valeurs mobilières inférieur à 316 900 F en 1991 (montant, réduit de moitié en 1993). Au-delà, vous n'êtes imposable que sur les plus-values réalisées, au taux réduit de 18,1 %.

American Express Bank (France) SA - 12/14, Rond-Point des Champs-Élysées - 75008 Paris



## DIPLOMATIE

## Le sommet de Birmingham

## Les dirigeants européens entendent afficher leur détermination à poursuivre à douze sur la voie de Maastricht

Lors d'une rencontre de deux heures et demie jeudi soir 15 octobre à Birmingham, le premier ministre britannique, M. John Major, et le chancelier Kohl sont convenus de la nécessité de « ratifier Maastricht à douze ». « Le chancelier a souligné que la Communauté doit aller de l'avant à douze et

M. Major l'a pleinement approuvé », ont indiqué des sources britanniques, qui y ont vu « un rejet de l'idée d'une Europe à plusieurs vitesses ». C'était le premier tête-à-tête Kohl-Major depuis la récente polémique germano-britannique consécutive à la crise monétaire. Au cours d'un entretien avec

M. Major, le chef du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, a émis des « réserves » sur le projet de déclaration élaboré par la présidence britannique à propos de la répartition des compétences entre les institutions européennes et les Etats membres.

La déclaration finale du sommet européen de Birmingham, dont les grandes lignes ont été dégagées ces derniers jours, doit avant tout adresser à l'opinion publique un « signal de confiance » pour « dissiper le scepticisme ambiant », expliquait-on, jeudi 15 octobre, au ministère français des affaires européennes. Après des semaines de grande turbulence, les Douze entendaient afficher une solidarité sans faille et leur détermination à poursuivre le processus de ratification du traité de Maastricht. Les sujets par trop délicats (le SME, par exemple) ont donc été écartés. En outre, l'heure est à la pédagogie, et le jargon communautaire ne devrait pas trouver droit de cité, vendredi soir, au moment de la rédaction finale de la « déclaration de Birmingham ». La perestroïka européenne est en marche, et il est bon que l'opinion publique des Douze (à fortiori les Danois et les Britanniques) s'en convainque.

Il s'agit, comme l'explique en substance le ministre des affaires

européennes, M<sup>me</sup> Elisabeth Guigou, de préparer « la mise en œuvre intelligente » d'un traité qui n'est qu'une structure, en insistant tout particulièrement sur le rappel de « la primauté du politique ». Pour cela, « il faut cadrer les choses », souligne-t-on à l'Elysée en mettant en avant le nécessaire travail pédagogique qui reste à accomplir, même si les ratifications à venir déboucheraient toutes sur des succès.

Ce conseil devrait donc être plus celui du verbe que de la décision. Sur le fond, on estime en effet, dans les milieux diplomatiques français, n'avoir « pas grand-chose » à attendre d'un sommet qui est en fait un galop d'essai avant celui qui marquera la fin de la présidence britannique, à Edimbourg en décembre. La déclaration de Birmingham devrait toutefois permettre de mieux identifier les thèmes sur lesquels un effort d'explication est indispensable pour les pays qui n'ont pas encore ratifié le traité de Maastricht, au premier rang desquels la Grande-Bretagne, et pour

ceux qui souhaitent adhérer à l'Union européenne. La subsidiarité, la recherche d'une plus grande transparence des prises de décision, un contrôle démocratique plus efficace, sont quelques-uns de ces thèmes.

## Solidarité sur le GATT

S'agissant de la subsidiarité, la France devait insister auprès de ses partenaires sur le risque qu'il y aurait à faire de ce principe une sorte de « question préalable » systématique, brandie avant d'aborder un texte, comme cela se fait au Parlement français dans le cadre des motions de procédure. La subsidiarité pourrait alors se transformer en une sorte de droit de veto bloquant la machine communautaire. C'est un principe régulateur qui doit permettre à la Communauté d'« agir moins pour agir mieux », rappelle M<sup>me</sup> Guigou, en insistant sur le fait que les Douze doivent faire preuve d'imagination

afin de produire sur ce thème « un travail original » qui ne soit pas la simple reproduction de ce qui peut exister ailleurs, par exemple dans les systèmes dérogatoires fédéraux. Le sommet d'Edimbourg permettra d'apprécier la qualité de la copie communautaire sur la subsidiarité.

D'autre part, la Commission présentera un rapport sur les négociations du GATT. Mais il n'est pas prévu de débat et aucune décision ne devrait être prise. M. Roland Dumas avait affirmé mercredi qu'il ne voulait pas que ce dossier vienne « empoisonner » le sommet de Birmingham. Du côté du ministère des affaires européennes, on comptait jeudi sur une solidarité sans faille des partenaires de la France. « C'est cela, l'esprit communautaire », affirmait M<sup>me</sup> Elisabeth Guigou. Il faut ensemble faire preuve de compréhension quand un pays rencontre des difficultés, même si cela en pose moins aux autres. »

PIERRE SERVENT

## Les mutations à l'ONU

## La France et la francophonie absentes du secrétariat...

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

Depuis l'arrivée à l'ONU de M. Boutros Boutros-Ghali, dont la candidature avait pourtant été fortement appuyée par Paris, la France et la francophonie brillent par leur absence au sein du secrétariat.

La réforme tant attendue du secrétariat a privé la France de postes-clés, et il n'y a plus un seul Français de rang élevé au 38<sup>e</sup> étage à New-York. Cela a commencé par le remplacement de M. Antoine Blanca au poste de responsable des affaires économiques, considéré comme le « numéro deux » des Nations unies. M. Blanca est devenu directeur général du palais des Nations à Genève — une nomination largement honorifique.

Après le départ de M. Blanca, il ne restait plus au secrétariat, pour défendre la langue française, que M<sup>me</sup> Françoise Castac, chargée du service des conférences et traductions à l'ONU. M<sup>me</sup> Castac serait remplacée par un Américain.

Le poste de sous-secrétaire général aux affaires humanitaires, créé grâce aux efforts de la France, en particulier de M. Bernard Kouchner, a été confié à un

Suédois, M. Jan Eliasson. Selon des sources proches du secrétaire général, M. Boutros-Ghali ne voulait « surtout pas » avoir M. Kouchner comme « un missile sans système de guidage ».

Autre coup dur pour la France et pour la presse française, pourtant nombreuse à l'ONU : le remplacement abrupt du porte-parole, M. François Giuliani, encore une fois par un Américain, M. Joe Sella, qui ne parle pas un mot de français.

Le secrétaire général s'apprête également à remplacer une autre porte-parole, M<sup>me</sup> Nadia Younes, diplomate égyptienne, parfaitement francophone et surtout francophile. Selon des rumeurs, son poste serait offert à un Égyptien.

M. Boutros-Ghali avait eu le bon sens, il y a moins de six mois, de choisir pour mettre la main à ses discours une « plume » française, M. Paul-Marie Cousseau, très apprécié pour ses talents d'écrivain. Coup de grâce pour la francophonie aux Nations unies : selon des rumeurs insistantes, compte tenu de l'éviction de la France du secrétariat, M. Paul Cousseau envisagerait d'abandonner sa fonction avant la fin de l'année.

APRÈS BASSIR POUR

## AMÉRIQUES

## ÉTATS-UNIS : la campagne pour l'élection présidentielle

## Le candidat démocrate Bill Clinton conserve son avance

Les trois candidats à l'élection présidentielle ont offert aux téléspectateurs américains, jeudi 15 octobre, un débat moins incisif que prévu, dans un format pourtant plus direct. Toujours devancé par son rival démocrate dans les sondages, M. George Bush n'a pu asséner à M. Bill Clinton les coups qui pourraient l'aider à combler son retard : selon un sondage « express » de la chaîne CBS, 53 % des téléspectateurs ont estimé que M. Clinton était sorti gagnant des échanges.

WASHINGTON

de notre correspondant

Le spectacle se situait entre le show-biz, l'émission type *Posez votre question*, et l'exercice de démocratie directe, le « forum » ou l'« agora » à l'âge de la télévision. Les candidats étaient à moitié assis sur des tabourets de bar ou apaisés le plateau, micro baladeur en main, pour répondre, « en direct », au public.

Si les Américains commencent à avoir l'habitude de voir les candidats au scrutin présidentiel du 3 novembre s'expliquer à la télévision — déjà deux débats en quatre jours — la forme de la rencontre était, jeudi soir, assurément nouvelle. Elle avait lieu à Richmond, capitale de la Virginie. Gallup avait sélectionné 209 Américains parmi les électeurs dits « indécis » de l'Etat. Réunis sur le campus de l'université, ils pouvaient s'adresser directement au président George Bush, au candidat démocrate Bill Clinton, gouverneur de l'Arkansas, et à l'indépendant Ross Perot. A cet exercice-là, le maintien, la prestance, le contact avec le public comptent sans doute autant, pour les candidats, que leur connaissance des dossiers. Ils « jouent » le rôle dans lequel ils veulent être perçus, plus encore que derrière un pupitre, lorsqu'ils se contentent de répondre aux questions des journa-

listes, comme ce fut le cas lors du premier débat, dimanche 11 octobre.

M. Bush, presque discret, un peu absent parfois, se voulait « présidentiel », au-dessus de la mêlée, plus que jamais très patricien de la Nouvelle-Angleterre, paraissant ne pas très bien comprendre pourquoi il est si difficile de se faire réélire. Eminemment courtis, il donnait du « gouverneur » à M. Clinton et du « mon ami Ross » au milliardaire texan (qui déteste cordialement M. Bush). M. Clinton fut fidèle à lui-même : un mélange hyper-efficace de compétence technocratique et de pugnacité politique. Il a « un plan » — « premièrement, deuxièmement... » — pour chaque problème et la bonhomie du visage plein et porpon ne cache pas longtemps le métier du professionnel. Il ne donne jamais de « monsieur le président » à son adversaire, mais dit « lui », « il » ou, au mieux, « M. Bush » ; il surveille son temps de parole, s'approche du public, la voix douce-rouge, un peu cassée, micro entre les doigts, penché comme un chanteur de charme, pour assurer que lui connaît les « vrais problèmes » des « gens vrais ».

## Nouvelles rumeurs

L'exercice favorisait M. Perot. Populiste roublard, blagueur, formidable animal de scène télévisée, il est omniprésent sur le plateau et monopolise souvent la parole. Il fait rire le public aux dépens des deux « grands » qui l'entourent et qui, visiblement inquiets, n'ont cessé de le regarder, durant les quatre-vingt-dix minutes de l'émission, en paraissant se demander combien de voix il allait leur prendre avec son numéro très au point de boteleur-politicien. Le public résistait difficilement à sa prestation de maître du « n'y a qu'à » (il dit toujours : « c'est simple ») débité avec l'accent texan. Il s'est taillé un franc succès en annonçant qu'il n'en demanderait pas à être

payé, pas plus qu'il ne solliciterait un second mandat, afin de ne pas gaspiller son temps en basses considérations électorales.

Le public était poli, discipliné, respectueux, et, encore plus, sérieux. Les questions posées furent le juste reflet des préoccupations manifestées par les Américains depuis le début de la campagne : l'économie, la santé, la criminalité. La politique étrangère eut droit à une question. Les réponses des candidats furent sans surprise. Au chapitre de l'économie, M. Bush et M. Clinton sont tous deux en faveur du libre-échange, pro-ALÉNA (la zone de libre-échange avec le Canada et le Mexique), pour un nouvel accord au sein du GATT. M. Perot est résolument protectionniste. « Pour reconstruire la base industrielle du pays », un chapitre social, le républicain Bush ne jure que par des baisses sélectives de la fiscalité pour faciliter l'initiative privée, qu'il s'agisse de l'école ou de la santé. M<sup>me</sup> Clinton et Perot veulent une intervention plus volontaire de l'Etat.

Le président, en réponse à une question, a réitéré ses critiques du passé de l'étudiant Clinton, qui, boursier à Oxford, participa en Grande-Bretagne à des manifestations contre la guerre du Vietnam. Il n'insista pas longtemps. La salle fit rapidement savoir qu'elle abhorrait ce débat sur le « candidat » des aspirants à la présidence. Il y a deux jours, le vice-président Dan Quayle avait martelé ce thème, cependant que la Maison Blanche allait plus loin, enjoignant au département d'Etat de traquer le dossier Clinton, aux archives des passeports et dans les consulats européens des pays où le jeune homme s'était rendu à la fin des années 60. Il s'agissait de vérifier des rumeurs selon lesquelles M. Clinton aurait peut-être cherché à changer de nationalité pour échapper à la guerre du Vietnam.

Une bonne partie de la presse et les démocrates au Congrès ont

dénoncé cette nouvelle tentative des républicains pour démolir la crédibilité de M. Clinton en insistant qu'il n'y avait rien de suspect dans le dossier Clinton aux archives des passeports. Les réactions de l'opinion sont difficiles à évaluer. Les spécialistes assurent que la campagne d'insinuations des républicains est sans effet, ou produit même un effet opposé à celui recherché par les amis du président.

De fait, au lendemain de l'offensive de M. Quayle, un sondage CBS-New York Times donnait M. Clinton toujours confortablement en tête (47 % des intentions de vote) devant M. Bush (34 %). Mais ABC annonçait un net resserrement de l'écart, avec 44 % des suffrages pour le gouvernement et 37 % pour le président sortant. Et les mêmes spécialistes de repartir de l'extrême volatilité de l'électorat de M. Clinton.

ALAIN FRACHON

## CANADA : le débat télévisé entre M. Bourassa et M. Parizeau avant le référendum constitutionnel du 26 octobre

## Le « combat des chefs » s'est terminé par un score nul

MONTREAL

correspondance

Pour la première fois depuis trente ans, les téléspectateurs québécois ont eu droit, lundi 12 octobre, à un « combat des chefs » opposant le premier ministre, M. Robert Bourassa, et le dirigeant de l'opposition, M. Jacques Parizeau, respectivement chefs de file du « oui » et du « non » dans la province pour le référendum du 26 octobre sur la réforme de la Constitution canadienne.

Ce débat télévisé fut très technique, mais la plupart des observateurs s'accordent à dire que M. Bourassa n'a pas réussi le KO dont il avait impérativement besoin pour stopper l'élan du « non », auquel les intentions de vote donnent, depuis le début du mois, une majorité absolue dans la Belle Province. « Match nul », a titré le quotidien *Montréal* la Presse, tandis que son concurrent anglophone *The Gazette* estimait

que M. Parizeau « avait gagné en évitant de perdre ».

Selon le plus récent sondage effectué du 7 au 10 octobre, 50 % des Québécois interrogés rejettent l'entente constitutionnelle conclue le 28 août dernier par les dirigeants politiques et les représentants des Amérindiens du pays, et 34 % l'approuvent. Les 16 % d'indécis n'auront sans doute guère été éclairés par des orateurs qui ont débattu pendant plusieurs minutes de « la justiciabilité de l'article 36 B 1 » en invoquant « le jugement rendu en 1988 en Alberta sur la pérennité ».

## Doute et agressivité

Il est vrai que la règle du jeu limitait strictement leurs propos au contenu de l'entente. Malgré quelques allusions à la « souveraineté », M. Bourassa n'a donc pas pu entraîner son adversaire sur le terrain des conséquences économiques et politiques d'une victoire du « non ». M. Parizeau, chef du Parti québécois (PQ), s'est gardé de promouvoir l'indépendance du Québec. Il a continué à dénoncer le projet de réforme comme « un brouillon », en soulignant les nombreux points qui doivent faire l'objet de pourparlers ultérieurs. Il a semé systématiquement le doute sur « l'intérêt » pour le Québec de « signer ce contrat » dangereux pour son avenir. M. Bourassa a contre-point par point son interlocuteur avec beaucoup d'agressivité. « Voter non, c'est prendre des risques, c'est perdre du temps, c'est un pas vers la rupture », a-t-il affirmé, alors que l'entente présente « des gains majeurs » sans « aucun risque à les accepter ».

CATHERINE LECONTE

□ PÉROU : vers le rétablissement de la peine de mort. — Le président péruvien, M. Alberto Fujimori, a annoncé, jeudi 15 octobre, son intention de rétablir la peine de mort et de dénoncer, pour ce faire, la Convention américaine sur les droits de l'homme que le Pérou a ratifiée en 1980. D'après la Constitution, cette peine ne pourrait cependant pas être appliquée rétroactivement au chef du Sentier lumineux, Abimael Guzman, dont la condamnation à la prison à vie vient d'être confirmée par le Conseil suprême de la justice militaire. — (Corresp.)

Ils répondent aux questions qu'ils n'ont pas toujours envie d'entendre.

Chère de l'Écriture

2 France

Dimanche 18 octobre

A 12 h, François-Henri de VIRIEU reçoit Ségolène ROYAL

Le Monde DOSSIERS OCTOBRE 1992

## UN SEUL DOSSIER : L'ALGÉRIE DEPUIS 1945

Ce numéro spécial de *Dossiers et Documents* consacre 16 pages à l'histoire de l'Algérie, de la domination française à l'indépendance, à travers les archives du journal *Le Monde*. Trois grandes étapes : la colonisation d'abord, et l'erratique mise en place d'un statut, suite d'incertitudes et d'ambiguïtés qui va déboucher sur sept années de guerre. L'Algérie gagne son indépendance dans le sang au prix du départ massif des Européens. La période contemporaine voit la dégringolade économique, la corruption de la nomenclature, le désespoir d'une jeunesse trop nombreuse et mal formée et la montée du courant islamiste, nourri de la misère et du mécontentement.

Un sommaire des « clés de l'Info » : la campagne pour l'élection du président des États-Unis, la chute du dollar, la question de l'Etat-nation, les dérives de l'inculpation, le XIV<sup>e</sup> congrès du PC chinois, le marché des déchets, le tarif réduit au cinéma le mercredi, la polémique autour des ours pyrénéens, la natalité n'est plus ce qu'elle était, l'achat d'espaces publicitaires et les centrales, que se passe-t-il en Irak aujourd'hui ?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 17 F



مذا من لاصم

## IBM, c'est toute la micro.

PS/

### Plus de choix

C'est-à-dire plusieurs gammes de micros pour le bureau, la maison ou le voyage. Et pour tous les utilisateurs, du débutant au super-professionnel :

- le PS/1, la micro à domicile, simple à utiliser et conviviale. La solution est dans la boîte ;
- les nouveaux PS/VP, des micros professionnels alliant normes du marché, qualité IBM et prix défiant toute concurrence ;
- les PS/2 : une gamme d'élite pour diminuer le coût d'exploitation de l'entreprise, et lui fournir sécurité, évolution, performances et ergonomie ;
- enfin, les nouveaux portatifs : une vraie gamme pleine d'innovations techniques, au service de ceux qui bougent.

De quoi séduire les plus exigeants !

486SLC

### Plus de performances

Avec, notamment, le nouveau serveur multiprocesseur intégré PS/2 295 à tolérance de

pannes : le premier "micro-mainframe" IBM. Et aussi, la nouvelle puce 486SLC2 à double fréquence d'horloge, qui multiplie par 2 ou 4 les performances des postes de travail PS/2 modèles 56 et 57.

Helpware

### Plus de services

Une ligne d'assistance téléphonique 24 heures sur 24, un club utilisateurs, un magazine. Tout cela gratuitement pendant trois mois pour tout possesseur de micro IBM avec Helpware, les tout nouveaux services de la micro IBM. Et en plus, des offres de financement et de formation adaptées...

ISO

### Plus de confort

Les nouveaux écrans des PS/2 répondent déjà aux normes internationales ISO, obligatoires à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1996. Très bientôt, aucune entreprise ne pourra ignorer ces normes et le confort qu'elles apportent aux utilisateurs.

PS/1

### Plus facile

Avec le PS/1 : le micro de la famille, des PME et des professions libérales. Livré avec des applications et un système d'exploitation préchargés.

Outil convivial par excellence, mais aussi très performant avec ses nouveaux modèles dotés de processeurs i486SX et DX.

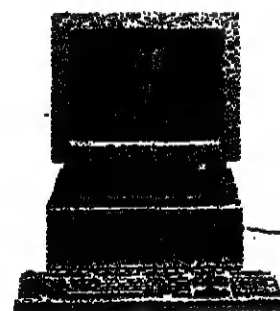
OS/2

### Plus de liberté

Les PS 386SX (et plus) peuvent accueillir le nouveau logiciel système OS/2 2.0. Vous pouvez alors choisir les applications DOS, Windows et OS/2 disponibles et en utiliser plusieurs simultanément à votre convenance, pour une convivialité de travail sans équivalent.

Pour toute information, appelez le 05.03.03.03. (appel gratuit).

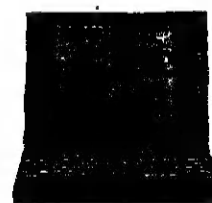
# PLUS POUR MOINS



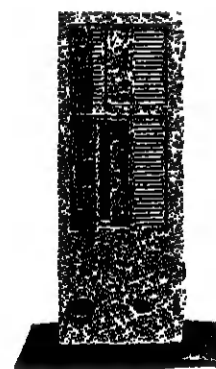
**8255 F HT\***  
(9790 FTTC)  
IBM PS/1  
Modèle III  
386SX 25MHz  
2Mo RAM  
Disque dur 85Mo  
Ecran VGA couleur  
DOS 5.0 Windows 3.1  
Works Windows  
Kit ease-of-use



**9350 F HT\***  
(11089 FTTC)  
IBM PS/VP  
6384 modèle C20  
386SLC 25MHz  
2Mo RAM  
Disque dur 80Mo  
Ecran VGA couleur  
Clavier, souris  
DOS 5.0 préchargé  
Cinq slots



**19000 F HT\***  
(22530 FTTC)  
IBM ThinkPad 700  
Modèle 9552-F00  
486SLC 25MHz  
4Mo RAM  
Disque 80Mo amovible  
Pointeur IBM intégré  
DOS 5.0  
Station d'accueil (option)  
3,1 kg - Format A4  
Autonomie 3 heures



**23050 F HT\***  
(27337 FTTC)  
Serveur IBM PS/2  
Modèle 77 OUA  
i486SX 33MHz  
8Mo RAM  
212Mo disque SCSI (12 ms)  
Carte intégrée XGA-2  
Clavier, souris  
OS/2 2.0 préchargé  
5 slots - 4 baies

\* Prix généralement constatés variants avec les prestations fournies.  
-- Helpware, PS/2, OS/2 et 486SLC sont des marques d'IBM Corp. i386 et i486 sont des marques de Intel Corp. Windows est une marque de Microsoft.

Pour en savoir plus sur les modèles de notre gamme, contactez les Distributeurs Agréés IBM (liste disponible par le 05.03.03.03 ou par 3616 IBM). Ou retournez ce coupon-réponse à : Point réponse IBM - Service 5000 - Cedex 50 - 92066 Paris La Défense.

Nom \_\_\_\_\_ Société \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_ Tél. : \_\_\_\_\_

Je suis intéressé par : PS/1 ☐ PS/VP ☐ PS/Portables ☐ PS/2 ☐

**IBM C'est tout.**



## AFRIQUE

### ANGOLA

# Un second tour serait organisé pour l'élection présidentielle

Le chef de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), M. Jonas Savimbi, aurait finalement accepté de rencontrer le président angolais, M. José Eduardo dos Santos, à la suite de la médiation du ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Roelof «Pik» Botha. Cette rencontre, qui, selon des sources informées à Luanda, devait avoir lieu vendredi ou samedi, permettrait de désamorcer la crise qui avait éclaté après la contestation par M. Savimbi du résultat des élections des 29 et 30 septembre.

M. Savimbi, qui se trouve à Huambo, dans le centre de l'Angola, aurait aussi accepté, selon des informations de l'agence portugaise LUSA, un second tour de scrutin pour l'élection présidentielle, prévu par la loi électorale si aucun des candidats ne franchit la barre de 50 % des voix.

Les résultats n'ont pas encore été

proclamés officiellement, mais les derniers chiffres donneraient 49,57 % des voix au président dos Santos contre 40 % environ à M. Savimbi. Au lendemain de l'élection présidentielle, M. Dos Santos était officiellement donné réélu avec plus de 50 % des suffrages, mais le chef de l'UNITA, qui a dénoncé des «fraudes massives», a brandi la menace d'une reprise des combats si les résultats étaient publiés sans nouvelle vérification des bulletins.

En revanche, il n'avait pas contesté la victoire du Mouvement pour la Libération de l'Angola (MPLA), du président dos Santos, arrivé en tête, avec plus de 53 % des voix, aux législatives qui avaient lieu le même jour que l'élection présidentielle. Retiré dans son fief, M. Savimbi avait également, dans un premier temps, refusé de rentrer à Luanda, invoquant des raisons de sécurité, peu avant l'explosion d'un

dépôt de munitions dans la nuit de mercredi à jeudi près de l'aéroport.

Le compromis politique qui a été élaboré, selon les dernières informations, avec la participation active, non seulement de M. Botha, mais aussi des Nations unies et des membres du Conseil de sécurité, en particulier les Etats-Unis et la Russie, garantit des accords de paix. Il prévoit un second tour de scrutin pour l'élection présidentielle dans un délai qui varierait de 45 jours à deux ou trois mois, sous la supervision d'un plus grand nombre d'observateurs de l'ONU. Deuxième tour, au nombre de 400, lors du premier tour, n'avaient pas trouvé trace des fraudes dénoncées par M. Savimbi. La formation d'un gouvernement d'unité nationale, comprenant les principaux partis politiques, est également en discussion. - (AFP)

### Le conflit du Sahara occidental

#### Le plan de paix toujours dans l'impasse

Au cours d'une conférence de presse organisée, mercredi 14 octobre, dans un camp de réfugiés algéro-marocains, le secrétaire général du Polisario, M. Mohamed Abdelaziz, a exprimé sa «désillusion» devant la lenteur avec laquelle les Nations unies traitent le dossier du Sahara occidental. Cette remarque était adressée indirectement au représentant du secrétaire général de l'ONU, M. Yacoub Khan, en visite dans le même camp.

Le plan de paix de l'ONU, précédé, depuis le 6 septembre 1991, d'un cessez-le-feu entre l'armée marocaine et les troupes du Polisario, devait conduire, au début de l'année 1992, à un référendum d'autodétermination. Ce dernier a été, depuis, reporté sine die, les Marocains ayant remis en question les critères de définition du corps électoral.

Par ailleurs, l'émisaire de l'ONU au Sahara occidental a ouvert une enquête sur les violents incidents qui se seraient déroulés à Smara, capitale spirituelle de l'ancienne possession espagnole. La semaine dernière, le Polisario avait fait état de la mort de quinze personnes, tuées par la police marocaine au cours de la répression d'une manifestation. Le Maroc avait, pour sa part, démenti, ne reconnaissant que quelques brefs incidents liés au climat social et à la campagne électorale en cours pour les élections communales. - (AFP, Reuters)

### NIJER : l'élection présidentielle

prévue pour janvier. - Les deux tours de l'élection présidentielle ont été fixés aux 2 et 23 janvier 1993, a annoncé, jeudi 15 octobre, le président de la commission chargée du contrôle et de la supervision des élections. Le calendrier initial prévoyait ce scrutin pour les 13 et 27 décembre 1992. Les Nigériens doivent se prononcer sur un projet de nouvelle Constitution, par référendum, le 28 novembre, et élire leurs représentants locaux le 5 décembre. La date des élections législatives n'a pas encore été fixée. - (AFP)

### TCHAD : la Conférence nationale

ne se réunira qu'en janvier. - La radio tchadienne a annoncé, jeudi 15 octobre, que la Conférence nationale, qui aurait dû être réunie dès le mois de mai, ne commencera que le 15 janvier prochain. Les différents reports de ces «états généraux» avaient suscité de vives réactions du Forum de l'opposition démocratique (FOD, coalition de quinze partis), qui avait exigé, dans un communiqué rendu public jeudi, la réunion «effective d'une conférence nationale souveraine» avant la fin de l'année. - (Reuters)

### AFRIQUE DU SUD

# La chambre métis rejette un amendement permettant aux Noirs de devenir ministres

La chambre métis du Parlement sud-africain a bloqué, jeudi 15 octobre, l'adoption d'un amendement à la Constitution qui aurait permis l'entrée de ministres noirs au gouvernement. La Constitution sud-africaine actuelle n'autorise pas la désignation d'un ministre s'il n'est pas député.

L'amendement constitutionnel, présenté par M. De Klerk, aurait permis d'accueillir au gouvernement des Noirs qui, contrairement aux Blancs, aux Métis et aux Indiens, ne sont pas représentés au Parlement. Il semble que le Parti démocratique (DP), qui est à l'origine du rejet de l'amendement, ait voulu par ce vote contraindre le gouvernement à rester sur la voie des négociations constitutionnelles globales et lui interdire des retouches partielles risquant de ralentir les réformes.

La violence qui sévit en Afrique

du Sud suscite, par ailleurs, de multiples réactions. Jeudi 15 octobre, réuni à Gaborone (Botswana), les treize chefs d'Etat africains membres du Comité pour l'Afrique australe de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) ont décidé l'envoi en Afrique du Sud d'une quinzaine d'observateurs. Ils ont également appelé l'ONU à envisager un déploiement d'une «force de maintien de la paix».

Les observateurs de l'OUA collaboreront avec les cinquante observateurs permanents de l'ONU pour tenter de prévenir les violences et d'aider au processus de négociations sur l'avenir du pays. L'OUA a également confié au président du Zimbabwe, M. Robert Mugabe, une mission de «contacts avec les acteurs politiques en Afrique du Sud». - (AFP)

### LIBERIA : pour la première fois depuis deux ans

# Des obus ont été tirés sur Monrovia

Pour la première fois depuis deux ans, plusieurs obus tirés par les forces rebelles se sont abattus, jeudi 15 octobre, sur des quartiers de la périphérie de Monrovia, où les combats ont repris. Ces affrontements ravivent les craintes des habitants de la capitale libérienne, encore traumatisés par la guerre civile de 1990 qui avait fait plus de 15 000 morts.

Le gouvernement intérimaire de M. Amos Sawyer - qui ne contrôle que la capitale - et les Forces armées de Libéria (AFI), de l'ancien président Samuel Doe) ont accusé le Front national patriotique du Libéria (FNPL), de M. Charles Taylor, d'avoir attaqué à l'aube le camp militaire de Schiefflin, à 20 kilomètres à l'est de Monrovia.

De son côté, le FNPL a imputé l'initiative du déclenchement des hostilités à ses rivaux du Mouvement uni de libération (ULIMO) et à la Force ouest-africaine d'interposition (ECOMOG).

Une intense canonnade a eu lieu dans l'est de la capitale, dans le secteur de Mount Barclay, bouclé par l'ECOMOG, dont les 7 000 hommes assurent la protection de la capitale depuis deux ans. Selon le gouvernement intérimaire, des obus se sont abattus à environ 5 kilomètres du centre-ville, à proximité de l'ambassade du Nigeria et de celle - inoccupée - d'Allemagne. Ces tirs visaient apparemment le quartier général de l'ECOMOG, implanté dans la zone portuaire.

Deux raids du FNPL contre des positions de la force ouest-africaine d'interposition avaient fait quatre morts et un disparu parmi les «casques blancs», les 31 août et 2 octobre. «Je suis persuadé que cela va se transformer en une guerre totale», avait averti le porte-parole du FNPL, M. Tom Woewiyi, mercredi à Abidjan.

Un sommet de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur le Libéria doit avoir lieu, les 16 et 17 octobre, à Cotonou, capitale du Bénin. Treize Etats d'Afrique de l'Ouest ont été invités à y participer. - (AFP)

## ASIE

### CHINE : le XIV<sup>e</sup> congrès du Parti communiste

# La pensée de M. Deng Xiaoping nouveau «trésor» du peuple

On le disait prudent, voire modeste, refusant l'adulation frénétique dont étaient entourés le «Grand Timonier» et la «pensée maotse-toung». En août dernier, selon des sources de Hongkong, M. Deng Xiaoping avait même mis en garde les dirigeants du PC chinois contre toute mention officielle de la «pensée Deng Xiaoping», déclarant : «A mon avis, il vaut mieux ne pas utiliser ce terme pour le moment. Il faut le soumettre à l'épreuve du temps. Peut-être qu'après une dizaine d'années ou plus de pratique, si cette ligne fait ses preuves (...), le peuple la reprendra à son compte.» Et d'ajouter - reprenant les termes de l'Internationale - qu'il n'y a pas de sauveur suprême, et que «le marxisme-léninisme n'est pas une vérité éternelle».

Ce côté un peu iconoclaste du «petit homme invincible» vient d'être battu en brèche lors du XIV<sup>e</sup> congrès du PCC, qui se déroule actuellement à Pékin. Jeudi 15 octobre, le Quotidien du peuple a publié la «une» d'un article intitulé «Conservons notre trésor», qui dresse un parallèle entre le «Grand» et le «Petit Timonier», et fait le portrait de ce dernier. «La théorie du camarade Deng Xiaoping sur la construction d'un socialisme à la chinoise, peut-on y lire, est une arme magique des plus puissantes et notre parti tient cette arme bien en mains (...). Dans le passé, le peuple chinois avait la chance d'avoir le PCC et la pensée de Mao. Maintenant, dans ce monde instable et face aux difficultés et aux revers que nous connaissons, il a encore plus de chance car il a la théorie du camarade Deng.» Et de comparer les sept premiers congrès du PCC, dominés par Mao, aux sept suivants dominés par la sagesse du «Vieux Deng».

«Le peuple chinois est fier d'avoir eu ce grand fils», et il «est encore plus heureux» que sous Mao, ajoute le Quotidien du peuple, relayé par Pékin Informations, qui célèbre l'homme

qui fait l'Histoire», dont la pensée «n'a pas été puisée dans les livres mais s'est forgée dans les épreuves de la vie». C'est donc sous son auréole que devrait s'intensifier, au lendemain du congrès, la politique de réformes économiques à laquelle il a donné son nom. Et, étant donné l'influence qu'est la sienne à la tête du régime communiste chinois, il est peu probable que ce panégyrique ait été publié à son insu, encore moins contre sa volonté.

En tout cas, cette «arme magique» - inaltérable entre les mains de partisans du «socialisme scientifique» - devrait permettre à M. Deng de conforter les positions de l'équipe de réformistes qu'il compte mettre en selle et dont il souhaite qu'elle ait, enfin, une supériorité numérique confortable face aux partisans du conservatisme néo-maoïste. C'est dans ce contexte sans doute qu'il faut comprendre l'annonce, faite vendredi par le quotidien pro-communiste de Hongkong, Wen Wei Po, de la décision de huit hauts dirigeants du PCC de prendre leur retraite et de ne pas se représenter à l'élection des nouveaux membres du comité central.

Il s'agit du chef de l'Etat, M. Yang Shangkun (86 de quatre-vingt-quatre ans), du président de l'Assemblée nationale, M. Wan Li (soixante-neuf ans), du ministre de la Défense, le général Qin Jiwei (soixante-dix ans), de MM. Li Ximing (soixante-six ans), Song Ping (soixante-cinq ans), Wu Xueqian (soixante et onze ans), Yang Rudai et Yao Yilin (soixante-cinq ans), membres du bureau politique. M. Li Ximing, chef du parti de la capitale, s'était fait remarquer pour ses positions conservatrices extrémistes lors du printemps de Pékin, et son départ pourrait bien ne pas être uniquement dû à son âge : il est, en effet, né la même année que le secrétaire général du Parti, M. Jiang Zemin.

PATRICE DE BEER

## PROCHE-ORIENT

# Normalisation de façade au Liban

Suite de la première page

En ce sens, on ne peut d'ailleurs pas parler d'une opposition chrétienne mais de plusieurs, dans la mesure où se retrouvent dans le même camp les farouches détracteurs de l'accord de Taëf et de tout ce qui s'y rapporte, c'est-à-dire en gros les partisans du général Aoun - dont certains commencent à craindre le jusqu'au-boutisme sans issue - et, de l'autre, les artisans de cet accord, qui ont refusé les élections au nom, comme le dit l'ancien ministre de l'éducation, M. Boutros Harb, d'«abus d'une fausse interprétation de Taëf», qui était avant tout un projet de réconciliation.

Sortir de l'impasse ne sera pas facile car les demandes de certains opposants pour la limitation de la durée - quatre ans - ou des pouvoirs du Parlement sont inacceptables en droit, sans compter qu'il serait paradoxal pour des hommes qui rejettent le Parlement d'en solliciter la confiance pour devenir ministres. Conscientes toutefois de la nécessité de trouver une solution à la crise causée par les élections, les parties en cause font aujourd'hui assaut de bonne volonté et tout en soulignant que la balle est dans le camp du pouvoir, les oppo-

sants se déclarent prêts au dialogue.

La première étape sera la formation d'un nouveau gouvernement qui, dit-on, pourrait prendre du temps, le président Hraoui, en consultation avec le nouveau président de la Chambre, devant prendre contact avec le maximum de parlementaires, dont beaucoup sont de nouveaux venus. Or la nouvelle Assemblée n'est pas aussi monolithique que certains veulent le dire. En son sein se définissent déjà comme opposants ceux qui veulent tout en finir avec l'incapacité, l'immobilisme et la corruption des gouvernements précédents.

### Un triumvirat plus homogène

Le changement de président de la Chambre, Anouar Badier, tout par le président de la République - dont les divergences avec M. Hussein étaient notoires (et qui, dit-on, a mis sa démission en jeu pour obtenir de la Syrie qu'elle ne soutienne pas M. Hussein) - devrait contribuer à faciliter le fonctionnement des rouages de l'Etat. Car, avec la désignation parallèle d'un nouveau premier ministre, le triumvirat qui dirige le pays devrait être plus homogène que celui qui l'a précédé et pouvoir s'atteler à la tâche de remettre sur les rails le processus de Taëf tout en se penchant sur la crise économique et sociale.

S'il ne ravis pas tout le monde, le choix quasi certain - puisqu'il est seul candidat - du chef de la milice chiite Anouar Badier, président du Parlement répond sans doute à plusieurs raisons, dont la moindre n'est pas qu'il soit un fidèle allié de Damas; dans les circonstances actuelles, M. Berri est le plus représentatif d'une communauté qui est pratiquement la seule à avoir joué à fond le jeu électoral. La présence de M. Berri pourrait d'autre part se révéler utile au cas

où, en fonction de l'évolution du processus de paix, un désarmement des intégristes chiites du Hezbollah pro-iranien serait envisagé et aussi dans le cas d'un règlement au Liban sud qui nécessiterait des arrangements avec Israël.

Quant au choix du premier ministre, la nomination du militaire libano-égyptien Rafiq Hariri, candidat préféré du président Hraoui, serait pour la première fois envisagée sérieusement. On laisse entendre, en effet, que la Syrie, inquiète de possibles dérapages dans une situation économique et sociale désastreuse, pourrait se résoudre à accepter un candidat qui a toujours eu contre lui d'être considéré comme proche de l'Arabie saoudite, donc d'une certaine façon des Etats-Unis. Damas, s'étant assuré d'un Parlement qui ne risque pas de remettre en cause ses intérêts stratégiques, pourrait lâcher du lest dans la gestion des affaires courantes. La Syrie serait désireuse de donner la preuve que ces élections sont pour le Liban un nouveau départ et que commence la vraie période de reconstruction.

Le choix du premier ministre risque toutefois de dépendre de l'évolution de la situation régionale, elle-même tributaire, dans une certaine mesure, des résultats des élections américaines. Une victoire éventuelle de M. Bill Clinton ouvrirait en effet une période d'incertitude peu propice aux expériences.

Auquel cas, la situation économique et sociale deviendrait une priorité au détriment des échéances politiques. Il demeure cependant que l'une de ces échéances, le repli des troupes syriennes sur la plaine libanaise de la Bekaa, serait une mesure de confiance propre à rassurer les dirigeants chrétiens. Coupé du camp politique chrétien, qui lui dénie en quelque sorte sa représentativité à la tête de l'Etat, le président Hraoui cherchera sans doute à inclure dans le cabinet des opposants chiites modérés; mais, plus que le choix des hommes, c'est la politique du futur gouvernement qui intéresse au premier chef les chrétiens. Le futur cabinet devra en effet faire preuve d'ouverture et avant tout montrer

son souci de réconcilier avec l'Etat une communauté qui, contrairement à toutes ses traditions, s'en est détachée lors des élections.

Comme l'affirme l'ancien premier ministre, M. Salim Hoss, le cadre politique accepté par la majorité, le processus de Taëf, existe. Reste au gouvernement qui l'a enfreint lors des élections - à le faire appliquer dans son esprit et dans sa lettre. Et si ce processus prévoit bien un rééquilibrage du pouvoir en faveur de la communauté musulmane, il ne remet pas en cause celui de la communauté chrétienne, dont les dirigeants devront toutefois reconnaître les institutions politiques en place pour y participer.

FRANÇOISE CHIPAUX

EGYPTE : quatre coptes tués par des islamistes. - Pour venger l'un des leurs, battu à mort par des coptes dans la localité de Tama, en Haute-Egypte, des membres de l'organisation clandestine extrémiste islamiste Jamna Islamiya ont tué, jeudi 15 octobre, quatre coptes du même village, a indiqué la police. Les extrémistes ont également incendié des commerces, deux églises et plusieurs voitures. La police, qui a imposé le couvre-feu, a annoncé plusieurs arrestations. - (AFP, AP)

IRAN : quatre blessés dans un attentat à la bombe. - Dans une pension du centre de Téhéran, l'explosion d'une bombe, jeudi 15 octobre, a blessé au moins quatre personnes, dont l'auteur de l'attentat, qui est dans un état critique, a indiqué l'agence officielle IRNA. Selon celle-ci, l'établissement est notamment fréquenté par des familles pauvres de passage dans la ville. C'est la première fois que l'explosion d'une bombe à Téhéran même est rapportée officiellement depuis la fin de la guerre irako-iranienne en 1988. - (AFP)

# Regain de violence en Israël et en Cisjordanie

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La grève de la faim de quelque trois mille détenus palestiniens, entamée à la fin de septembre (le Monde du 3 octobre), et partiellement suspendue dimanche dernier, a pris fin, jeudi 15 octobre, dans toutes les prisons israéliennes. Les représentants des prisonniers ont accepté les propositions du ministre de la police, M. Moshe Shahal, visant à améliorer leurs conditions de détention. «M. Shahal a adopté une attitude positive à l'égard de nos revendications», ont fait savoir les avocats des détenus.

En dépit de cet accord, dont se félicitent les deux parties, les détenus d'un grand nombre de centres de détention, dont ceux de Beer-sheva, Nafsa et Ashkelon, dans le sud d'Israël, ont repris jeudi, pour quelques heures, le mouvement de protestation après la mort de l'un des leurs, M. Hassan Assad Ibbid, la veille (le Monde du 16 octobre). L'annonce de ce décès a, d'autre part, provoqué une série d'émeutes à Jérusalem-Est, où la police a massé d'importants renforts.

Par ailleurs, le meurtre d'un Israélien à coups de couteau, près de la ville de Jénine, en Cisjordanie, a contribué à accroître la tension qui règne dans les territoires occupés depuis le déclenchement de la grève des prisonniers. Le corps mutilé de Shimon Avraham, trente-trois ans, a été retrouvé dans les champs du moshav (coopérative agricole) Metav, en territoire israélien. Peu après, plusieurs autobus israéliens ont été lapidés par des manifestants palestiniens. Ces événements ont provoqué la colère des colons des implantations de la région de Hébron et de Ramallah. Plusieurs Palestiniens ont été blessés et de nombreux véhicules immatriculés en Cisjordanie saqueés. Un climat de violence qui rappelle à s'y méprendre celui des premiers mois de l'intifada. - (Interim)

## Le Monde de l'éducation

Octobre 1992

# ENQUÊTE RÉUSSIR A L'ÉCOLE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



## Le financement des partis et des campagnes

# Le gouvernement renonce à interdire les dons des entreprises à condition que ceux-ci soient publics et plafonnés

Les députés ont poursuivi, jeudi 15 octobre, l'examen du projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques. Conformément au compromis trouvé entre le gouvernement et le Parti socialiste sur la question de la participation des entreprises au financement de la vie politique, les députés ont décidé de rendre obligatoire la publication des dons des entreprises aux candidats et aux partis, que le gouvernement se proposait d'interdire. Ces dispositions ont été adoptées par les seuls socialistes. L'UDF et l'UDF se sont abstenus ou n'ont pas participé au vote. Le RPR et le PC ont voté contre.

Depuis trois jours, il n'était question que de lui. M. Jean Auroux (Loire), président du groupe socialiste, avait commencé de l'évoquer dès mardi. « Il existe », affirmait-il avec la foi du charbonnier dans les coulisses de l'Assemblée nationale. Le lendemain, mercredi, on s'était donc mis à sa recherche. Signale de bon matin entre Malignon et l'Elysée, « il » avait été vu ensuite, en fin d'après-midi, au siège du PS, avant de s'évanouir brusquement en début de soirée entre la rue de Solferino et le Parlement où les socialistes l'attendaient pourtant avec impatience sous les quolibets de l'opposition. « Il » a été finalement trouvé jeudi, en tout début d'après-midi, à l'Assemblée nationale par Pierre Bérégovoy, Laurent Fabius, Jean Auroux, et Yves Durand (Nord), rapporteur du projet de loi, qui en avait lui aussi beaucoup entendu parler. « Il » — le compromis entre le gouvernement et les socialistes sur la question des dons des entreprises, proche de celui présenté par le premier secrétaire du PS devant le bureau exécutif, la veille — a mis un terme à de longues tergiversations.

L'accord conclu, le débat a repassé l'hémicycle. Cela n'a pas été sans mal car les députés de l'opposition ne se sont pas privés de critiquer les atterrissements de la ma-

rité, qui s'étaient traduits, au cours des dernières heures, par d'incessantes modifications de programme. « On finira par ne plus s'y retrouver dans ce bazar », lançait dès le début de la séance, M. Jacques Barrot (Haute-Loire), le placide président du groupe UDF, pour donner le ton. La raillerie a rapidement pris le pas sur l'agacement lorsque le gouvernement a exposé les modalités du fameux compromis. « C'est surréaliste », s'est exclamé M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), peu convaincu par les déclarations de M. Paul Quilès, ministre de l'Intérieur. Le gouvernement va faire échec à son propre texte.

Le RPR et l'UDF n'ont en effet rien trouvé de commun entre le texte du projet de loi, qui interdisait les dons des personnes morales (entreprises et sociétés) aux candidats et aux partis parce qu'elles attendent généralement en retour des « services » de leur part, et les ultimes amendements du gouvernement visant au contraire à la réglementation, en prévoyant la publicité, hautement dissuasive, de tous les dons, que ce soit pour les candidats ou pour les partis politiques, à condition qu'ils n'excèdent pas, pour une même année, 25 % du total des ressources de ces derniers. Les amendements stipulent que la liste de tous ces donateurs sera annexée au compte de campagne des candidats et au compte des partis.

### En quête d'une majorité

La paix étant revenue du côté socialiste, où on avait, la veille encore, dangereusement loupé entre financement mixte (public et privé) et financement strictement public, le gouvernement s'est mis aussitôt en quête d'une majorité. Alors que les députés MRG choisissaient de s'abstenir pour montrer leur hostilité au financement par les entreprises des activités politiques, M. Quilès, ministre de l'Intérieur, proposait à la défense de ces dispositions, n'ayant rien à attendre de ses anciens alliés communistes pour le vote de ces amendements. Le PC, pourtant, avait voté contre le projet initial, au seul financement public de la vie politique, à vigoureusement protesté contre cet accord « conforme aux vœux de la droite ». « Il s'agit d'une véritable capitulation du gouvernement qui est

lourde de conséquence pour la vie politique et la démocratie », a déploré M. Jean-Claude Lefort (Vendée-Marne).

Un tantinet inquiet, M. Quilès, qui tenait absolument à ce qu'on ne finisse, a alors regardé du côté du centre. Il s'est ainsi montré ouvert, contre l'avis de nombreux socialistes, à la proposition de M. Jean-Jacques Hystet (UDC, Seine-et-Marne) de porter à 30 % le plafond des dons dans l'espoir d'amadouer les centristes. Divisés sur cet amendement et livrés à eux-mêmes, les députés de la majorité ont alors réglé les parlementaires présents d'une inoubliable « séance de clés ». Une magnifique baïlle où des tranches entières furent alternativement comptabilisées « pour », puis « contre », puis à nouveau « pour », sous les vivats des députés de l'opposition. La proposition de M. Hystet, commentée avec suspicion par

M. Pascal Clément (UDF, Loire) — fléau du regard par le député centriste — au nom de la transparence, a été repoussée par 176 voix contre 139, (113 députés PS votant pour, 143 contre).

Il n'y avait pourtant pas matière à affolement. En définitive, le vote des dispositions sur le financement des candidats et des partis a été largement acquis grâce à l'abstention de l'UDF et de l'UDC, qui ne s'est pas montrée rancunière, alors que le RPR et le PC ont voté contre.

### Bonne volonté à l'égard du PC

En dépit des apparences, le gouvernement n'a pas économisé les gestes de bonne volonté à l'égard du PC pour gagner sa mansuétude au moment du vote final. Au cours de la discussion, en effet, les communistes ne se sont pas opposés à une des nouvelles dispositions du gouvernement qui précise que « les dons » des entreprises « ne peuvent être versés aux mandataires des organisations territoriales ou spécialisées d'un parti ou d'un groupement politique ». L'obligation faite aux entreprises de verser leurs dons aux instances nationales a dû combler nombre de trésoriers aux prises avec des fédérations trop indépendantes, y compris place du Colonel-Fabien.

Alors que le plafond des dépenses pour les législatives était abaissé conformément au souhait de Yves Durand, rapporteur de la commission des lois (1), M. Quilès a également fait un geste sans doute apprécié par les communistes en élevant du dixième au cinquième le plafond de dépenses par forfaitaire remboursée par l'Etat à tout candidat ayant obtenu au moins 5 % des suffrages à une élection.

Une fois ces mesures votées, la discussion a pris un tour plus paisible. Emportés par un unanimisme élan de transparence, les députés ont fait un sort « aux associations d'auto-éducation ou d'administration municipale », selon l'expression chingante de M. Clément, c'est-à-dire aux associations qui constituent certains parlementaires passablement mesquins, aux yeux de leurs collègues, pour récupérer à leur profit la part octroyée par l'Etat aux députés et sénateurs, qui est versée ordinairement aux partis ou aux groupes. Dans le système actuel, la première fraction de l'aide publique prévient



par la loi de 1988 sur le financement des partis et groupements politiques qui ont présenté des candidats dans au moins sixante-cinq circonscriptions. La seconde est distribuée aux partis (les partis réels, ou les associations constituées par un ou plusieurs parlementaires) proportionnellement au nombre de leurs membres. Désormais, cette seconde fraction sera affectée toujours en fonction du nombre de membres, mais uniquement aux partis ayant présenté des candidats, comme pour la première fraction, dans au moins sixante-cinq circonscriptions.

### Détails d'application

La discussion a enfin repris un tour plus vif lorsqu'il a été question de l'application de ces mesures. En commission des lois, M. Clément avait convaincu ses collègues qu'elles ne pouvaient concerner les prochaines élections législatives, les lois n'étant pas rétroactives, puisque de nombreux candidats avaient déjà commencé leur collecte de fonds. M. Bérégovoy voulait au contraire

que ces mesures s'appliquent immédiatement.

Un moyen terme a été proposé par MM. Durand et Quilès, la publicité des dons sera obligatoire dès la promulgation de la loi. En revanche, l'abaissement du plafond ne sera appliqué qu'aux élections suivantes. La promulgation de la loi ne surviendra cependant pas avant la fin du mois de janvier 1993, à une date où les candidats auront définitivement constitué leur trésor de campagne. La portée de cette disposition sera donc très limitée.

Le chapitre du financement de la vie politique étant clos, M. Michel Sapin, ministre de l'Économie et des finances, prenait le relais de M. Quilès pour défendre, vendredi 16 août, les dispositions du projet relatives à la publicité.

GILLES PARIS

(1) Le plafond passe de 500 000 francs (ou 400 000 francs selon que la circonscription compte plus ou moins de 80 000 habitants) à 250 000 francs par candidat plus une majoration de un franc par habitant (les circonscriptions comptent en moyenne 110 000 habitants).

## L'aide de l'Etat : 290 millions en 1993

Pour mettre un terme au conflit entre le gouvernement et les socialistes sur la question du financement exclusivement public de la vie politique, le ministre de l'Intérieur, M. Yves Durand (PS, Nord), rapporteur de la commission des lois, avait souhaité, mercredi 15 octobre, devant le groupe socialiste de l'Assemblée nationale, que le gouvernement s'engage sur le principe d'une recherche progressive d'un financement exclusi-

vement public. M. Paul Quilès, ministre de l'Intérieur, n'a pas fait de déclaration en ce sens au cours de la séance du jeudi 15 octobre. Il a cependant indiqué que l'aide de l'Etat aux candidats pour les remboursements des campagnes légales s'est élevée entre 1988 et 1992 à 1,05 milliard. Il a ajouté que l'aide de l'Etat aux partis politiques a atteint 105 millions en 1989, et que « la prévision dans le budget de 1993 est de 290 millions ».

## M. Jean-Michel Galabert est nommé président de la section du rapport et des études du Conseil d'Etat

Sur proposition de M. Michel Vauzelle, ministre de la Justice, le conseil des ministres a nommé, mercredi 14 octobre, M. Jean-Michel Galabert président de la section du rapport et des études du Conseil d'Etat, en remplacement de M. Guy Braibant, qui exerçait cette fonction depuis 1985 et qui vient d'être admis à faire valoir ses droits à la retraite.

(Né le 18 février 1931 à Paris, ancien élève de l'ENA, M. Galabert a fait la plus grande partie de sa carrière au Conseil d'Etat, comme auditeur de deuxième puis de première classe (en 1959), maître des requêtes (en 1963), conseiller d'Etat (en 1981), président de sous-section de la section du contentieux (depuis 1986). Il a été également conseiller juridique à l'Assemblée de France au Maroc (de 1967 à 1970), chargé de mission au cabinet de M. Catherine Lalumière, ministre de la consommation (en 1981), président de la commission consultative des radiodiffusions privées (de 1982 à 1985), médiateur du cinéma (de 1982 à 1984), secrétaire général de l'Institut français des sciences administratives (de 1982 à 1985).)

## M. Juppé estime que « les socialistes ont disjoncté »

PERPIGNAN de notre correspondant

Venu prendre le pouls des viti-culteurs des Pyrénées-Orientales, au lendemain de la journée nationale d'action des agriculteurs, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a évoqué, jeudi 15 octobre, la politique que soutiendrait son parti dans la perspective d'une victoire aux prochaines élections législatives. Il a notamment souligné la nécessité d'alléger les charges sociales et fiscales des agriculteurs, ainsi que leurs dettes. Selon lui, en juillet dernier, la France a accepté une réforme de la PAC « inadmissible ». Le secrétaire général du RPR a estimé qu'il

## M. Bérégovoy souhaite « un climat politique apaisé »

STRASBOURG de notre correspondant

M. Pierre Bérégovoy a souhaité pour la France, jeudi 15 octobre à Sarre-Union (Bas-Rhin), « un climat politique apaisé où l'on ne dit pas que tout est mal d'un côté et bien de l'autre ». Selon le premier ministre, qui inaugurerait la nouvelle usine du producteur de jus de fruits Les Vergers d'Alsace — contrôlé par le groupe suisse Heig — après que M. Bérégovoy, alors chargé de l'économie et des finances, eut donné son autorisation en octobre 1990, — « la grande leçon du référendum » est que « les Français ont besoin de plus d'explications ». Il a ajouté : « Il faut savoir écouter les autres, être à l'écoute du Parlement, du pays (...). Chaque fois que l'on essaie de se comprendre, d'écouter ceux qui ne pensent pas comme soi, alors on sait faire le rassemblement indispensable au succès du pays ».

Poursuivant sur la voie de la recherche du consensus, le premier ministre a prôné un « partenariat » entre l'industrie et l'agriculture afin de « ne pas laisser se creuser un

fossé artificiel entre la France des villes et la France des campagnes ». Soucieux de rassurer le monde agricole, il s'est engagé à « répondre aux préoccupations des agriculteurs en poursuivant la démarche d'accompagnement de la réforme de la politique agricole commune par des mesures fiscales, sociales et financières ». Sur sa lancée, M. Bérégovoy a affirmé que « la France régènera tout accord au GATT qui diminuerait les chances de l'agriculture française ».

Le premier ministre a néanmoins tenu à souligner que « la France n'était pas seule en Europe et dans le monde » et que, dans ces conditions, il valait mieux « soutenir les efforts du gouvernement que les combattre ». « D'autant plus, a-t-il dit, que d'autres gouvernements européens ne partagent pas nos thèses ». « Aussi, a-t-il conclu, faut-il continuer à se battre d'arrache-pied. Je le fais parce que je crois en notre agriculture, à sa compétitivité et à sa contribution à la réalisation de nos équilibres sociaux ».

MARCEL SCOTTO

climat de confiance favorable à une reprise de l'économie ». M. Juppé est revenu ensuite sur les propositions générales du RPR : favoriser le salaire direct, pratiquer la formation en alternance, baisser les charges des entreprises et rechercher de nouveaux emplois, notamment dans le domaine associatif et dans l'aide à domicile, qui mériteraient mieux que les termes de « petits boulots ». « Le pays ne peut plus continuer ainsi : les socialistes ont disjoncté », a affirmé M. Juppé, tout en indiquant que les résultats positifs d'une nouvelle politique ne pourraient cependant pas se faire sentir avant trois ans.

JEAN-CLAUDE MARRE

## Après la décision du bureau de l'Assemblée nationale Le rapporteur du Sénat regrette que la Haute Cour ne soit pas saisie dans l'affaire du sang contaminé

A l'occasion de la sortie en librairie du rapport consacré à « la crise du système transfusionnel français » (1), établi par la commission d'enquête du Sénat que présidait par M. Jacques Sourdis (RPR) (le Monde du 19 juin), M. Claude Huriet (Union centriste), rapporteur de cette commission, est revenu, jeudi 15 octobre, sur les circonstances dans lesquelles le bureau de l'Assemblée nationale avait décidé, la veille, de ne pas retirer la propo-

sition de mise en accusation de M. Georges Dufoux et MM. Laurent Fabius et Edmond Hervé devant la Haute Cour de justice dans l'affaire du sang contaminé. « Il n'est pas possible que la justice s'arrête en chemin », a déclaré M. Huriet, ajoutant qu'il est « évident » que, dans cette affaire, « des responsabilités administratives et politiques sont en jeu ».

Selon M. Huriet, ce qui s'est produit le 14 octobre à l'Assemblée

nationale « donne l'impression d'un cinéma qui n'est pas digne de la fonction parlementaire ». Mettant en cause indirectement les groupes UDF et RPR de l'Assemblée, le sénateur de Meurthe-et-Moselle a expliqué que l'on ne peut pas, « à la fois, initier une démarche parlementaire et faire en sorte, ensuite, qu'elle s'arrête ». Il a ajouté que, « une », a ajouté M. Huriet : « ou bien, l'on considère que les anciens ministres dont les noms ont été cités sont responsables, et ils doivent être jugés ; ou bien l'on pense qu'ils n'ont rien à voir avec cette affaire, et il ne fallait pas les mettre en cause publiquement ».

Enfin, M. Huriet souhaite que le rapport sur les collectes de sang effectuées dans les prisons jusqu'à la fin de 1985, demandé par trois ministres, MM. Michel Vauzelle, René Teulade et Bernard Kouchner, à l'IGAS et à l'inspection générale des services judiciaires, soit rendu public, sans tarder, dans son intégralité. Dans cette affaire, a-t-il expliqué, « plus on fera de transparence, mieux cela vaudra pour le monde ».

F. N.

(1) La Crise du système transfusionnel français, rapport de la commission d'enquête du Sénat, éditions Economica, 145 pages, 95 F.

o M. Pierre Mauger (RPR) démissionne de bureau de l'Assemblée nationale. — Absent lors de la réunion du bureau de l'Assemblée nationale consacrée à l'examen des propositions de résolution portant mise en accusation de trois anciens ministres socialistes devant la Haute Cour de justice (le Monde du 15 octobre), M. Pierre Mauger, député RPR de Vendée, a présenté sa démission du bureau, où il occupait les fonctions de secrétaire. M. Mauger était en désaccord avec l'initiative prise par le président de son groupe, M. Bernard Pons. Agé de soixante-neuf ans, il a décidé de ne pas se représenter aux prochaines élections législatives.

## LE PORTUGAL A PARTIR DE 1570F\* A-R

Quand les prix atterrissent, les clients décollent.

\*Tarif valable au départ de Bordeaux et Toulouse, à partir de 1900 F au départ de Paris, Lyon, Marseille et Nice, soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Renseignez-vous auprès de Tap Air Portugal ou de votre agent de voyages.

**22 AIR PORTUGAL**

chaque jour d'avantage



# POLITIQUE

La préparation des élections législatives

## La Gauche socialiste envisage de rompre avec le PS

Les investitures pour les élections législatives mobilisent, ces jours-ci, les sections du Parti socialiste. Les directions de deux fédérations, celles de la Somme et de l'Essonne, ont été dissoutes. Le courant Gauche socialiste s'interroge sur une éventuelle rupture avec le PS.

Deux fédérations socialistes sont placées sous la tutelle directe du responsable des fédérations au secrétariat national, M. Daniel Vaillant. Il s'agit de celle de la Somme et de celle de l'Essonne. L'affaire a occupé longuement le bureau exécutif, réuni le 14 octobre. Elle révèle, dans les deux cas, la solidarité de l'alliance entre les fédérations et les rattachés, qui se sont entendus, dans la Somme, contre un premier secrétaire fédéral jospiniste et, dans l'Essonne, contre le courant Gauche socialiste, dont cette fédération était le bastion.

La décision prise pourrait entraîner une rupture avec ce courant, qui, dans l'Essonne, compte un député, M. Julien Dray, un sénateur, M. Jean-Luc Mélenchon,

### La bataille du dix-neuvième

Dans une lettre adressée jeudi à M. Laurent Fabius, M. Liénemann, M. Mélenchon et M. Dray désapprouvent « la pression exercée par la direction du PS » pour modifier le projet de loi. Déplorant que « la prééminence de moyens matériels considérables ait éliminé le rôle des militants » et « finalement creusé le fossé entre citoyens et élus », ils affirment que « la loi proposée par M. Bérégovoy permet de mettre un coup d'arrêt à cette évolution » et « peut contribuer à redonner sens aux combats collectifs plutôt qu'à la publicité individuelle ».

Les investitures pour les prochaines élections législatives, qui sont dans leur première phase, celle des députés ou anciens députés élus sur leur nom en 1988, préoccupent les différents courants du PS. Le rejet de la candidature de M. Denise Cachu par les militants de la cinquième circonscription du Nord a ému M. Yvette Roudy, chargée des droits des femmes au secrétariat national du PS, qui a rappelé que la France est à l'avant-dernier rang des pays de la Communauté européenne pour la proportion de femmes au Parlement (5,7 %, chiffre qui n'est inférieur qu'en Grèce). M. Michel Delebarre, ministre d'Etat, ministre de la fonction publique, maire de Dunkerque, a indiqué à l'AEP, de son côté, qu'il sera candidat aux élections législatives, mais qu'il hésite entre la treizième circonscription du Nord, où il avait été élu en juin 1988, et la douzième.

Celle-ci, plus sûre électoralement, est tenue par M. Albert Denvers, qui, bien qu'agé de quatre-vingt-sept ans, a fait savoir à M. Fabius qu'il entend continuer « le combat engagé dans sa jeunesse ». A Paris, la désignation du

candidat dans le dix-neuvième arrondissement ne dément pas les traditions. M. Jean-Christophe Cambadélis, député sortant, jospiniste, est contesté par M. Roger Mader, conseiller de Paris, proche de M. Georges Sarre mais ayant rejoint le club Espace socialiste, qui réunit d'anciens militants de Socialisme et République ayant rompu avec M. Chevènement. M. Mader reproche à M. Cambadélis le recrutement tardif, dans une des trois sections socialistes de l'arrondissement, de quarante-trois résidents d'un foyer de travailleurs africains. Selon le député, ces adhésions, échelonnées sur plusieurs mois, sont le fruit d'une action persévérante menée pour obtenir des travaux de réfection dans ce foyer.

Après intervention de la fédération, trente et un adhérents ont été « gelés » pour le vote de désignation du candidat aux élections législatives. Jeudi soir, un premier tour de scrutin, organisé dans les trois sections, a donné 64 voix à M. Mader, 56 à M. Cambadélis et 14 à un candidat fabiusien. Un second tour est prévu, dont la date n'est pas fixée.

P. J.

## Deux députés socialistes lancent une pétition pour la prise en charge des personnes âgées dépendantes

Deux députés socialistes, MM. Jean-Claude Boulard, président et rapporteur de la mission d'information sur la prise en charge des personnes âgées dépendantes (le Monde du 6 juillet 1991), et Jean-Michel Belorgey, président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, lancent une pétition nationale pour demander au gouvernement de déposer au Parlement, cette session, un projet de loi sur le financement de la dépendance des personnes âgées. En faisant part, jeudi 14 octobre, de leur initiative, les députés, qui étaient accompa-

gnés de représentants d'associations et de députés de l'opposition, notamment MM. Jean-Yves Charnat, député RPR de la Vienne, et Denis Jacquet, député UDF de la Moselle, ont souligné la « situation de blocage » devant laquelle l'Assemblée se trouve sur un sujet qui fait pourtant l'unanimité. Les élus invoquent les promesses faites par M. Michel Rocard en octobre 1990, alors qu'il était premier ministre, de créer un fonds de financement au profit des personnes âgées dépendantes, et par M. René Teulade, ministre des affaires sociales et de l'intégration,

en avril 1992, de déposer un projet de loi à la session de printemps. Ils rappellent l'insistance de M. Laurent Fabius, au congrès de Bordeaux, en juillet 1992, sur l'urgence du dépôt d'un projet de loi traitant de ce sujet. M. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la famille et aux personnes âgées, a fait état, dans le Monde du 7 août, du projet de loi préparé par son ministère, qui n'attend que le feu vert du gouvernement. Il y a quelques semaines, pressé d'intervenir, M. Pierre Bérégovoy s'est dit prêt à légiférer « à condition que le financement soit assuré ».

Plusieurs propositions ont été formulées tant par la commission Boulard que par le Commissariat général du Plan (le Monde daté 22-23 septembre 1991). La dépendance est déjà partiellement prise en charge par des institutions diverses. Les avis convergent pour réclamer une rationalisation et un regroupement des sommes déjà allouées ainsi qu'une augmentation des ressources par le biais de la plus-value fiscale dégagée avec l'instauration de la CSG et éventuellement une légère hausse de la cotisation maladie des retraités. « Les parlementaires doivent de temps en temps faire preuve d'humilité et reconnaître les limites de leurs pouvoirs », a déclaré M. Boulard. « Nous ne sommes pas maîtres de l'ordre du jour de l'Assemblée, nous ne sommes pas maîtres des dépenses. Nous pourrions faire une proposition de loi, mais le Parlement est un cimetière de propositions de loi. » « Nous pourrions bien sûr ne pas voter le budget, mais outre le fait que nous estimons quand même ce gouvernement le plus apte à faire face aux problèmes actuels, nous n'avons certainement pas l'intention de le faire tomber sur ce sujet », a déclaré M. Belorgey. « Nous, parlementaires, a reconnu M. Boulard, ne pouvons que nous retourner vers les associations, les familles, pour leur demander de se joindre à nos efforts et faire circuler la pétition ».

CHRISTIANE CHOMBEAU

## M. Barre met en garde contre les risques d'une politique de relance

Dans sa lettre mensuelle Faits et arguments d'octobre, M. Raymond Barre affirme que la France ne pourra « remplir ses obligations et exercer une influence » au sein de l'Union européenne que « si se poursuit sans relâche l'effort d'adaptation qu'elle a déjà entrepris ». « Il est regrettable, ajoute-t-il, que certains milieux économiques et politiques aient saisi l'occasion des controverses électorales récentes pour préconiser l'abandon de la politique du franc fort, le retour à une certaine inflation, l'adoption d'une politique de relance destinée à accélérer la croissance et réduire le chômage. N'ont-ils rien appris au cours de ces dernières années ? (...) Ce n'est pas le moment de jeter par-dessus bord les disciplines que la France observe désormais en matière de monnaie et de change, de budget, d'évolution des rémunérations. A la veille d'élections législatives, la plus grande circonspection s'impose en matière de programmes et de promesses ».

« Les privatisations, précise M. Barre, à condition que le marché financier permette de les réaliser, ne seront pas la panacée financière qui permettra de satisfaire les revendications multiples montant des diverses catégories socio-professionnelles. Désinflation, stabilité du franc, maîtrise des dépenses publiques et sociales, accroissement de l'épargne et de l'investissement, telles sont les exigences auxquelles sans tarder la France devra satisfaire. Il faut que les Français en soient avertis ».

D'autre part, l'ancien premier ministre a indiqué, mercredi 14 octobre, sur France-Inter, qu'il ne serait « pas hostile à voter la censure » sur le projet de loi de finances pour 1993, qu'il ne juge « pas tout à fait raisonnable ». « Il comporte une augmentation des dépenses que j'aurais souhaitée pour ma part moins forte, a-t-il dit. Le point que je conteste le plus est qu'il y a un certain nombre de dépenses de fonctionnement, plus exactement en faveur du chômage, qui seront financées par des ressources externes, c'est-à-dire attendues de la privatisation ».

P. J.

Après l'appel du secrétaire général du PCF aux autres formations de gauche

## M. Bartolone (PS) : « M. Marchais essaie de nous jouer l'éternel retour »

M. Claude Bartolone, membre du secrétariat national du PS, en charge des relations extérieures, a opposé une fin de non-recevoir ironique, jeudi 13 octobre, à la lettre adressée la veille par le secrétaire général du PCF aux autres formations de gauche pour leur proposer un « grand débat national » (le Monde du 15 octobre). « M. Marchais essaie de nous jouer l'éternel retour », a-t-il déclaré sur Radio-Communauté juives FM, mais ce n'est pas dans l'air du temps. « Cette lettre, je n'y vois qu'un point positif », a ajouté M. Bartolone, c'est que M. Marchais reconnaît qu'il y a une différence entre la politique que pourrait pratiquer la gauche et celle que pratique la gauche. Restons-en, dans un premier temps, à l'idée de désistement républicain pour le second tour des législatives ».

M. Bartolone a ajouté qu'il voit « mal comment M. Marchais peut demander aux socialistes de rencontrer les communistes dans chaque département et menacer à tout bout de champ de censurer le gouvernement de M. Pierre Bérégovoy ». Selon lui, « les élections législatives approchent, et le Parti communiste n'a pas envie de se retrouver avec moins de dix députés ».

Réplique de MM. Fiterman, Herzog et Rigout

L'initiative de M. Marchais a également suscité une réaction critique de la part de MM. Charles Fiterman, Philippe Herzog (tous deux membres du bureau politique du PCF) et Marcel Rigout, qui ont rédigé un communiqué commun indiquant notamment : « Nous constatons que cette lettre n'a pas été adressée aux associations et formations suivantes : Refondations, Confrontations, Alternative-Démocratie-Socialisme. Or celles-ci ont été créées précisément pour favoriser des échanges, des rapproche-

ments, susceptibles d'ouvrir de nouvelles perspectives. Elles ont su réagir, dans ce but, des communistes, des socialistes, des démocrates d'autres appartenances et sensibilités. En les excluant du dialogue qu'ils proposent, Georges Marchais et la direction du PCF mettent en lumière les limites et les contradictions de leur démarche, leur réticence à s'inscrire dans la construction d'un véritable rassemblement nouveau des forces de progrès, dégagé de tout a priori, de toute volonté d'hégémonie ou d'exclusion ».

### « Personne n'est exclu »

M. Marchais leur a rétorqué, jeudi soir, en soulignant, dans une déclaration, que sa lettre n'était pas « destinée aux adhérents », « qui sont tous, a-t-il dit, partie prenante de cette démarche, qu'ils soient en accord ou en désaccord avec la direction ». Se défendant de tout « ostracisme à l'égard de qui que ce soit », le secrétaire général du PCF a expliqué que sa proposition s'adressait « aux autres forces qui s'opposent à la droite », « Personne, absolument personne, n'est exclu du dialogue proposé, aucun communiste, aucune personnalité ou organisation de gauche ou de progrès, aucune association réunissant des communistes et des non-communistes », a-t-il ajouté. Au passage, M. Marchais a jugé « dommage que des membres du bureau politique du PCF fassent connaître leur opinion par voie de presse », sans avoir fait « aucune remarque, critique ou suggestion » devant cette instance. « Notre démarche est un appel au dépassement de l'esprit de boutique », a déclaré le secrétaire général du PCF, en précisant qu'il n'avait « pas l'impression » que la réaction de MM. Fiterman, Herzog et Rigout « aille dans ce sens ».

Cinquième jour de grève générale en Guyane

## Les villes de Cayenne, Kourou et Saint-Laurent-du-Maroni isolées par des barrages

CAYENNE

de notre correspondant

La Guyane s'apprêtait à vivre, vendredi 16 octobre, son cinquième jour de grève générale. Des barrages d'engins de travaux publics, de camions et de voitures, surveillés par des piquets de grève du mouvement syndical unitaire (MSU), ont été de nouveau dressés aux entrées de Cayenne, Kourou et Saint-Laurent-du-Maroni.

Ces trois localités sont totalement isolées du reste du département. RFO observant le mot d'ordre, les radios privées s'en donnent à cœur joie. Le port de Degrad-de-Cannes reste également bloqué par les embarcations des artisans pêcheurs.

Quelques « dérapages »

Le MSU (formé par l'Union des travailleurs guyanais-FO Guyane, la Centrale démocratique des travailleurs guyanais-CDT, et la fédération de l'éducation nationale-Guyane) et l'intersyndicale des socio-professionnels, non satisfaits des réponses du ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pen, se sont réunis jeudi 14 octobre, à leur revendications prioritaires, ont, en effet, décidé de poursuivre le mouvement entamé le 12 octobre pour « amener l'Etat à négocier immédiatement ». « Notre refus des réponses de la lettre ministérielle

est global », a déclaré M. Roger Hutchinson, député du MSU. Les grévistes demandent au gouvernement l'élaboration d'un « plan d'urgence » pour sortir la Guyane d'une crise économique « extrêmement grave ».

Selon certains témoignages, le déroulement de la grève aurait connu quelques « dérapages », surtout à Kourou, le jour où elle a commencé. Des enseignants auraient été menacés et parfois même, au lycée et dans plusieurs écoles, par certains manifestants qui auraient également usé de la manière forte pour contraindre certains commerçants à fermer leurs boutiques. Le MSU a rappelé ses militants à l'ordre en soulignant que « rien de définitif ne sera possible sans ordre, maîtrise et discipline ».

EDMOND FRÉDÉRIC

**Le Monde**

**RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**  
15, RUE FAUGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléfax : 206.8066

**ADMINISTRATION :**  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Téléfax : 261.511F

Édité par la SARL Le Monde  
Domicile de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :

- Société civile
- « Les rédacteurs du Monde »
- « Association Hubert-Beuve-Méry »
- Société anonyme des lecteurs du Monde
- Le Monde-Entreprises
- M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie  
du « Monde »  
12, r. M. Groussin  
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE  
Représentants sur les marchés  
et indus du Monde au (1) 40-65-25-33

**ABONNEMENTS**  
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.  
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 066 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**  
221 MO 02 PP Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

**Le Monde**

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

- Jacques Lesourne, gérant
- directeur de la publication
- Bruno Frappat
- directeur de la rédaction
- Jacques Guille
- directeur de la gestion
- René Lucien
- secrétaire général

Rédacteurs en chef :

- Jean-Marie Colombani
- Robert Solé
- (adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès

- Jacques Amalric
- Thomas Fournel
- Philippe Herveaux
- Jacques-François Serran

Daniel Vermet

- (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

- Hubert Beuve-Méry (1944-1989)
- Jacques Fauvet (1989-1992)
- André Laurens (1992-1995)
- André Fontaine (1995-1991)

**RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**  
15, RUE FAUGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 40-65-25-99  
Téléfax : 206.8066

**ADMINISTRATION :**  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 49-60-30-10



٥٥٥٠ / من راحه

(Publicité)

# FONDATION ABBÉ PIERRE

POUR LE LOGEMENT DES DEFAVORISES

## 3 MILLIONS DE MAL LOGÉS EN FRANCE

La Fondation Abbé Pierre  
veut que des solutions soient enfin mises en œuvre.

1990: Place de la Réunion  
1991: Quai de la Gare  
1992: Esplanade du Château de Vincennes...

Des **maisons** plantées au hasard, des feux de fortune, des yeux hagards. Des centaines de personnes, des familles, des enfants, expulsés de leur logement du jour au lendemain, **sans** nulle part où aller... sauf la rue, alors qu'elles **sont** solvables **et** en situation légale. Des images qui nous ont frappés un soir, et que nous **avons** déjà oubliées... Des images destinées **à** répéter car elles ne montrent que la pointe de l'iceberg: il y a 2 500 000 mal logés et 400 000 sans abri encore aujourd'hui en France.

Des chiffres effrayants qui pourtant ne peuvent pas rendre compte de la détresse de **ces** foyers surpeuplés, entassés dans des logements insalubres; de la souffrance de ceux qui se terrent dans des taudis, cachés aux yeux du monde; de l'angoisse des familles qui vivent dans la peur quotidienne de l'expulsion. **Des** personnes tout à fait "normales" qui pourraient, qui devraient, "avoir leur chance" **et** que la société rejette tous **les** jours.

Il suffit de cumuler un ou deux "handicaps" (manque d'emploi, d'éducation, de formation, de liens communautaires) pour risquer de tout perdre et de se retrouver "sans abri", sans aucun droit, même pas celui à la dignité humaine, car, faut-il le rappeler?, LE DROIT AU LOGEMENT EST UN DROIT DE L'HOMME.

Certes, le problème est très complexe: crise des banlieues, croissance à deux vitesses... **Les** facettes du phénomène **ont** été élucidées, du moins théoriquement, au point que nous avons oublié que les solutions peuvent être simples lorsqu'elles sont dictées par le cœur, lorsqu'on **se** vraiment regarder, lorsqu'on commence par "vouloir savoir".

Il faut savoir qu'en 1991 on a construit en Ile de France 23 700 logements sociaux de moins qu'en 1990, alors qu'il existe 100 000 demandes dont 100 000 prioritaires; que la part du revenu national que la France consacre aux aides au logement est une des plus faibles en Europe.

L'Abbé Pierre a dit: "Pour que le cœur s'ouvre, ne faut-il pas commencer par "vouloir savoir", jusqu'à en avoir mal soi-même, savoir comment l'on souffre d'être sans logis et pas seulement dans les pays du Tiers Monde, mais aussi dans nos pays qui disposent pourtant des ressources et des moyens techniques pour guérir ce mal" ?

La Fondation Abbé Pierre **est** en premier lieu pour "SAVOIR" ET "FAIRE SAVOIR", pour comprendre les **causes** et les effets de l'exclusion du logement et pour que les millions de personnes qui en sont frappées ne soient pas oubliées.

Elle **se** bat chaque jour pour que **tout** le monde sache qu'il peut, qu'il doit faire quelque chose; elle interpelle l'Etat, les collectivités locales, les élus, bien sûr, **et** aussi la conscience **et** la responsabilité de chacun de nous. Mais après avoir "su" il faut "AGIR".

Aujourd'hui, il ne suffit plus "d'assister"; le défi que les exclus du logement lancent **à** la société, et que la Fondation Abbé Pierre a repris pleinement, est celui d'une véritable intégration qui passe par la participation active des bénéficiaires, par la globalité de la démarche d'insertion, par le partenariat avec d'autres organismes.

En opérant dans **une** perspective la Boutique Solidarité de Marseille a suivi, pendant **sa** première année d'existence, 700 sans abri environ, et le **processus** de réinsertion **a** pu aboutir pour 70 d'entre eux: d'autres **ont** leur tour en voie de **retrouver** une place active dans la société.

Le même pari d'insertion semble tenu aussi pour le millier de personnes relogées dans les 330 logements réhabilités **ou** construits grâce à la Fondation.

Avec ses réalisations, la Fondation Abbé Pierre démontre qu'il **est** possible d'agir efficacement, intelligemment et généreusement au côté des mal logés, non pas "pour" eux, mais "avec" eux.

Et elle continuera de le faire en poursuivant la mise en place du réseau des Boutiques Solidarité dans d'autres villes (Toulon, Perpignan, Grenoble, Paris, Argenteuil, Angoulême et Saint-Denis de la Réunion); en construisant **de** nouvelles d'elles des lieux d'hébergement adaptés et en faisant aboutir le projet de création de 600 logements **en** Région Parisienne, accessibles aux plus défavorisés.

Un programme ambitieux mais loin d'être complet.

Les objectifs que la Fondation Abbé Pierre s'est fixés ne sont pas arbitraires, ils sont imposés par l'urgence du problème des mal logés, par la souffrance qu'ils éprouvent tous les jours, par notre dignité qui nous fait dire "ASSEZ!".

Tout échec serait intolérable, pour les familles qui se trouveraient sans logement et sans l'espoir d'en avoir, et pour nous qui n'aurions rien su faire pour elles.

Envoyez d'urgence vos dons pour les aider.

Comment vivre  
sans toit !  
Abbé Pierre

FONDATION ABBÉ PIERRE  
POUR LE LOGEMENT DES DEFAVORISES  
B.P. 205 - 75624 Paris Cedex 13 - CCP 13.33 E Paris

COMMENT VIVRE SANS TOIT !

Je vous envoie, ci-joint,  
un don de ..... francs.  
Je désire recevoir un reçu fiscal: ☐ oui ☐ non  
Bon **à** retourner, avec votre don, à:  
FONDATION ABBÉ PIERRE  
BP 205 - 75624 PARIS CEDEX 13



## Un colloque international à Lyon

Avec l'inauguration du Centre d'histoire de la Résistance et de la déportation (CHRD), implanté dans l'ancienne école de santé militaire de Lyon, qui fut de 1943 et 1944 le siège de la Gestapo de Klaus Barbie, l'ouverture d'un colloque international, réunissant une soixantaine de personnalités, sur le thème « Résistance et mémoires », Lyon s'est posée, jeudi 15 octobre, en capitale du souvenir. Ce colloque est organisé par le mensuel Passages et l'Association des amis du Passé. Dans son allocution d'ouverture, le directeur de la publication, M. Emile Malet, a souligné que la Résistance est, à la fois, une noble, une acte courageux et un acte d'espérance.

## LYON

**■ bureau régional**

C'est une sorte d'anti-musée, sans objets, ou presque, mais non sans objet, un pur « lieu de mémoire » qu'ont inauguré conjointement, jeudi 15 octobre, MM. **Maurice Noir**, maire de Lyon, Jacques Chaban-Delmas, ancien premier ministre et **Elia Wiesel**, prix Nobel. Là se penchaient, intrigués, étonnés, résistants, interloqués, déportés, largement associés à ces manifestations, le maire de Bordeaux, **Maurice** de Libération, ne s'y « pas trompé : « Le malheur des temps » que des horreurs, que nous avons disparues, reparaisaient. Il donne à

La mémoire comme un **devoir** : l'expression qu'affectionne le maire de Lyon, pour qui le Centre d'histoire de la Résistance et de la déportation (CHRD) constitue la grande affaire. Symbolique, politique, cependant routinier. Dans ses discours, M. Noir ne s'évogue la mémoire ni son père, et les « **autres** » après la déportation, il revient sur l'indignation qui le ravit, vingt-cinq ans plus tard : « **Je n'en pouvais pas** de voir les **autres** des années assés de la mémoire faisaient des thèses de doctorat (...) de voir distribuer des **certificats** négationnistes, je n'en pouvais plus, enfin, de voir des **politiques** sur leur attitude à l'égard de **François** ».

La **nationalité** : A ce rappel, M. Bruno Gollnish, député européen (FN), se lève pour polémiquer : « **Je suis** un **millier d'auditeurs** : « **Dehors ! dehors !** » Les **hommes** voulant joindre le **sur** cri, se sont bousculés à l'ensuivre.

La visite inaugurale de ce qui constitue le premier musée d'histoire «impressionniste». Le CHR, dont le musée graphique pédagogique paraît fort rigoureux n'est moins autant appelé à l'émotion qu'à la sensibilité qu'à l'intelligence. Le texte, le son, l'image, s'insèrent, en effet, ici, dans un «décor» imaginé par le scénographe, M. Guy-Claude François. La collaboration de cet homme de «spectacle»

architectes — Felice Fanzuela, Régis Masson et le cabinet lyonnais Girodet-Levasseur — permet au visiteur, issu du monde par exemple, d'acquiescer à la lecture de commentaires, des bruits, des images, sonorise ce qu'il voit, de l'immerger dans l'époque.

La vocation du CHAD — qui regroupe un auditorium, un centre de documentation (cinq mille livres, trois cents cassettes de musique), une salle d'expositions temporaires, aménage les anciennes salles du sous-sol et du premier étage — est de solliciter le visiteur dans ce vert d'Etihard que le visiteur lit en émergeant de la nuit du temps : « Si l'homme n'est qu'un être faible, pérorons. »

Après Ehrard, c'est le Mar. et  
Willy Brandt qui M. Brandt  
Dumas, ministre de l'Intérieur, étranger  
au colloque, est le premier  
journée lui consacrer la  
France.  
de deux mille auditeurs  
présentent ensuite aux  
publiques.

Tandis que M. Raymond  
Aubrac, ancien membre du mouvement  
de la Résistance, est le premier  
responsable du mouvement "Combat",  
Jean-Pierre Lévy, compagnon de  
Libération, fondateur du mouvement  
"Franc-tireurs", discutent  
avec M. Dumas, ministre de l'Intérieur.  
Jean-Pierre Azéma, un psychanalyste,  
des différentes formes  
d'engagement, et l'évolution  
dans le temps d'un mouvement  
résistant, M. Dumas, ministre de l'Intérieur,  
Sturm et la Résistance, 40 millions de  
pétainistes, l'occup d'attention  
et jusqu'à nos jours.

doute de résistants, plus ou moins engagés», admit-on - l'autre «atelier» proposait d'élaborer témoignages. MM. Jean-Louis Jeanneney, ancien ministre et opposant au régime de Vichy, Daniel Mayer, ancien ministre du Travail, Jean Deau, ministre des anciens combattants, Haroun Tazieff, «petit soldat» de la bataille du rail en Wallonie, Jean Mattéoli, membre du réseau Navarre, confrontaient leur expérience à celle de l'historien François Bédaride.

Dans ce concert tellement masculin, deux voix de femmes se firent entendre. Celles de M<sup>me</sup> Marie-Claude Vaillant-Couturier et Geneviève de Gaulle, ces deux femmes ont combattu le fascisme tout au long de la plus grande leçon de vie et d'éthique en France... Les tribunes de leur engagement - « collectifs » insistèrent-elles - mené par des chemins différents mais qu'il faut reconnaître convergents.

Membre de l'Association des anciennes déportées et internées de la Résistance que préside Geneviève (nicée du général) et dans la Roue et le réseau, leurs sensibilités politiques et sociales ne les empêchèrent pas de se retrouver sur une même ligne.

Belle leçon, aussi édifiante à sa manière que la succession des témoignages, déchirants, que proposent les auteurs de ce recueil.

Presque dix minutes d'extraits du groupe B, projetés à deux pas.

**ROBERT BELLERET**

(1) **Le** en tête des **ministres** de son mandat, dès 1990, la **ville** de **com** projet de « musée », vieux de **10** ans, aurait été entièrement financé par la ville, pour **100** de francs, « afin de ne **pas** perdre deux ans à rechercher d'éventuelles subventions ».

Suite de la première

Au cri de « Rastock, Rastock! », une certaine jeunesse de Paris, rassemblée dans la tribune « Boulogne », fait trouble et se bécote : le football, la bagarre, le nationalisme. Certes, un phénomène n'est pas nouveau. Depuis une douzaine d'années, les incidents se multiplient dans le sillage de l'équipe du capitaine Geyrhofer au domicile qu'en déplacement. La tribune « Boulogne » a été forgée une réputation aussi indéfectible que ses graffitis xénophobes qui accusent les joueurs gris de faire des songes longtemps avant d'être défaits par leur adversaire individuel ou par les esquins, ces skinheads d'extrême droite connus de la police.

100 nationalité et blanc

Ces «crânes rasés» ont tout quitté les traverses. Ou portent-ils désormais le casque à peu court, mais plus discret. Mais un casque, elle en ont tous un, au moins un degré de gravité. Et le football français, qui se flatte d'être l'abri d'un phénomène ancré chez la plupart de ses voisins (le 10 du 7 juin 1990), découvre l'ampleur des dégâts. La France, elle aussi, a ses «hooolas», ses «hooligans», ses «hooli» d'Europe contre le PAOK Salonique, les «hoolis» du CRS aux abords du 10. Après la victoire de championnat à Metz, certains d'entre eux ont incendié véhicules et agressé immigrés (1). Quant au match contre Lens, samedi 17 octobre, Paris, il peut, comme les autres, être classé «hauts risques», compte tenu des incidents qui avaient éclaté, la semaine dernière, lors des matches des deux équipes. Ni le club (et son

[illegible]

spectateurs ■■■■■ ou africains.  
 Les « anciens » ■■■■ « interpo-  
 ■■■■ agressions racistes, ■■■■  
 parviennent ■■■■ toujours à évé-  
 ■■■■ se ■■■■ suffisent ■■■■ à l'exté-  
 ■■■■ glorieux ■■■■ tendus,  
 slogans nazis et ■■■■ chants  
 ■■■■ ■■■■ ■■■■ seraient-ils davan-  
 tage? « La politique n'est ■■■■  
 élément essentiel, ■■■■  
 ■■■■ force ■■■■ meeting, c'est  
 ■■■■ provocation ■■■■ réitérée.  
 Une « provocation » qui vide la tri-  
 bune de ■■■■ ■■■■ « indésira-  
 ■■■■ pour faire, ■■■■ un habi-  
 ■■■■ d'une trentaine d'années,  
 ■■■■ ■■■■ ■■■■ ■■■■  
 ■■■■ ou les gens de bien ■■■■ ex-  
 ■■■■ cette haine et ce sentiment  
 d'injustice, qui ■■■■ ■■■■ au  
 cours de la semaine ».

... militent, à titre individuel, au sein de groupuscules extrémistes, l'ensemble du phénomène ne ... rien à quelconque manipulation, La ... réputation signale ... jour - par les minuscules ... nationalistes révolutionnaires du skinhead, perisien Serge Ayoub, alias « Batin », échoué. Présenté comme un ... par les journalistes qui lui donnaient ... plaisait ... parole, Ayoub représente qu' ... et une poignée ... jeunes de la tribune Boulogne ne le reconnaissent pas en lui. Notre principal point ... le foot, ... politique, ... si ... sommes ... beaucoup plus à ...

Front national», «... un élu en commerce, les revendeurs, deux supporters et casseurs à la fois. C'est ainsi qu'ils insistent aux performances sportives... équipes étrangères tout autant qu'aux incidents provoqués par leurs fans». Certains «... fréquemment à l'étranger pour assister à des matches à risques, échangeant photos et vidéos des événements (les actes de violence sont très précis) avec des correspondants qui s'inspirent les uns des autres», s'inspirent les uns des autres «techniques» en usage dans les pays voisins. Quand ils ont affronté le CRS à l'issue du match... Stalopine, lui ont fait le tour du stade en silence avant de charger... et en hurlant «Rostock, Rostock!»

C'est ainsi, également, qu'il n'y  
plus question de [ ] de porter  
[ ] écharpes aux couleurs du club  
ou [ ] d'arborer la « panoplie »  
voyante du [ ]. Ils n'ont  
[ ] leurs parrains, désormais, pour  
s'habiller correctement, se faire [ ]  
dans la [ ] disparaître sitôt  
leurs [ ] accomplis. L'Anglo-  
terre, « mère-patrie » du boogien-  
nisme, a trouvé un nom pour ces  
[ ] ordinaires, les [ ] aptes à  
puer les caméscopes [ ] la foule  
des spectateurs [ ] dans l'allusion  
aux tentes de « dédoute »  
(« casual ») anglais qu'ils  
portent (jeans, vestes [ ],  
[ ] capuche,  
[ ] tennis, blousons...).

**de la police**

Les hooligans ■ PSG, l'image  
■ leurs homologues anglais ou  
allemands, se targuent, eux aussi,  
d'être ■ la ■ avant-garde du hooligan-  
isme. ■ Nous ne ■ des  
voyous. Nous ■  
une ■ violente pendant la  
semaine. Au foot, c'est autre chose.  
■ avec ■ qui  
battre, les ■ les supporters  
adverses, ■ province.  
l'on déteste les Parisiens. Nous  
allons avant tout voir un match,  
mais si l'occasion de cogner se pré-  
sente, ■ recule pas. Que-  
sion d'honneur et de réputation.

Les « casuels », de Paris où d'ailleurs - quelques fois - à Strasbourg et à Lyon (2), - ont des stades où les « zéoulous » ont aux murs du banc public une image du héros du banditisme : des fils à béton et de la rage, des adolescents fixés par leur propre image. Partout dans l'engrenage d'une violence instinctive et ritualisée, il y a une violence qui se traduit par la violence. La violence des aventures, sans se soucier des dangers, sans se soucier que ça n'arrive qu'aux autres. Et puis, l'homme marche à l'arrière, impossible. Les autres sont entrés dans la zone, les gamins ont quinze ans, la rue est assurée. C'est un jeune homme, livreur de profession, c'est un homme, on l'aime, on se moque de lui, on se moque de lui, on se moque de lui, on n'importe quoi, y compris à l'arrière, les gamins, se moque l'un

amis, plus ou moins, les dirigeants  
du Faïssin SG ne sont pas loin de  
faire le même constat. Ils rencon-  
tent les responsables policiers, pré-  
parent les déplacements, se pré-  
sentent aux « fausses » adresses de ne  
plus venir à Paris, se réunissent les  
réunions avec les associations et les  
associations de supporters, rappellent  
que tous les partisans du club ne  
sont pas, loin de là, des casseurs  
(et c'est le cas). En vain. La violence  
gagne du terrain. Les prési-  
dents d'associations ne maîtrisent  
plus leurs troupes, souvent émoi-  
tillées par l'environnement parfumé  
d'émeute.

La police, elle, n'est pas toujours préparée à ce type de délinquance. La plupart des CRS présents dans le stade n'ont pas l'habitude de surveiller une foule en supportant une telle chaleur. Ils ont donc dû être munis de vêtements adaptés à ces conditions : casquette, gilet, pantalon en tissu technique, etc. Mais, en outre, ils ont encore à affronter des « skinheads » de caricature quand les « hoots » (abréviation de « hooligans ») d'aujourd'hui s'installent dans les tribunes. Enfin, si les mesures adoptées dans l'enceinte du stade - retrait des sièges en plastique qui servaient de bancs, présence policière plus discrète sur les tribunes, etc. - sont jugées insuffisantes, elles ne changent rien au fond du problème : les exactions les plus graves sont commises à l'extérieur. Comme le reconnaît M. Lionel Jospin, ministre de l'Intérieur, le PSG, « nous faisons tout notre possible, mais le phénomène nous dépasse ».

**PHILIPPE BROUSSARD**

(1) Un jeune homme de vingt-deux ans, militaire de carrière basé en Allemagne, a été interpellé le soir même à proximité du Parc ■ Princes. ■ culpabilité n'aurait pas encore été établie.

(2) Six jeunes gens, supporters de l'Olympique lyonnais et sympathisants neo-nazis, ■ ont été interpellés, mercredi 7 octobre, dans le cadre de l'enquête ■ sur la profanation du cimetière juif de la Mosquée, ■ Lyon, le ■ septembre (le Monde du 15 septembre). Sur la montée du racisme dans les stades, lire le Monde du 24 septembre.

□ **POOTBALL** : Francis Borelli (42 ans, 1,85 m) est entraineur adjoint de l'AS Cannes. Francis Borelli a été élu, le 10 octobre, à l'unanimité, président du directoire de l'Association sportive de Cannes, club de deuxième division. Agé de soixante-deux ans, Francis Borelli remplace Alain Podetti, démissionnaire. Francis Borelli a été entraineur adjoint lors de la remontée Cannes-Mulhouse. Il retrouvera son ancien entraîneur, Erick Mombaerts, qui avait rejoint au PSG la sélection de Gérard Houllier, et avec qui il avait travaillé son fils spirituel, l'ex-international de l'équipe de France Luis Fernandez.

## Suscitant une nouvelle polémique

Les inondations catastrophiques de la Vaulx et de l'Aude ont rendu l'espoir aux parisiens des barrages sur la Loire, à commencer par M. Jean Royer, maire (non inscrit) de la ville de Paris, qui a été élu député pour l'aménagement de la Loire et de la Garonne (EPALA). Lors d'une conférence de presse, mercredi 14 octobre à Paris, le maire de Tours a expliqué que la Loire est « le fleuve de la France ». Rouvier, survenant deux ans après M. Royer, a déclaré : « Les inondations (Haute-Loire), confirment la nécessité des barrages prévus par l'EPALA ». Le député de la Haute-Loire a ajouté : « Plus que jamais, il est nécessaire de faire Sers-de-la-Fère ».

Le 14 octobre, on apprend que le barrage en amont du Puy-en-Velay, qui avait été gelé en 1950-1951, est maintenant Rouvier est élu député en 1951 sous le gouvernement Cresson.

Pour Chambonchard, l'autre projet  
en est un autre, du Chebrou  
Cher. M. Royer a pré-  
paierons Rochetou - un bar  
que l'on se souvient du Chebrou  
de l'été 1954, quand il y avait  
un nouvel ouvrage. Le bar  
s'est : la première fois, déclaré  
ouvert : la révision fut de la  
capacité barrage Chambon-  
chard. Et qu'il annonçait  
prochaine entrevue la propos  
entrevue (M. Royer) et le  
Moutonchard, M. Goldner, ne  
tait : poche lettre  
M. Bérégovoy adressée au président  
du groupe communiste à l'Assemblée  
nationale, M. André Lajoinie.  
maître lettre, dans le dossier  
Bérégovoy annonce que gou-  
vernement « pour le docu-  
ments » pour le barrage de  
Chambonchard, M. Royer a  
fait. M. Royer a donc déclaré

surpris de ne pas avoir été prévenu de cette démarche, comme président de l'EPALA. « Les deux barrages sont également prioritaires », a-t-il conclu. Le soir même, lors d'un dîner à l'Ecologie, M. Lalande a dénoncé le « comportement politicien » qui a entraîné la situation. « On ne peut pas à la fois vouloir le soutien du PC à l'Assemblée et ne pas lui donner l'impression que l'on se sert de lui pour faire passer une promesse de barrage », a-t-il déclaré. Le gouvernement choisit le survis à court terme en ne fermant des barrages que lorsqu'ils sont indispensables à l'entretien avec les écologistes. La polémique rebondissant le lendemain, M. Lalande a débattu avec un communiqué.

Le 11 mai, M. Ségolène Royal. Le porte-parole, Verts estime, lui aussi, « pour satisfaire les ministres. M. Bérégovoy dévoue son prédécesseur à démontrer l'extrême fragilité de ses convictions environnementales ». Le 12 mai, l'envoieusement, M. Royal a affirmé que le ministre de l'Environnement ne renouait pas le dialogue avec le gouvernement.

Le 13 mai, M. Lalande a déclaré d'abandonner Chambonchard prise par l'ancien premier ministre, M. Cresson, mais qu'il « a renoué le dialogue ». Les additions de la commission parlementaire de l'aménagement de la Lette.

Le 14 mai, M. Lalande a récemment posé, dans le cadre de la loi, la protection de la nature et des personnes, comme Bric Lalande, M. Royer et Antoine Waechter, ont permis, dit-il, de dégager une solution native en l'un d'un « petit barrage » à Chambonchard qui l'objet d'une étude. Le gouvernement prononce alors un entre-temps, mais M. Chambonchard et M. Lalande, de l'Assemblée, ont dit.

R. C.

## La mort de Robert de Vernejoul

Le professeur Robert de Vernejoul, membre de l'Institut (Académie des sciences) et membre de l'Académie nationale de médecine, est mort dans la nuit du mercredi 14 au jeudi 15 octobre, à l'âge de cent deux ans, à son domicile marseillais (le Monde du 16 octobre). Spécialiste de la chirurgie cardiaque, il avait notamment fondé en 1955 le centre de chirurgie cardiaque Cantini à Marseille, qu'il avait dirigé jusqu'en 1983. Il avait été président du conseil national de l'ordre des médecins de 1956 à 1970.

par le docteur  
Escoffier-Lambiotte

Lorsqu'on lui demandait de décrire le thème de son œuvre, il y a quelques années, Robert de Vernejoul répondait : « Soulager le guerrier ». Puis, après un temps, « la recherche en chirurgie vasculaire ». Pour ce technicien de grande classe, qui contribua hautement au développement européen de la chirurgie vasculaire, la tâche du médecin n'avait de surcroît, en effet, que par le service qu'il pouvait

L'atténuation de la peine des hommes, le passage de leur souffrance à la souffrance collective d'une vocation qui a incité le jeune Auverson qui était le fils de Jeanne du Verneuil à entreprendre à Paris et à Marseille des

Il fonde, en 1953, le Centre de chirurgie cardiaque Cantini à Marseille et le dirigera pendant dix ans. Le Centre qui se soit à Marseille qu'il ait opéré des malades de la circulation du cœur. Il a été le doyen des praticiens de ce service pendant 12 ans. A ce titre, certes pas un hasard. Membre et ancien président de toutes les académies, des sociétés de chirurgie, des sciences, Robert Cantini est devenu en 1956 président du conseil national de l'ordre des médecins, un titre de prestige.

Président du haut conseil médical de la France sociale, ancien membre du Conseil économique, ancien grand membre du conseil de la France de la Légion d'honneur (il est fait grand-croix de la Légion d'honneur), chirurgien bienveillant qui, durant quatre ans, fut le garant de l'indépendance de la médecine, et à affronter un conseil national des tempêtes, le 20 mai 1944.

Dont sont les missions diverses qui le conduisent, à la fin de l'été 1944, en Algérie notamment à l'École de la Santé.

Telle sera la fin de sa vie.

plus généreux, le plus dévoué qu'ait comptés la médecine française. Actif presque jusqu'au terme de son existence, Robert au Vernejoul sera, durant un siècle, défendu la bonté, cette bonté qu'il considérait comme la plus haute des vertus, cette bonté qui élève jusqu'aux plus actifs esprits de l'ordre qu'il incarnait.

Né le 19 mars 1880 à Montcaumon (Troyes), Robert de Vesle a fait ses études secondaires au lycée Bavié-Pascal de Clermont-Ferrand, avant de commencer ses études de médecine à la Faculté de Médecine de Dijon. Docteur en chirurgie des hôpitaux, il fut, jusqu'en 1963, titulaire de la chaire de clinique chirurgicale à la Faculté expérimentale à la Faculté de Marseille, en finit, depuis, professeur honoraire.

Avant la première guerre, le docteur de Vesle s'était orienté vers la chirurgie digestive, mais, avec les progrès des techniques chirurgicales, il s'est spécialisé : s'était consacré à la : chirurgie cardiaque. Après la libération, il partit pour les Etats-Unis pour mieux connaître les nouvelles techniques du domaine. Il fonda alors, à la Faculté de Marseille, un laboratoire de chirurgie cardiaque expérimentale. Il fut chef de chirurgie cardiaque Castani, - qu'il dirigea jusqu'en 1963, - dans lequel il a pu participer aux premières greffes cardiaques françaises. Robert de Vesle était aussi un enseignant. Il avait fondé la première école de chirurgie française, la Faculté de Marseille, et obtenu la création d'un certificat spécial de chirurgie.

av. 1930, vingt-cinq  
 conseil national  
 Pendant son  
 spécialiste de  
 la Sécurité sociale,  
 la réforme hospitalière,  
 l'élaboration d'un  
 continu, a multiplié  
 obtenir le rétablissement  
 de santé publique,  
 de 1933 à 1938, pour  
 médical et  
 de 1939 à 1954, ministre  
 de 1959 à 1964. En 1965,  
 la présidence  
 la Légion d'honneur, membre  
 comités des programmes  
 et télévision à l'ORTF, en 1973,  
 du Conseil national de  
 supérieur et  
 de l'enseignement,  
 professeur de  
 l'arméed des membres  
 chirurgie. Il était grand-croix de la Légion

**DEVCOM 92**  
**3ème Salon**  
**des Associations**  
**18-19-20 novembre**  
Palais des Congrès-Paris  
**Organisation:**  
**THEMATICA**  
**Tel. (1) 34 24 90 90**



## QUELLE HISTOIRE

PAR CLAUDE SARRAUTE

Devant le tribunal  
correctionnel de Lyon

**M. Michel Noir  
est mis en cause  
les anciens régisseurs  
son journal électoral**

dans la bière vers 11 heures du matin. Mais cette affirmation ne peut être tenue pour certaine. Le Penthotal, très amer, est « imbuvable » à la dose indiquée et il suppose que la victime aurait immédiatement recraché une bière ainsi préparée. Et l'expert reste dans le doute, en effet, comme à la font de tout nombre, de la liste, de se servir à des suppositions sur les multiples hypothèses que lui présentent les avocats. Pressé de questions, il répond seulement : « Rien n'est clair dans tout ça. On ne peut pas donner des doses. Je ne peux pas répondre. » Le rapport d'expertise souligne cependant : « La dose d'alcool, sous forme de vin et de whisky, a pu, à elle seule, entraîner le décès de la victime par intoxication alcoolique aiguë, d'autant qu'elle avait eu un ténzin ».

per un syndrome chronique.

réfugié à Combe et à Marzeville, montre que ses préoccupations immédiates étaient bien loin du thème de la construction d'une route qui les rendrait moins dangereux. L'ennemi personnel qui l'effrayait avait d'autres visages que ceux des projets étaient en cours ou en cours de réalisation. Mais l'objet de négociations comme l'achat d'un camion ou de 18 tonnes de d'une ville de 2.600.000 francs. Tout cela s'est déroulé en l'absence d'un plénier, sans que les risques liés à l'usage (APS-ARD), s'ajoutent au nombre de risques et de dangers caractéristiques, a chargé un enquêteur de vérifier les sources du sinistre. Celui-ci, un ancien gendarme, raconte tout le mécanisme, en l'absence de la loi du 15 janvier 1988 sur l'écrou, dans les Alpes-Maritimes.

**Quatre hommes d'affaires** dirigeants ou collaborateurs de la **SAE** ont été parisiens à l'éditions AIDP, MM. André Cohen, Sidney Lellouche, Léon **Blum** et Samuel Haddad, ont comparu, jeudi 15 octobre, devant la cinquième chambre du tribunal correctionnel de Lyon, présidée par M. Louis Courteix. Régisseurs de l'ancien journal **l'Éclair** de M. Michel Noir, qui avait été **placé** **en** **liquidation** **judiciaire**, ils étaient poursuivis pour avoir effectué, en 1984, 1985 et 1986, des **recouvrements** frauduleux, obtenus indûment des paiements par des annonceurs et **basés** **sur** **des** **faux** **en** **actes** **privés**, sur papier à l'effigie de l'Assemblée nationale. A l'audience, ils se **sont** **contre-attaqués** **en** **mettant** **en** **cause** **le** **maire** **de** **Lyon**.

**LYON**

**du Centre (Centre) régional**

La presse d'ADP avait la réputation publicitaire du journal d'habitants de la paroisse associée, prêtée au maire M. Nourissat, président de l'ADP, député du Rhône et lycéen, dont il devait finalement renoncer en 1969. C'est M. Nourissat lui-même qui, en qualité de président de l'ADP, avait déposé une plainte, le 5 novembre 1985, contre les collaborateurs d'ADP, estimant, comme devait l'estimer le conseil, M. Flot-Mourouy, que « ses concubines ne devaient pas être ruelles de la paroisse » et que « la paroisse n'était pas une maison où les femmes se connaissent et installent dans la paroisse de sa permanence. L'association de M. Noir s'est constituée par partie civile, et que le conseil d'ADP a voté 3,166 francs de francs et des fins perçues ».

À l'audience, les **avocats** de la **defense** ont soulevé, d'office, l'absence de **la** **procédure** d'avis au **parquet** et au **tribunal** de l'ensemble de la **procédure**, faisant valoir que le **« privilège de juridiction »** leur estimant que le magistrat instructeur, M. Jacques Chauvot, aurait dû interroger la Cour de cassation, et lors que les noms de MM. Michel Noir et Jean-Pierre Pierre-Bloch, adjoint au **procureur** de Paris, tous deux **magistrats** de police judiciaire, apparaissent dans le dossier, en tant que « clients » d'AIDP, et que, depuis, le second avoir reçu de l'AIDP et le premier d'une amicale, ce qui signifie que les poursuites engagées par M. Jacques Chauvot

**Un ~~montant~~  
de 400 000 francs ?**

La défense s'est surtout employée à démontrer que M. Nioi n'aurait pas été la victime d'AIIDA mais, le contraire, le destinataire d'un versement d'argent liquide de 400 000 francs, devant un tribunal qui ne fut, semble-t-il, jamais entendu. « Nos clients, résuma l'avocat, n'ont été que les exécuteurs d'un plan arrêté par M. Nioi en sa seule et unique décision. » M. Nioi affirme que l'association éditrice aurait bénéficié indirectement du règlement de dépenses d'imprimerie aux éditions Béard, Imprimerie générale Faminette, qui édite les publications d'un montant surtaxé.

■ **Piôt-Mouny s'est étonné** de la cause de la plainte de Lyon qu'il a faite, plaignant **«a supposer que j'ai fait quelque infraction... pourrai-on reprocher à Noir?»,** devait-il lancer. Les **influences** ont plus, mercredi 14 octobre, dans le **Canard enchaîné**, d'une manuscrite du juge Chauvoit, figurant au dossier sous le **D281**, et indiquant que, **«de 1987 à septembre 1987, le parquet a demandé de surseoir à l'arrestation de Jean-Pierre Pierre-Bloch par la police judiciaire (consigne de la chancellerie)».**

Le tribunal s'est refusé à joindre sur-le-champ l'incident de procédure au fond de l'affaire. Après une pause d'audience, le président Courtel devait finalement indiquer que le tribunal prononcerait, le 10 octobre, ses conclusions déposées par la défense. Il renverrait éventuellement au fond, déjà fixée au 7 avril 1993.

GÉRARD BUÉTAS

un énorme dossier constitué avec la patience et l'obstination d'une fourmi. Je le feuilletais et je vois qu'il exige, question de principe, le remboursement des objets personnels qui ont été trouvés dans son bureau (un des Gesvres, 550 F) envoyé à SOS-Atten-

— Vous ~~avez~~ qui a fini par les payer, ~~est-ce~~ sa poche? Le préfet Broussard, ~~il~~ ~~est~~ formidable. Dire que, pendant ~~ce~~ ~~je~~ me ~~trouvais~~ pour avoir enfin droit ~~à~~ un avancement ~~de~~ deux malheureux

assistance judiciaire en cours de procès, un intellectuel, ému par les graves de la faim, m'appelle pour un régime minceur, se mobilisent en faveur Ménégon! C'est quand même normal!

Il y a par hiérarchie, négligé par les syndicats, il n'en fait partie, il finira, la force requêtes, pièces justificatives, certificats de bonne conduite, pour obtenir gain de cause. Il faut, il continue le combat:

Pour mes collègues, rade. Et attendez, c'est pas fini. En allant me constituer partie civile, qu'est-ce que je constate? Ni la préfecture ni le ministère n'avaient déposé

IL NE COMPREND RIEN  
À LA JUSTICE, CELUI-LÀ!



Moi, je te vois à l'extrême  
C'était tellement spontané,  
tellement sincère qu'à la  
pension de la séance je l'ai  
amené prendre un verre,  
curieuse de savoir comment il  
allait. Mais, très mal. Les  
tympanes lui ont fait la dégrada-  
tion, il a sorti des copains  
de la démolition, il a obtenu  
des heures à leur  
chevet. Et très vite il a obtenu  
de faire muté la parole à son  
propre avantage.

plainte **de** ce tueur, qui a fait **un** mort, plus de trente blessés, des millions de dégâts rien qu'à Paris. Il a **été** fallu **un** soit mort qui **lui** pousse au derrière ! Bon, c'est pas tout ça, l'audience a dû reprendre. On y va ?

Où y est allé. Et je n'en **ai** pas **eu** assez. Moi qui n'avais jamais mis **un** pied au Palais, de voir, après ce que je venais d'entendre, **un** souriante courtoisie **de** laquelle le président **de** la cour s'adressait

— C'est là que j'ai débuté, à dix-sept ans, dans un petit village du Front de France, en Bretagne. J'ai une mauvaise mémoire, mais je me souviens que j'étais au collège à Argentueil, que j'étais prof de français et que j'avais fait un tour de France. Je me souviens aussi que j'étais prof de français à Argentueil, que j'étais prof de français à Argentueil, que j'étais prof de français à Argentueil.

« Monsieur Frérot, j'ai eu le choc de ma vie. Hallucinantes de précision, les dépositions de ces témoins volent à la base de l'ancienne tour prétoire nous font charger explosives, les coups de feu, les larmes tirées bouillottent au-dessus d'un autre événement : l'assassinat de l'ancien maire de Falgout sur un cadre des éditions Robert Laffont. On nageait dans un bain de sang. Et le magistrat... »

— Monsieur Frérot, l'avocat général vous a posé une question. Est-ce que vous pouvez répondre ?

— Oui, monsieur, j'ai déjà dit à

« J'aurais aimé mourir », dit-il.  
« On ne me donne pour régler  
les trois milliards que des tra-  
fais médicaux. Rennes ne  
dit : C'est pas un problème.  
Voyez avec Paris. Et Paris ren-  
voie la balle à Rennes. Moi, je  
refuse de payer. Les terro-  
ristes arrêtés, eux, ils étaient  
soignés gratis. Résultat, m'en-  
tendez-vous, j'ai été soigné  
plus tard, j'apprends, par  
hasard, l'existence d'un fond  
de garantie. Du coup, ça est,  
je suis indemnisé. Mais je  
n'accepte pas que les victimes  
d'un attentat, les camarades  
à leur a fait pareil, soient en-  
térinés à la mesquinerie, à l'indé-  
cision, à la ronds-cuir. Ça ne  
me va pas. Alors j'écris au  
ministre de l'intérieur. Vous  
voulez voir ma lettre ? »

Je vous le répète, il ne  
n'a rien à déclarer, mais ne  
pas le dire, la France ?  
- Je me permets d'insister,  
monsieur Frérot. Vous ne  
sauriez vraiment pas si...  
- non, j'ai bien dit que non.  
- Bon, très bien. Nous  
allons appeler l'expert Untel...  
Vous jurez de parler en votre  
âme et conscience, que dire  
raute la vérité, rien que la  
vérité ?  
Emouvante litanie de l'Etat  
droit bafové, sal par un  
sourire gougnard et les  
litanies de ce présumé inno-  
cent reconnu coupable le len-  
demain.  
Il faut se raisonner pour ne  
pas partager la fureur de  
Huchet, l'un de ses mem-  
bres qui a voulu se jeter  
dans l'ouverture du procès.  
D'accord, elle a bon dos,  
la démocratie. Mais quoi, elle a

Non — les hommes sont

Bien que les cartages n'aient  
encore été levés

**POINTE-A-PITRE**

**by JAMES CORREY correspondent**

Les barrages routiers qui ont paralysé pendant deux jours l'activité économique de la Guadeloupe ont été levés, jeudi 15 octobre, à la demande des syndicats d'enseignants du premier public et des enseignants du premier privé. Le mouvement «écoles fermées» qui touche depuis le 29 septembre, la quasi-totalité des écoles publiques de l'archipel, soit environ 100 000 élèves, a poursuivi cependant. Les enseignants protestent contre la mutation automatique à la métropole des lauréats des concours de l'éducation nationale. L'Académie de la Guayane (Le Monde du 10 octobre).

La surprise inattendue des barrages est survenue à la suite de l'annonce de la création d'une mission consacrée à ce qui est confiée par le ministère de l'Éducation nationale à l'ancien directeur de l'académie Antilles-Guyane, M. Jean-Jumier. Le ministère a chargé M. Jumier d'examiner « les besoins individuels » des enseignants de la métropole et de formuler des propositions sur « les problèmes d'ensemble » de l'enseignement d'adoption des enseignants des Antilles-Guyane ». En 1993, ces missions pourraient étudier la « régionalisation des enseignements régionaux ».

Parallèlement, le conseil régional de la Guadeloupe, réuni en session extraordinaire jeudi 10 octobre, s'est prononcé pour le maintien de l'académie des enseignants qui devaient être mutés en métropole. Dans une décision adoptée à l'unanimité, les conseillers exigent le retrait de la circulaire du 10 juin instaurant l'automatisation de la sélection des lauréats aux concours internes de l'éducation nationale qu'*« une priorité soit dorénavant accordée, dans leur département d'origine, aux originaires des départements d'outre-mer lors des mouvements nationaux »*.

**EDDY NEDELJKOVIC**


#### Après l'exclusion du SNES et du SNEP

Néanmoins, le général de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), M. Guy Le Néouanic, a rendu public, jeudi 15 octobre, son projet de loi sur les **syndicats** qui seront discutés au sein du conseil national de la FEN (à Paris) et par les Periphan (*Pyrénées-Orientales*). Les 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

Après l'exclusion de la FEN lors du congrès du Crétel (Val-de-Marne), le 6 octobre, les deux principaux syndicats minoritaires, le Syndicat national des enseignants du second degré (SNED) et le Syndicat national de l'enseignement physique (SNEP) (le 10 octobre), la section de la FEN à la chambre libre, ont engagé un projet de médiation interne. Le conseil national fédéral a ainsi proposé que les syndicats nationaux adhérents à la FEN soient regroupés en huit associations de syndicats, « correspondants à la structure des enseignements (enseignants, chercheurs, etc.). Les sections départementales seraient en outre constituées par sections régionales qui n'existent actuellement. Le conseil fédéral national, instance dirigeante de l'organisation, serait représenté par les sections régionales.

Ch. G.

## EN BREF

■ Une femme enceinte cliniquement atteinte de maladie mentale est maintenue en vie par des médecins allemands. — Des médecins allemands de la clinique universitaire d'Érlangen souhaitent maintenir artificiellement en vie une jeune femme de dix-huit ans enceinte de quatre mois et cliniquement morte depuis le 8 octobre à la suite d'un accident de la route, jusqu'à la naissance de son enfant, prévue pour le mois de mars. Les parents de la jeune mère auraient donné leur accord. L'affaire a suscité de nombreuses réactions, dont celle de M<sup>me</sup> Cornelia Maier-Jacobson, députée du Parti libéral, qui réclame un  législatif sur l'aspect éthique, arguant que « la médecine n'a pas le droit de faire tout ce qui est techniquement possible. » — (AFP.

□ **Journée mondiale du refus de la misère.** - La Journée mondiale du refus de la misère, samedi 17 octobre, permettra de mobiliser

Opinion autour de l'extrême pauvreté qui touche un milliard de personnes dans le monde, huit millions en Europe, deux millions et demi en France. Des manifestations auront lieu au Trocadéro, à Paris et à Noisy-le-Grand. **Quand** de nombreuses régions de France et dans le monde. **Quelques trinités** un programme autour du mouvement ATT. **Quart-Monde**. Afin de connaître le programme des manifestations, on peut consulter le **site** (3615 15 15). **ATTD** ou appeler le **15** (15 30-37-11-11).

□ **Rectifiant.** - Contrairement à ce que nous avons indiqué dans le *Monde* du 11 octobre, M. Georges Charpak, prix *Mélie* de physique en 1992, n'est pas le onzième mais le dixième physicien français à avoir reçu cette prestigieuse récompense. M. Charles Guillaume, prix Nobel de physique 1920, est en effet de nationalité suisse.



Printed on 100% recycled paper.

1. The first part of the document is a title page. It contains the title of the document, the author's name, and the date of the document. The title is "The History of the United States of America". The author is "John Adams". The date is "1776".







# CULTURE

## CINÉMA

### Dialogue Sud-Sud

Les Journées de Carthage ont scellé les retrouvailles du monde arabe et de l'Afrique noire

Les Journées cinématographiques de Carthage (JCC) ont été fondées par Tahar Cherif en 1966, pour servir de vitrine à de nombreux cinéastes africains. Elles ont eu leur impact décisif progressivement au cours des années, les produits de l'industrie cinématographique égyptienne tendant à prendre la place des œuvres des cinéastes d'Afrique noire. Pour lui redonner dynamisme et prestige, le festival de culture a organisé la session 1992 (la quatorzième, qui s'est tenue du 10 au 10 octobre) à l'initiative de la production Ahmed Eddine Attia et de la production Ferid Bouhedir (auteur d'*Hallaoulina*). Ils ont immédiatement annoncé la couleur : c'est un cinéma d'auteur et des échanges

Sud-Sud. Ainsi, sur quinze films en compétition, huit venaient du monde arabe et sept du monde noir. Le Tanit d'or est allé au Syrien Mohamed Malass pour *La Nuit*, évocation de la Palestine sous mandat britannique à travers la reconstitution de l'itinéraire du pèlerin du saint. L'action se situe à Naïtra, ville du littoral dévastée par les Israéliens en 1967. Mohamed Malass, qui est à Naïtra en 1945, dédié son film à ceux qui ont combattu pour la Palestine et ont été tués de force de se faire.

Le Tanit d'argent est remporté par le film *Le Village* de l'Algérie, un film de retour au village d'un jeune homme riche. Le village fait face à Samba, généreux, chaleureux, drôle, qui aime

amoureux de la fille Saratou, qui le lui rend bien. Tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes s'il n'y avait pas eu le passé de Samba. Pour la première fois, l'histoire Ouedraogo, dans des scènes professionnelles - Irène Tassebede au premier Bakary Sangaré, qui a travaillé au théâtre avec des professionnels - scène de l'acte I de *Le Village* (le *Mahabharata*, *Wozza* d'Alfred Hitchcock) - aux côtés de professionnels amateurs. Lumière parfaite, rythme enlevé, c'est un plaisir, même si on comprend un peu trop tôt que cette belle histoire va mal finir.

Le Tanit de bronze a récompensé les *Yeux bleus de Yonta*, du Bissau-Guinéen Flora Gomes, comédie urbaine et sentimentale au parfum de fantastique, déjà présentée à Cannes. Le prix de la meilleure interprétation masculine est revenu à la grande vedette égyptienne Ahmed Eddine Attia pour son rôle dans le mélo pamphlétaire *Contre le gouvernement*, et celui de la meilleure interprète féminine à la Marocaine Samia Farhat pour *Le Plaisir des enfants perdus* (le film du 10 octobre). Le prix spécial du jury est allé au superbe film de Gaston Kabore, découvert à Venise.

Le palmarès a en revanche été décevant. Pour la première fois, d'Asma El Mami (Égypte), adaptation du splendide roman d'Alfred Hitchcock. A l'occasion d'une enquête sur un assassinat, l'inspecteur Nour El Dine découvre trois personnages dans les bas quartiers du Caire : Gohar, l'ex-professeur qui vit dans le dénuement le plus total, Yehia, le poète fournisseur de hachich, et El Kordi, le fonctionnaire qui veut épouser une prostituée par conviction révolutionnaire. Faut-il à ces trois turbulents héros en couleurs, dérisoires et dignes à la fois, le prix de la meilleure interprétation masculine ?

**Le Monde**

Édité par la SARL Le Monde

Conseil de direction :

Jacques Lacombe, gérant général de la publication

Bruno Frappat, directeur de la rédaction

Jacques Guio, directeur de la gestion

René Luchet, directeur général

Rédaction en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé (cojoins au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Baudouin, Thomas Ferecoul, Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet (responsable des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1989-1992)

André Laurens (1982-1989), André Fontaine (1989-1991)

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

15, RUE FALGUIÈRE TERNET PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 44-55-33-33

Télécopieur : 44-55-33-44

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-60-30-10

□ Palmarès des Rencontres de Dunkerque. - A l'issue de la compétition qui a eu lieu du 7 au 12 octobre lors des sixièmes Rencontres cinématographiques de Dunkerque, le jury a attribué son Grand Prix à *A la recherche du lieu de ma naissance*, réalisé par le cinéaste belge Boris Lehman. Le prix de la mise en scène est allé au jeune réalisateur Sharoun Baras pour *Trois jours* (Le Monde n° 28-29 juillet 1991). Les prix des meilleures interprétations masculines sont allés à Ann Gisel Glass et Pascal Gregory. La compétition est terminée, mais les films continuent jusqu'au 20 octobre.

**THEATRE DE L'AQUARIUM**

les mots et la politique

**La nuit, la télévision et la guerre du Golfe**

avec des extraits d'émissions et de journaux télévisés

mise en scène Jean-Louis Benoit

Coproduction Théâtre de l'Aquarium - CRDC Nantes

13 octobre - novembre 43 74 99 61

**Ebats mécaniques**

SEXES FAIBLES de Serge Meynard

Le programme était alléchant : une œuvre inédite au cinéma (Valérie Lemerrier) avec un partenaire jusqu'ici étranger à la comédie (François Cluzet), dirigés par un metteur en scène qui avait, avec *Le feu des épones*, son premier film, un souvenir léger mais plaisant (Serge Meynard). *Sexes faibles* n'allongera pas la liste - très brève ces jours-ci - des œuvres de rire au cinéma.

L'histoire est adaptée d'un roman de Britannique Tom Sharpe. A l'écran, elle se déroule dans le sud de la France, où un hobereau désargenté (André Wilms) intrigue pour faire passer le TGV sur les terres et dans la salle à manger du château de sa riche épouse (Valérie Lemerrier) afin de mettre la main sur l'argent de l'indemnisation. Le médiateur nommé par le gouvernement, homuncule coincé (François

Du 19 au 25 octobre

**La semaine et le Salon international de l'architecture**

La quatrième semaine de l'architecture se déroulera du 19 au 25 octobre 1992. Autour du thème « Architecture : art de la ville », plus de deux cents manifestations seront organisées dans toute la France.

Certaines ont déjà le succès de l'opération, comme « Un bus, un architecte » ; d'autres sont nouvelles, comme la journée portes ouvertes des agences d'architecture. (Tél. : 40-70-12-95. Tél. : 3616 TELARCHI).

Par ailleurs, le Salon international de l'architecture se tiendra à la Grande Halle de la Villette, du 24 octobre au 1er novembre 1992. Plus de cinq cents expositions y seront présentées, à côté de tables rondes et de conférences expositives. (Tél. : 46-33-05-62).

Le Monde consacrera à ces deux événements une large partie de son supplément « Arts et spectacles » du 21 octobre (daté 22).

Événement

Le week-end du 17 octobre

# Europe 2

fête les 30 ans de musique de

# B.B. Dylan

Concert exceptionnel avec Eric Clapton, Bruce Springsteen, Georges Harrison, Stevie Wonder, Billy Joël, Aretha Franklin.

PROGRAMME

**Europe 2**

# APPEL

AUX NATIONS UNIES POUR LA RECONNAISSANCE DU 17 OCTOBRE JOURNÉE MONDIALE DU REFUS DE LA MISÈRE

Le 17 octobre 1987 est une journée historique. Ce jour-là, les plus pauvres du monde entier ont montré avec d'autres citoyens qu'ils refusent la pauvreté. Une dalle à l'honneur des victimes de la misère a été inaugurée par le Père Joseph Wresinski à Paris. Elle appelle tous les hommes à s'unir contre la misère.

AVEC LES PERSONNES DE TOUTES ORIGINES ET DE TOUTES CONVICTIONS QUI CONTINUENT À SE RASSEMBLER AUTOUR DES PLUS FAIBLES, JE LANCE UN APPEL POUR QUE LE 17 OCTOBRE SOIT OFFICIELLEMENT RECONNU PAR LES NATIONS UNIES JOURNÉE MONDIALE DU REFUS DE LA MISÈRE.

DATE : \_\_\_\_\_ SIGNATURE : \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_

CP : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

□ J'aimerais connaître les suites de cet appel □ Je ne veux aucun courrier suite à cet appel

**COMITÉ POUR LA RECONNAISSANCE DU 17 OCTOBRE JOURNÉE MONDIALE DU REFUS DE LA MISÈRE**

PRÉSIDENT D'HONNEUR : M. JAVIER PÉREZ DE CUELLAR.

M. ROBERT BOURGEOIS - M. FRANCIS BLANCHARD - Mme MARIE CAMARA - Mme EMILIO CASTRO - M. MARIA TERESA DA COSTA MACEDO - Mme GENEVIEVE DE GAULLE ANTHONIOZ - PIERRE ROLANDO S. DELA GOZA - M. LEANDRO DESPOUY - M. MIGUEL ANGEL ESTRELLA - Mme MICHELLE FALLARDEAU-RAMSAI - FED. INT. DES ASSISTANTS SOCIAUX ET ASSOCIATIONS SOCIALES - M. KURT FUGLER - M. GEREMEK - M. PAUL-DESIK KABORE - Mme CATHERINE LALUMIERE - DR HANNA-RENEATE LAURIEU - M. HALFDAN MAHLER - M. JAN MARTENSON - M. MAYOR - M. YEHUDI MENUHN - M. JEAN-BERNARD MÉRÉE - M. JEAN MOUTON-BRADY - M. A. ORDONEZ - Maître FRÉDÉRIC TITINGA PACERE - M. ADOLFO PEREZ ESQUIVEL - THE RT REVEREND LORD RUNCIE - M. EDOUARD SAOUMA - M. ALIOUNE SENE - CARDINAL JAMES L. SIN - M. PAL SOLT - M. LEO TINDEMANS - M. INTERNATIONAL - M. ORGANISMES FAMILIAUX - Mme VIEL - Mme ALWING DE VOS VAN STEENWIK - M. ELIE WIESEL - M. INTERNATIONAL.

**ILS SOUTIENNENT CETTE JOURNÉE, ILS ONT SIGNÉ L'APPEL**

EMILIO CASANOVA - GUY AURENCHIE - RAYMOND BARRE - JACQUES BARROT - HENRI BARTOLI - PIERRE BASSINET - LUCIEN BEAUCHAMP - MAURICE BEJART - JEAN-MICHEL BELONGEY - FRANÇOISE BESSE - LOUIS BLOCH-LAINE - CHARLES BIOT - BERNARD BOITRON - CATHERINE BONY - LOUIS BORDEAUX-MONTRIEUX - BERNARD BOSSON - BOURG-BROC - PIERRE BOURGIGNON - MARIE-PIERRE BOVY - CHARLES BRAND - PIERRE BUARD - MARTINE BURON - DENISE CACHEUX - GILBERT CARRERE - CASSIN - GÉRARD CAUDRON - JACQUES CHABAN-DELMAS - PHILIPPE CHAILLOU - BERTRAND CHANZY - YVETTE CHASSAGNE - CHAVANES - MARIE-THÉRÈSE CHEROUTRE - CLAUDE CHEYSSON - YVON CHOTARD - MICHEL COFFINEAU - MARCEL CORNELIUS - COURTAINES - MICHEL CRUETS - JEAN-PIERRE DAVANT - MARCEL DAVID - JEAN-PIERRE DELALANDE - ALAIN DELEU - CHRISTINE DE RIVOYRE - JEAN-PIERRE DESCHLOUX - GUY DE VEL - JEAN-PIERRE DUBY - PAUL DUFOUR - LÉON DUARDIN - JEAN-LOUIS DUMAS - ANDRÉ DUROMÉA - JOSEPH DUVAL - ANNE ERNAUX - BRIGITTE FOSSEY - JEAN-BAPTISTE FOUCAULD - LORENZO FRANA - JEAN-RENÉ FOURTOU - BRUNO FRAPPAT - GABRIELLE - GERMAIN GENGEWIN - JEAN-PIERRE GERMOT - JEAN-BERNARD GICQUEL - VALÉRY GISCARD D'ESTAING - SUZANNE GUYDON DE DRIES - FRANCIS GUTMANN - ADOLPHE HARDY - JACQUES HIGELIN - JEAN-FRANÇOIS HORY - PIERRE HUREAU - PIERRE-HENRI IMBERT - DANIEL JACOBY - ALBERT JACQUARD - SANDRA JAYAT - JACQUES JULLIARD - LOUIS JUNG - JEAN KASPAR - BASILE KOSSOU - FRANÇOIS DE LAAGE DE MEUX - JEAN LABBENS - BRICE LALONDE - ALAIN LAMASSOURE - PIERRE LATARLADE - MARIE-FRANÇOISE LECUR - LAURENCE LENTIN - JOHN LITTLETON - PIERRE LOUVOT - NASSIB MAHFOUZ - MARCEL MARÉCHAL - JEAN MATTEOLI - NORA MERRACK-ZHIDI - MINKOWSKI - MINKOWSKI - ALBERT MOREL - KENDAL NEZAN - JOSEPH NOL - MICHEL NOL - MICHEL PECQUEUR - ALBERT PÉREZ - OLIVIER PHILIP - DIDIER PINEAU-VALENCIENNE - ETIENNE PINTÉ - RENÉ PIQUET - BERNARD POKTE - THÉRÈSE POUPON - ANTOINE PRAX - BERNARD PRUGNAT - ANDRÉ RAMOFF - VICTOR REUX - MAURICE REUTORD - JEAN RIBERT - PAUL RIVIER - YVES ROUMAISON - ROGER ROUQUETTE - JEAN RUEL - ANDRÉ SANTINI - MAURICE SCHUMANN - BERTRAND SCHWARTZ - LÉON SCHWARTZENBERG - LOUIS SCHWETZER - MICHEL SERRES - YANNICK SIMBRON - IBRAHIM SIMBRON - MARIO STASI - PIERRE-CHRISTIAN TAITTINGER - THIEN AK KOON - JANINE TILLARD - ANDRÉ VARNARD - MARIE-CLAUDE VAYSSADE - ALBERT VELTEN - JEAN-MAURICE VIEL - LUCIEN VOCHEL - ANTOINE WACHTER - ZELLER.

Bulletin à renvoyer à : Comité pour la reconnaissance du 17 octobre - 480 Pierrelaye - France

RENSEIGNEMENTS : 36 15 ATD OU (1) 30 37 11 11



# ÉCONOMIE

## Les grandes manœuvres du commerce international

### BILLET

#### Rénover la coopération

« La pauvreté touche aujourd'hui 228 millions de personnes en Afrique. Il est plus que temps de réorienter profondément la coopération française. »

M. Pierre Vitoria, député socialiste n'était pas seul à partager cet avis, mercredi 14 octobre, lors du colloque organisé à Paris, en présence de nombreuses personnalités, par l'association Survie, dont l'objectif vise depuis huit ans à réformer la politique française de développement. Cinq parlementaires s'étaient déplacés : représentant chacun son groupe - afin d'affirmer, d'une voix presque unanime, la nécessité de « bâtir une coopération française efficace », thème du colloque qui les réunissait.

Les critiques ont fusé. M. Georges Colombier, député UDF, a demandé où allait l'argent des contribuables. « Depuis des années, les projets passent à côté des besoins réels des pays en voie de développement », a souligné M. Richard Cazanave (RPR). « Le monde est en train de perdre le défi sanitaire et social en Afrique », a pour sa part déclaré M. Jean-Paul Fuchs (UDC) alors que son homologue du Parti communiste, M. Robert Montdorant, a jugé que « les vingt dernières années ont montré l'échec de notre politique ».

Les intervenants avaient décidé de faire publiquement part de leur position commune, formulée dans deux propositions de loi, assez voisines, pour une réforme de la coopération française. La première, élaborée en 1989 par des parlementaires de quatre groupes, est sur le bureau de l'Assemblée nationale depuis trois ans déjà. La seconde, toute récente, présente la position de l'ensemble du groupe socialiste que M. Vitoria s'approprie à déposer officiellement. Au total, environ 550 députés de tous bords auraient donné leur accord. Un beau thème fédérateur qui n'a pourtant retenu l'attention du gouvernement.

Les idées sont simples : réorganiser les structures jugées « dispersées » de la coopération pour aboutir à une « agence unique » ; assurer une évaluation « critique » de l'aide publique au développement, afin notamment d'imposer la transparence et « répondre aux problèmes du terrain ». Ce projet n'a pas manqué de recevoir le soutien des spécialistes présents. Après avoir souligné que, chaque heure, le Nord reçoit 6,5 millions de francs des pays du Sud, M. Suzanne George, écrivain américain spécialiste du tiers-monde, a rappelé la phrase de Winston Churchill : « On finit par faire ce qu'il faut faire après avoir essayé toutes les autres solutions ».

OLIVIER PIOT

## Le textile européen face à la « forteresse Amérique »

Cent quarante mille emplois perdus en 1991... Deux cent mille si l'on ajoute les postes supprimés en ex-RDA. L'industrie textile des Douze a payé un tribut si lourd, l'an dernier, à la crise qu'elle suit avec anxiété les négociations commerciales en cours : GATT (Accord général sur les tarifs et le commerce), Accord multilatéral (AMF) et signature du traité créant l'Association de libre-échange nord-américain (Aléna) entre les États-Unis, le Canada et le Mexique. La naissance d'une « forteresse Amérique » ?

A deux doigts. Et à contre-courant. Les industriels du textile-habillement ont, malgré l'avis contraire du CNPF, bien fallu appeler à voter « non » au référendum sur le traité de Maastricht. Tant les exaspèrent, selon l'expression de M. Klaus Stelzner, PDG du premier groupe allemand de confection (1), « l'absence de stratégie » de « la bureaucratie anonyme » de Bruxelles, dans les grandes négociations commerciales internationales. De discrètes tractations avec le cabinet du président Jacques Delors, ont fait taire la fronde. M. Jean-Louis Charlier, président du groupe DMC de Bruxelles, dans les grandes négociations commerciales internationales (UIT), se contentant de déclarer au quotidien *la Tribune* : « Je voterai oui avec des bottes de plomb » (2).

La méfiance à l'égard de Bruxelles, pour ne pas dire l'animosité, reste pourtant la règle. Avec les négociations du GATT, de l'Accord multilatéral (AMF) et la création de l'Aléna (le 1<sup>er</sup> janvier 1993), ce sont en effet l'essentiel des cartes négociées un commerce mondial textile d'environ 200 milliards de dollars (1 000 milliards de francs) qui sont aujourd'hui rebattues.

L'enjeu est d'autant plus important que l'industrie textile (avec l'habillement) représente toujours une part importante de l'activité des grands pays industrialisés. En 1989, le secteur pesait 428 milliards de francs et 3,3 millions d'emplois (9 % des effectifs manufacturiers) dans la Communauté. 250 milliards de francs et 1,8 million d'emplois aux États-Unis. Les Douze, avec 15 % du total, demeurent le premier exportateur mondial, loin devant le Japon (6 %) et les États-Unis (4 %). Pour une bonne part, les exportations européennes prennent la direction de l'Amérique : l'an dernier, par exemple, les États-Unis ont acheté pour 2 milliards de francs de produits textiles français, le Canada pour 420 millions et le Mexique 103. Un total non négligeable.

### La règle de la triple transformation

C'est dire si la constitution d'un grand marché commun nord-américain peut affecter la vie de ce secteur. Dans ces grandes lignes (les détails ne seront définitivement arrêtés qu'après examen du texte par le Congrès américain), le traité prévoit l'élimination des barrières douanières entre les États-Unis, le Canada et le Mexique pour tous les produits fabriqués dans l'un de ces trois pays.

Mais, pour le textile-habillement, les industriels d'outre-Atlantique ont obtenu ce qu'il est désormais convenu d'appeler la règle de la « triple transformation ». « Pour échapper aux droits de douane », explique M. Jean-François Limantour, délégué général de l'Union française des industries de l'habillement (UFIH), « non seulement le tissu et le vêtement doivent avoir été faits sur place, comme c'est aujourd'hui le cas dans la Communauté européenne, mais le fil aussi ». Voir, dans certains cas, les fibres d'origine chimiques ou naturelles.

Un dispositif qui s'apparente fort à un verrouillage, les droits de douane appliqués par les États-Unis aux produits textiles étant sensiblement plus élevés que ceux de la Communauté : 19 % en moyenne pondérée pour les premiers, 11,5 % pour la seconde selon *The Economist Intelligence*.

Unit. Les conséquences sont faciles à imaginer. Il devient impossible à Denimay, pour ne citer que cet exemple, de fabriquer ses fameuses chemises Lacoste au Mexique avec des tissus ou du fil français, si le groupe souhaite échapper aux droits de douane à l'entrée aux États-Unis.

« Les Américains ont toujours été protectionnistes et n'ont jamais hésité à jouer des barrières non tarifaires », explique M. Albert Boumendil, PDG du groupe de confection Claude Bert implanté outre-Atlantique. Mais il s'agit, cette fois, de tout autre chose. De la tentative de recréer une filière textile de A à Z. Ces dernières années, leur « design » a rejoint celui des Européens. Leur manque d'une main-d'œuvre bon marché et la capacité à produire certains tissus.

La main d'œuvre bon marché, les industriels américains la trouveront au Mexique où la seule industrie du vêtement emploie déjà 214 000 personnes (165 000 en France) avec un salaire horaire de 2 dollars (10 francs), charges sociales comprises. Les tissus, la règle de la « triple transformation » devraient inciter à les fabriquer à nouveau eux-mêmes, même si les textes prévoient certaines dérogations à l'importation pour l'industrie canadienne ou des produits très particuliers comme le cachemire, le « Harris tweed » ou les « micro-fibres ». Bref, l'Amérique vise désormais ouvertement l'autosuffisance.

Renforcée encore par la faiblesse du dollar, cette nouvelle règle du jeu semble si protectionniste, qu'en Asie du Sud-Est comme en Europe, certains s'efforcent déjà d'en mesurer la compatibilité avec les dispositions plus générales du GATT. « Les Américains ont plutôt bien joué, commente M. Georges Jolles, le directeur général du groupe Bidermann International. Mais le risque n'est pas tant de voir décliner les exportations européennes - un déclin déjà bien entamé - que de voir arriver en Europe des produits asiatiques initialement destinés au marché américain. »

S'agit-il d'un véritable détournement des flux commerciaux dont nous ferions les frais et qui justifierait nos craintes devant les renégociations du GATT et de l'Accord multilatéral ?

## La résistance française

L'échec, lundi 12 octobre, des négociations du GATT - l'Union européenne a refusé d'accepter le principe de la « triple transformation » - a été souligné par le président de l'UFIH, M. Henri Weil, « a rendu toute son actualité aux négociations menées en parallèle sur la proposition de l'Accord multilatéral (AMF). La perspective d'un retour du textile et de l'habillement au sein du cadre général du GATT (régissant le commerce international) a, en effet, avec l'espoir d'un règlement rapide, l'industrie textile, seule de son espèce, devrait donc rester régie par les dispositions actuelles de l'AMF définies en 1980 » (*Le Monde* du 12 octobre) du 21 avril.

Des dispositions prorogées déjà jusqu'au 31 décembre 1992 et dont la Commission de Bruxelles négocie, au nom des États, une nouvelle reconduction. Une reconduction qu'elle souhaitait accompagner d'un « geste » en faveur des pays en voie de développement en proposant une forte progression de leurs quotas d'importation. Cette idée, défendue par les pays du Nord de l'Europe, a fait bondir les industriels asiatiques par le déficit commercial qu'ils en ont tiré, après jour, dans les pays développés, en général, et le Communauté, en particulier.

« Aux États-Unis », explique M. Dominique Jacomot (1), le déficit du textile-habillement est passé de 771 millions de dollars en 1987 à 26 milliards en 1989. Celui de la CEE, bien que quatre fois moindre (...), a doublé depuis 1980. Quant au solde commercial français, il est négatif de 22 milliards de francs (11 % du solde total de l'industrie manufacturière). Appuyée par le ministre français de l'Industrie et du Commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn, les Industriels demandaient un gel des importations.

Arbitré par l'Italie, l'Espagne et le Portugal, le conflit s'est soldé par un compromis. La Commission a reçu mandat de négocier avec les pays en développement une prorogation de deux ans de l'AMF avec une légère augmentation des quotas. Concession assortie d'une mise en garde contre les pratiques de dumping ou la contrefaçon.

« Nous avons évité le pire », assure M. Limantour. En réponse, la proposition de la Commission, la Communauté aurait signifié aux pays du tiers-monde qu'elle était prête à ouvrir son marché sans contrepartie.

P.-A. II

(1) *Le Monde*, les Textiles, de l'industrie que l'industrie du textile collection « Cyclope » des Textiles.

La parade? Que l'Europe imite les États-Unis, commentent unanimement les professionnels. Qu'elle adopte les règles américaines sur la « triple transformation » et mette en place une véritable police des frontières pour lutter contre les importations illégales. Qu'elle privilégie enfin les pays qui lui sont déjà associés, comme les pays de l'Est ou du Maghreb. Des pays qui joueraient alors, pour la Communauté, le rôle du Mexique pour les États-Unis. « La création de trois grands blocs économiques autour de chacun des pôles de la triade - États-Unis, Europe, Japon - serait une bien meilleure contribution à la survie de notre industrie que toutes les politiques commerciales mondiales négociées dans le cadre du GATT », tranche M. Charlier. Le PDG de DMC n'est pas le seul à le penser.

PIERRE-ANGEL GAY

(1) *Le Monde*, l'économie du 8 septembre.

(2) *la Tribune* du 14 septembre.

## Uruguay Round : M. Bush presse la CEE d'accepter les conditions des États-Unis

Le président américain, M. George Bush, a pressé la Communauté européenne d'accepter les conditions des États-Unis pour l'Uruguay Round. Le 13 octobre, à la veille du sommet de Birmingham où les chefs d'État des pays membres doivent notamment échanger les négociations de l'Uruguay Round (accord de libre-échange entre la CEE et les États-Unis) et les négociations de la CEE avec le Mexique et le Canada.

Dans sa missive, M. Bush a insisté sur le fait que l'Uruguay Round est « l'occasion » pour la CEE de « quelle que soit la politique intérieure ». Soulignant que les Américains ont « fait preuve de souplesse », le président des États-Unis invite donc les responsables européens à saisir cette chance d'accepter ses propositions, sans en aggraver les risques d'échec et le spectre d'une escalade de conflits commerciaux.

« On qu'on Allemagne », le ministre de l'économie, M. Jürgen Moosleiman, avait déclaré au sein même de la Communauté, le 13 octobre, que la Communauté « n'aurait plus jamais d'accord à aussi bon compte » avec les États-Unis. M. Rudolf Wartenberg, directeur général de la puissante Confédération allemande de l'industrie (BDI), a souligné que la CEE « ne peut pas se passer de l'intégration européenne », le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, a déclaré, jeudi : « J'ai toujours considéré que la Communauté européenne devait pouvoir être « non » à son grand frère si elle a des arguments raisonnables à faire valoir ».

De son côté, dans sa lettre publiée par le *Pigaro*, M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, a déclaré : « Même si l'Angleterre est un pays charnière (...), nous sommes les seuls à rester aux premières lignes ». Mais peut-être d'autres Européens ne sont-ils pas mécontents de voir les Français se battre en première ligne.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OCTOBRE 1992

## HAVAS

### RÉSULTATS SEMESTRIELS

Progression de 3,3 % du résultat opérationnel

Le Conseil d'Administration réuni le 8 octobre 1992 sous la présidence de M. Pierre Dauterive a arrêté les comptes de l'exercice 1991.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Havas s'élève à 14,3 milliards de francs au premier semestre 1992, soit une progression de 6,6 % la structure courante et de 6,8 % la structure et taux de change constants. Le chiffre d'affaires réalisé hors de France représente 33,8 % du chiffre d'affaires consolidé à fin juin 1992, 28,9 % au 30 juin 1991 et 30 % pour l'ensemble de l'exercice 1991.

Le résultat courant avant impôts s'élève à 1 399 millions de francs, en progression de + 3,3 % sur le résultat enregistré au premier semestre 1991 (938 millions de francs).

Les investissements du premier semestre 1992 atteignent 943 millions de francs contre 1 413 millions de francs pour le premier semestre 1991 et 1 200 millions de francs pour l'année 1991. Les investissements nets des cessions d'actifs représentent 809 millions de francs contre 572 millions de francs au 30 juin 1991 et 1 376 millions de francs au 31 décembre 1991. Ces chiffres ne reprennent pas les investissements des sociétés consolidées par mise en équivalence, notamment ceux réalisés par Eurocom dans le cadre de l'approvisionnement de Havas.

La capacité d'autofinancement des six premiers mois de 1992 s'élève à 635 millions de francs contre 591 millions de francs pour le premier semestre 1991, en croissance de 7,4 %.

La trésorerie nette, endettée financièrement à 2 495 millions de francs contre 1 939 millions de francs à fin décembre 1991. Elle n'inclut pas le produit de l'exercice des bons de souscription d'actions émis lors de l'augmentation de capital de 1989. L'exercice de ces bons, intervenu en juillet 1992, représente une trésorerie supplémentaire pour le Groupe, à compter du 1<sup>er</sup> août 1992, de 1 763 MF.

Comme par le passé et conformément aux prévisions, le Groupe Havas a réalisé des profits exceptionnels provenant de la cession de certains actifs. Mais contrairement au premier semestre 1991, qui avait enregistré la quasi-totalité du profit exceptionnel de l'exercice, le premier semestre 1992 n'enregistre que 110 millions de francs.

un titre. Toutefois, des éléments négatifs viennent compenser le résultat. Il s'agit notamment des difficultés rencontrées par Le Studio Canal+ aux États-Unis et des provisions constituées par EURO RSCG sur les titres Agis pour tenir compte de leur évolution en bourse.

L'addition du résultat courant avant impôts au 30 juin 1992, en progression de 3,3 % et du résultat exceptionnel, non comparable à celui du premier semestre 1991, conduit à un résultat net consolidé de 567 millions de francs au 30 juin 1992 contre 939 millions de francs au 30 juin 1991. Le résultat net part du Groupe s'élève à 431 millions de francs au 30 juin 1992 contre 655 millions de francs au 30 juin 1991.

D'autre part, le Conseil d'Administration a accepté une OPE d'Havas sur sa filiale Avenir Media, qu'elle détient à 56,8 %. Ce renforcement d'Havas Avenir Media permettra à Havas de développer davantage encore les synergies entre les activités du Groupe et de réaliser de nouvelles opérations de croissance externe sans faire appel au marché.

Le Conseil a également accepté la rachat par Havas d'une OPR portant sur le solde des actions restant dans le public, à la suite de la récente OPE sur Comareg.

### PERSPECTIVES

L'évaluation de l'ensemble des marchés à la fin du premier semestre 1992 permet d'envisager le développement de la conjoncture à très court terme. Toutefois, grâce à la poursuite à un rythme soutenu du développement de la France, à la contribution devenue positive de certaines filiales (Havas Tourisme, Europost), à la forte croissance du résultat de la C.I.T. et à la réalisation de résultats exceptionnels, le résultat net part du Groupe devrait pour l'ensemble de l'exercice s'établir à un niveau voisin de celui enregistré pour l'exercice 1991 (1 083 millions de francs).

Dans ce contexte, le Groupe Havas continuera à mettre l'accent sur les gains de productivité par des abaissements du point mort de l'ensemble des filiales.



Service Minitel Actionnaires : 36 16 CLIFF - Rubrique HAVAS

En septembre

## Le taux de chômage en Grande-Bretagne a dépassé 10 % de la population active

Pour la première fois depuis cinq ans, la Grande-Bretagne a vu en septembre son taux de chômage dépasser le seuil des 10 % de la population active. Selon les chiffres officiels publiés par le ministère de l'emploi - en données provisoires et corrigées des variations saisonnières - le pays comptait à la fin du mois dernier 2 843 000 demandeurs d'emploi, soit une augmentation de 32 200 par rapport à août.

Le taux de chômage est passé de 9,9 % en août à 10,1 % en septembre (contre 8,7 % en septembre 1991).

Le cap des trois millions de chômeurs pourrait ainsi être atteint d'ici la fin de l'année. Les chiffres de septembre comptent 1 000 licenciements dans les entreprises britanniques à l'occasion de la publication du programme de réduction de ce secteur (*le Monde* du 15 octobre). M. Gillian Shepherd, ministre de l'emploi, s'est dit « gravement préoccupé » par la situation et a annoncé que plus de 2 milliards de livres de crédits budgétaires (environ 17 milliards de francs) seraient débloqués pour des programmes de formation et de recyclage.







15/10/1992

# ÉCONOMIE

## AFFAIRES

L'annulation de la vente d'Adidas à Pentland

### BTF dans la main de ses banquiers

Dans un communiqué publié jeudi 15 octobre, M. Bernard Tapie a félicité de ce qu'Adidas France (BTF), dirigé par M. Elie Fellous, a dit prêt à accepter le développement d'Adidas. La bonne fortune de BTF dépend plus que jamais du bon vouloir de ses partenaires, banques et compagnies d'assurances.

Le salarié d'Adidas, l'actionnaire de Bernard Tapie Finance n'aurait pas été ménagé. En 1991, le premier acte approuvé par la firme a été de vendre deux ans après avoir été racheté par le patron de l'Olympique de Marseille, devenu membre du gouvernement français, puis ministre démissionnaire. Le groupe a retiré de l'affaire il aura vu le principal dirigeant du groupe, le président du conseil d'Adidas, M. Elie Fellous, porter l'annonce de la reprise, s'opposer au groupe Bernard Tapie et annoncer son départ au 31 décembre 1992, tout en continuant à gérer la firme comme si de rien était.

L'actionnaire, lui, a compris au juin qu'Adidas allait être vendu au groupe britannique Pentland, que le BTF était suspendu de l'attente du dénouement de la transaction, que les autres participations du groupe seraient aliénées et que Bernard Tapie Finance deviendrait, selon les déclarations de son nouveau président, M. Elie Fellous, une firme capable d'investir dans de nouvelles sociétés.

La défection de Pentland annoncée jeudi 15 octobre (le Monde du 15 octobre) remet les compteurs à zéro. Ce coup de théâtre n'a rien d'une péripétie mineure. La surprise avait été de l'ordre du BTF. Le groupe britannique, qui

disposait de 20,05 % de BTF GmbH, le holding de l'entreprise d'Adidas, avait signé le 7 juillet 1991 un accord de principe avec le groupe Adidas pour la vente de 79,95 % restants pour un montant de 621 millions de francs (soit 2,11 milliard de francs). La vente devait intervenir le 14 octobre, le paiement de la somme devant intervenir le 7 novembre.

Le groupe dirigé par M. Elie Fellous a justifié son refus par le fait que « de problèmes ignorés jusqu'à présent. La vente de BTF GmbH a été précédée par les dirigeants d'Adidas. Les analyses de la firme allemande ont été faites par Pentland depuis juillet 1991. Elles ont confirmé les problèmes que les dirigeants d'Adidas ont indiqués dans les bilans », précise un communiqué de la firme allemande. Elle est « vivement déçue par le fait que BTF GmbH ait refusé d'accepter une réduction du prix de 30 millions de francs, ce qui aurait permis d'allonger les délais de paiement, de réduire les risques d'insolvabilité et de permettre à BTF GmbH (le Crédit Lyonnais, les AGF et la banque Worms). Difficile d'y voir clair. BTF GmbH a refusé de réduire son prix au sein de la nouvelle firme monétaire. Les investisseurs de la firme d'Herzogenaurach en seraient très déçus.

### Le Lyonnais

Ce retrait contraint BTF à se recentrer sur Adidas et à réviser ses perspectives financières. Le produit de la vente d'Adidas devait être en partie affecté au développement du groupe, dont les prêts s'élevaient à 800 millions de francs. « Sans échéance importante à court terme », indique M. Elie Fellous. Le groupe a obtenu l'été dernier pour rembourser les emprunts contractés lors du rachat d'Adidas et serait exigible que dans trois ans.

Redevenu propriétaire d'Adidas, BTF a besoin de l'argent de ses associés et de ses banquiers pour assurer le développement. Celui-ci serait acquis, si l'on en croit le groupe. L'ensemble des actionnaires français d'Adidas s'y est engagé, dit M. Fellous, qui prévoit de recapitaliser Adidas à hauteur de 150 millions de francs (510 millions de francs). M. Tapie a mis la contribution. Le Crédit Lyonnais a accepté qu'il devrait suivre. Les AGF étudient la question de la contribution et précisent-on laconiquement au siège de la compagnie.

M. Bernard Tapie a tout son temps à l'heure politique. Dans un entretien publié vendredi 16 octobre par le *Provençal*, au sujet de la situation de l'entreprise d'Adidas, M. Bernard Tapie déclare qu'il ne souhaite pas « destituer » (son) « à l'heure politique, dans le cas de Marseille », et ajoute qu'il « étonnant » qu'il ne participe « d'aucune manière » aux élections municipales.

Après la tentative de déstabilisation de son groupe

### M. Lagardère veut faire la lumière sur les « agresseurs » d'Hachette

M. Jean-Luc Lagardère, PDG de Hachette, s'est engagé devant l'assemblée générale des actionnaires à faire toute la lumière sur le rattachement « sauvage » des titres du groupe entre le 5 et le 9 octobre. Il a également annoncé une remise à plat des NMPP et des résultats positifs en 1992.

Devant l'assemblée générale des actionnaires du groupe Hachette, réunie en session extraordinaire jeudi 15 octobre, M. Jean-Luc Lagardère, PDG, a dénoncé « la rapidité de certains agresseurs » et réaffirmé sa volonté de contrer leurs manœuvres. Après le raid boursier subi dans la semaine du 5 au 9 octobre par le groupe Hachette, M. Lagardère n'a pas renouvelé les accusations publiques portées par la direction d'Hachette contre le groupe Havas.

Dans l'entourage de M. Lagardère, certains réaffirment la responsabilité de M. Pierre Dauterive, PDG d'Havas, qui, appuyé sur des personnes (et non des groupes) extérieures à Havas, a tenté de déstabiliser Hachette et sa fusion avec Matra. M. Lagardère s'est déclaré confiant dans l'enquête que mène la Commission des opérations de Bourse (COB). Il a aussi ajouté que Hachette avait les moyens d'identifier les raiders. Un nouvel affrontement ne semble pas exclu par les dirigeants du groupe Hachette.

Au cours de cette assemblée générale, M. Lagardère a précisé que les trois étapes de la restructuration du groupe (recapitalisation d'Hachette,

simplification juridique et absorption de Matra par Hachette, le tout entraînant par une société en commandite par actions) seraient mises en œuvre simultanément. Cette opération multiple devrait être achevée avant la fin de l'année fiscale 1992. La parité d'échange entre les titres Matra et Hachette devrait être rendue publique à brève échéance. Les dirigeants du groupe Hachette semblent aussi confiants dans les conclusions du rapport que les experts du tribunal de commerce doivent remettre à la fin du mois d'octobre et qui est consacré à la gestion de La Cinq par Hachette.

### Résultat positif en 1992

Pour le premier semestre 1992, M. Lagardère a annoncé une perte de 39,3 millions de francs pour le premier semestre de 1992. Compte tenu du caractère saisonnier de l'activité d'Hachette et des plus-values de cessions à venir, le groupe maintient sa prévision d'un résultat positif entre 100 et 200 millions de francs sur l'ensemble de l'exercice. Le chiffre d'affaires consolidé au premier semestre s'est établi à 14,5 milliards de francs, en recul de 2,4 %, mais en hausse de 3,8 % à structure comparable. Ce recul correspond à la cession des groupes Daud (imprimerie) et Krass (édition).

Au cours de cette même assemblée générale, M. Jean-Luc Lagardère a réitéré les propos qu'il avait tenus en septembre devant la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur la presse et l'audiovisuel. Le président d'Hachette a ainsi indiqué

qu'il souhaitait « une remise à plat » du fonctionnement des Messageries de la presse parisienne (NMPP). « Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis que les NMPP sont essentiellement chargées de distribuer la presse quotidienne.

Aujourd'hui, les NMPP distribuent davantage de magazines que de quotidiens. Une commission composée de représentants d'Hachette, de la presse quotidienne et magazine et de travailleurs de cette remise à plat.

VMM MAMOU

Dans le cadre de son plan de retour à l'équilibre

### Air France envisage des modifications du statut de son personnel

La direction d'Air France envisage de modifier le statut de son personnel, notamment celui des agents de bord, pour accompagner d'une offre de congé de conversion assorti d'une offre de reclassement externe. La CGT a appelé à la grève vendredi. Les autres organisations syndicales ont refusé les règles de détachement dans les lignes. Aujourd'hui, le personnel de la compagnie peut être détaché dans une autre compagnie pour une durée de six mois renouvelable. La direction d'Air France envisage de modifier ces dispositions supplémentaires prévoyant un emploi dans une filiale après suspension du contrat de travail avec la maison mère.

dispositions du statut du personnel au sein de la compagnie qui définit les conditions de licenciement économiques pourrait être révisé pour tenir compte de l'aptitude professionnelle du personnel plutôt que de son ancienneté. Actuellement, les derniers arrivés dans la compagnie sont les premiers licenciés, ce qui ne correspond pas à l'équilibre du groupe.

La direction d'Air France envisage également d'introduire un nouvel article (2 bis) dans le statut de son personnel qui lui permettrait de modifier les règles de détachement dans les lignes. Aujourd'hui, le personnel de la compagnie peut être détaché dans une autre compagnie pour une durée de six mois renouvelable. La direction d'Air France envisage de modifier ces dispositions supplémentaires prévoyant un emploi dans une filiale après suspension du contrat de travail avec la maison mère.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### LE GROUPE BNP AU PREMIER SEMESTRE 1992

Résultat d'exploitation en hausse : + 6,8 %  
Résultat net en repli (-13,4 %) en raison des provisions (+ 13,6 %)

Le Conseil d'Administration, réuni le 7 octobre 1992 sous la présidence de M. René THOMAS, a pris connaissance des résultats consolidés du premier semestre 1992.

Groupe BNP				
En millions de francs	1992	1991 (1)	Variations 92/91	
			En MF	En %
RESULTATS				
Produit Net Bancaire	19.485	18.864	621	+ 3,3
Frais de gestion	(13.890)	(13.615)	(265)	+ 1,9
Résultat d'exploitation	5.605	5.249	356	+ 6,8
Provisions pour créances et risques généraux	(4.114)	(3.620)	(494)	+ 13,6
Résultat net d'ensemble	1.533	1.774	(241)	- 13,6
Résultat net, part du groupe	1.333	1.539	(206)	- 13,4

(1) Résultats convertis aux cours de change du 31 décembre 1991.

L'activité de la banque s'est inscrite dans un contexte économique caractérisé par un ralentissement de la demande de crédit, la baisse de la collecte des dépôts à vue en par la dégradation de la situation de certains emprunteurs, dans l'immobilier.

Le groupe BNP, malgré ce contexte, a amélioré son résultat d'exploitation, grâce à la poursuite des actions antérieurement entreprises sur les marges, les commissions et les coûts et à la mise en œuvre d'une nouvelle dynamique commerciale dans les relations avec la clientèle des particuliers.

Le résultat d'exploitation du premier semestre a été de 5.605 millions de francs, en hausse de 6,8 % sur celui du premier semestre de l'an dernier. Cette évolution n'a pas été significativement affectée par des changements de périmètre ou de méthode comptable.

En France, le volume des crédits en francs a progressé de 4,3 % au cours du semestre, dont 5,5 % pour les entreprises et 2,2 % pour les particuliers. Les dépôts en francs collectés par la banque ont légèrement fléchi, de 1,4 % : les ressources réglementées et les PEP ont poursuivi leur progression, à l'inverse des dépôts à vue et des ressources à taux de marché. L'encours moyen de l'actif net des O.P.C.V.M. gérés, soit 196 milliards de francs, a progressé de 6,1 %, dont 6,6 % pour les O.P.C.V.M. monétaires et 5,2 % pour les O.P.C.V.M. non monétaires.

La marge globale d'intermédiation sur les emplois en francs, dont la baisse avait été continue au cours de l'année 1991, s'est redressée légèrement au cours du premier semestre 1992 par rapport au niveau de la fin 1991. Le produit des commissions a augmenté de 15 % et représente plus de 26 % du produit net bancaire.

A l'étranger, après une forte augmentation en 1991, l'activité des sièges s'est stabilisée, le contrevalet en francs des résultats d'exploitation, qu'en hausse, a été affecté par les variations des cours de change : ils sont cependant restés élevés en EUROPE et continuent à s'améliorer en AMERIQUE, ASIE-OCEANIE, AFRIQUE et PROCHE-ORIENT.

Le résultat consolidé d'ensemble a été de 1.533 millions de francs, en diminution de 13,6 %. Le résultat net, part du groupe diminue également de 13,4 % pour s'établir à 1.333 millions de francs.

La dotation du semestre des provisions a été augmentée au total de 13,6 % à 4,1 milliards de francs.

Les provisions pour risques spécifiques, en augmentation de 39 % environ, ont été portées à 4,6 milliards de francs : elles ont progressé de façon sensiblement parallèle à France et à l'étranger.

En outre, conformément à la décision de l'Assemblée des activités de la B.A.I.I. sur la gestion d'actifs, une provision de plus de 400 millions de francs a été constituée dans le semestre afin de couvrir les coûts de restructuration prévisionnels des activités appelées à être interrompues.

Enfin, le groupe a continué d'alléger son portefeuille de créances souveraines, par cession sur le marché secondaire ou par renouvellement de lignes échues. Les provisions correspondantes ont pu être reprises pour un montant proche d'un milliard de francs, tandis que le niveau de couverture global des risques portant sur plus de 70 pays, y compris ceux de la C.E.I., était maintenu à 57 %, niveau atteint à la fin de 1991.

La contribution des sociétés consolidées par équivalence aux résultats du groupe a entraîné une diminution de 204 millions de francs.

Le groupe a mené à bien, au cours de ce premier semestre, la seconde tranche de réévaluation de son patrimoine immobilier. Ajoutée à la mise en réserve des résultats non distribués de l'exercice 1991, l'opération, qui a eu pour effet de réduire les résultats consolidés, a permis de porter à 48,9 milliards de francs le montant des fonds propres stricto sensu à 54,3 milliards de francs le total des fonds propres et titres assimilés.

Au total, le premier semestre a montré la capacité du groupe BNP à faire face à un environnement difficile. Pour le second semestre, il est à craindre que cet environnement, les événements actuels, les marchés, contribuent au maintien d'une situation peu favorable à l'activité des banques.



BNP. TOUT CE QU'UNE BANQUE DOIT VOUS APPORTER.

### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL SOCIÉTÉ COTONNIÈRE DU TCHAD « COTONTCHAD »

#### PROGRAMME DE PRODUCTIVITÉ 1993/1994

La Société cotonnière du Tchad « COTONTCHAD » lance un avis d'appel d'offres internationaux pour la fourniture des produits agricoles cités ci-après :

- INTRANTS N° 1 : INSECTICIDES C.E. POUR TRAITEMENT**  
TIV 10 LITRES/HA TOUTS LES 7 JOURS.
- Lot n° 1 : Simple (pyréthrinolide seul)  
Quantité nécessaire pour 10 traitements tous les 7 jours sur 10 000 ha.
  - Lot n° 2 : Aphticide  
Quantité nécessaire pour 10 traitements tous les 7 jours sur 90 400 ha.
- INTRANTS N° 2 : ENGRAIS (en sacs de 50 kg)**
- Lot n° 3 : Engrais NPKSB 4 500 tonnes
  - Engrais chlorure de potassium 11 tonnes
  - Engrais phosphate d'ammoniaque 1 tonne
  - Engrais sulfate d'ammoniaque 1 tonne

Les 2 cahiers des charges (intrants n° 1 et 2) sont disponibles au prix de 200 000 F CFA (4 MF FF) à partir du 19 octobre 1992 aux adresses suivantes :  
COTONTCHAD - B.P. 1116 N'DJAMENA (Tchad).  
Tél. : 51-41-32 et 51-20-70 - Telex : 2100 KD.  
COTONTCHAD, 13, rue de Monceau 75008 Paris.  
Tél. : 43-99-54-05 - Telex : 644046 F.  
Limite de dépôt des offres : le 19/11/92 à 17 h à Paris le 24/11/92 à 17 h à N'Djamena.

base indicat

base

base

base POP

base POPULARE







## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 16 OCTOBRE

**Cours relevés à 13 h 30**[illegible]**COMPTANT**

(injection)

**SICAV**

(collection)

**15/10**

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - + : prix précédent - m : marché comble











هكذا من راصل

24 ■ Samedi 17 octobre 1992 ■

# Le Monde

A deux mois des élections professionnelles

## Des syndicalistes policiers de la FASP entrent en dissidence

Tandis que la Fédération autonome des syndicats de policiers (FASP), majoritaire chez les policiers en tenue, annonce des « Etats généraux de la police parisienne », mercredi 21 octobre, une crise secoue le Syndicat général de la police (SGP), son organisation sur le ressort de la Préfecture de police de Paris. Le Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC) est également secoué par une crise interne, confortant ainsi l'image d'un syndicalisme policier de plus en plus déstabilisé.

Deux ans après l'élection brutale, en septembre 1990, d'un secrétaire général à la forte personnalité, M. Bernard Delaplace, la FASP, qui fut le principal soutien de la gauche dans le monde policier, semble vivre une nouvelle crise qui pourrait la fragiliser à deux mois des élections professionnelles, fixées à la mi-décembre. Ce n'est certes pas l'avis de M. Richard Gerbault, le successeur de M. Delaplace, qui ne voit là qu'un épiphénomène et se déclare confiant sur l'issue de la consultation : « La microcosme syndical s'agit de la base, à la base les policiers veulent des revendications réalistes. Notre ligne d'autonomie et d'indépendance nous a renforcés. La problème, c'est qu'à Paris des responsables n'ont pas fait leur travail et n'ont pas répondu aux attentes des gens qui ne veulent pas d'un syndicalisme technocratique ».

M. Christian Castagnet, Francis Maunet et Yannick Danio, les trois « idoles » du SGP font évidemment un constat : « Nous sommes envahis, Brandissant le drapeau de la révolte contre une gestion de leur Fédération qu'ils n'acceptent pas de

qualifier de « dictature ». La menace d'une liste dissidente sur la région parisienne. Tous trois membres du bureau du syndicat parisien, élus du personnel et, jusqu'au début de ce mois, responsables de la FASP sur Paris, ils affirment avoir réuni une centaine de délégués parisiens, le 9 octobre, qui les ont mandatés pour exiger un congrès extraordinaire. Ils ont, de plus, déposé une « démission » d'une association intitulée « Défense de la démocratie et du droit d'expression dans le syndicalisme policier du SGP » (secrétariat général pour l'administration de la police de Paris).

**Menaces et dépit de plainte**

Présentant cette association, ils accusent les treize membres du bureau du syndicat parisien de la FASP de « définir eux-mêmes la politique syndicale » et d'être « à la fois pouvoir exécutif et législatif ». « Concrètement, treize personnes décident pour 25 000 policiers. Il n'y a pas de conseil d'administration pour définir la politique syndicale : les 300 délégués syndicaux n'ont pas leur mot à dire. L'énigme de cette querelle de famille est que le « leader » de cette fronde, M. Castagnet, était encore, il y a deux semaines, le « directeur de cabinet » du secrétaire général de la FASP et, donc, l'un de ses principaux collaborateurs. De plus, cette polémique démontre publiquement l'opposition des policiers qui ont souvent les mêmes attitudes politiques. M. Castagnet ne faisant pas mystère de son engagement au Parti socialiste.

Tout a commencé le 2 octobre, lors d'une réunion du SGP durant laquelle M. Castagnet assure avoir fait l'objet d'agressions verbales et de menaces de mort, contre lesquelles il a d'ailleurs déposé plainte auprès de ses collègues du commissariat de police.

de La Villette. Estimant que, par ce geste, il choisissait, ainsi que ceux qui le soutenaient, « une voie extrême au syndicat », M. Gerbault a remis à disposition de l'administration M. Castagnet et Danio, qui ont depuis reçu notification de leurs affectations dans des services de sécurité publique, en région parisienne pour l'un et en province pour l'autre.

Selon les dissidents, qui affirment être sanctionnés par les camarades « pour excès de zèle », l'enjeu de cette crise touche à l'orientation du syndicat que sa direction entrainerait sur une orientation plus radicale, sur fond de recensement des difficultés internes du PS et à ses batailles de courants : « La ligne d'autonomie et d'indépendance », explique M. Castagnet, est bien en théorie, mais fabrique en pratique de plus en plus de flics d'extrême droite ». M. Gerbault réplique : « La seule façon de ne déstabiliser, c'est de ne pas intervenir sur le terrain politique et de faire croire que je veux gâcher la ligne. Ce n'est pas vrai ! En fait, cette crise semble recouvrir tout à la fois des rivalités entre socialistes, liées aux inquiétudes à l'approche d'une nouvelle alternance, et une ligne de fracture entre policiers parisiens et policiers provinciaux, sensible au-delà de la FASP.

**Conflit entre parisiens et provinciaux**

Une autre crise vient en effet de secouer le syndicat majoritaire chez les inspecteurs avec l'exclusion, le 8 octobre, du responsable régional pour l'Ile-de-France du Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC), M. Michel Michoud. Le conflit refait surface tout, et jusqu'à présent, les traditionnelles tensions existant chez les inspecteurs entre les « parisiens » et les « provinciaux ». La direction du SNAPC a en effet reproché à M. Michoud « des attitudes d'indépendance qu'il a manifestées depuis un an, surtout à l'égard des parisiens de la ligne syndicale », affirme ainsi M. Alain Brillet, secrétaire général du SNAPC.

C'est la récente diffusion d'un tract par les « parisiens » qui a fait déborder le vase : le document indiquait en substance que l'application aux inspecteurs des accords « Donsauf » sur la fonction publique correspondait à une dévalorisation du corps ; le SNAPC avait aussi entendue que les inspecteurs de Paris et de la région parisienne risquaient de se voir fermer toute possibilité de mutation en province. Autant de sujets sur lesquels les inspecteurs ont une sensibilité à fleur de peau. Or, pour M. Brillet, il s'agissait d'une manœuvre de « désinformation » de la part du principal responsable du SNAPC en Ile-de-France.

Contestant les conditions de son exclusion, confirmée par les instances statutaires du syndicat, M. Michoud a déposé une plainte en référé contre cette mesure. Une première audience s'est tenue, jeudi 15 octobre, au tribunal de grande instance de Paris, et le dossier a été renvoyé pour être plaidé sur le fond. Dans le même temps, un ex-adjoint de M. Michoud a déposé plainte pour « voies de fait » après que la porte de son bureau ait été fermée au siège du SNAPC et l'enquête a été confiée à la police judiciaire parisienne. La direction du SNAPC s'efforce de déamorcer la crise en effectuant une série de visites dans les services de Paris et de la région parisienne.

EDWY PLENEL

### EN BREF

■ **COMORES** : une mutinerie dans l'armée aurait fait au moins cinq morts. - De sources sûres, on a indiqué, vendredi 16 octobre, que des affrontements entre des soldats loyales et des mutins qui avaient attaqué le camp de Kamoudi, près de Moroni, pour tenter de libérer leurs camarades incarcérés après la tentative de coup d'Etat du 26 septembre, ont fait cinq de six morts, dont quatre au moins du côté des forces régulières. Selon des déclarations, le bilan pourrait même atteindre quinze morts, alors que, de source officielle, il n'y aurait que deux victimes. - (AFP)

■ **ÉGYPTE** : un survivant a été déposé des débris du crash. - Alors que le bilan, toujours provisoire, est de 520 morts et plus de 5 300 blessés, un homme a été déposé, vivant et pratiquement

Comme en Suède

## La crise bancaire s'aggrave en Finlande

de notre correspondant

Les cinq plus grandes banques d'affaires finlandaises ont présenté jeudi 15 octobre, le « jeudi noir » redouté, leurs résultats pour les huit premiers mois de l'année. Il s'agit de pertes record dans l'histoire bancaire de la Finlande. Les résultats d'exploitation totalisent des pertes de 4,6 milliards de markka (6,2 milliards de francs), qui devraient atteindre 11 milliards à la fin de l'année.

Les pertes sur crédit, actuellement de 5,6 milliards, pourraient atteindre 16 milliards pour l'ensemble de 1992. La demande intérieure décroît sans cesse, les faillites de PME se multiplient et les crédits à risques devraient s'élever à 30 milliards de markka pour 1992. Les fusions attendues, qui auraient permis de réduire la surcapacité du système bancaire, ne sont pas encore à l'ordre du jour. En début de semaine,

les négociations entre le holding Unitas et la SKOP, sous tutelle de l'Etat depuis plus d'un an, avaient échoué.

L'Etat va donc assurer un contrôle de plus en plus serré des activités bancaires à travers le Fonds de sécurité, « boîte de sauvetage », qu'il a créé. Sur les 20 milliards de markka qui lui avaient été réservés à cet effet, 9 ont déjà été utilisés, et le Parlement devrait voter une extension des ressources. Jeudi, le Fonds a fixé les conditions de l'aide aux banques en détresse en leur interdisant de faire faillite.

En Suède, où la crise bancaire s'aggrave aussi rapidement, les pertes sur crédit devraient atteindre 100 milliards de couronnes (90 milliards de francs) pour l'année 1992. La SE-Banken affiche ainsi 7 milliards de pertes sur crédit pour les huit premiers mois de l'année et un résultat d'exploitation dans le rouge de 2,6 milliards de couronnes.

FRANÇOISE NIÉTO

## A nos lecteurs

Depuis le début de la semaine, en raison d'un conflit social lié à une réorganisation du service de diffusion de notre journal décidée par la direction, la distribution du Monde est fortement perturbée. Des cadres et des employés du journal observent, chaque jour, deux heures d'arrêt de travail entre treize heures et quinze heures, c'est-à-dire au début du tirage du

journal. Il en résulte d'importants retards dans l'approvisionnement des kiosques et nombre d'abonnés ne reçoivent pas le journal en temps voulu. La direction du Monde tient à faire savoir aux lecteurs et aux lectrices qu'elle est la première à regretter cette situation et qu'elle s'emploie à trouver une solution à ce conflit.

**CARNEGIE®**  
Leader mondial de la Formation  
STAGES DE QUALITE



Comment progresser en

- ★ confiance en soi
- ★ communication
- ★ leadership
- ★ mémoire
- ★ gestion du stress
- ★ épanouissement
- ★ expression en public
- ★ réunion, entretien

Venez voir !

**CONFÉRENCES GRATUITES**  
« L'Art de Communiquer »  
• Gare de Lyon, Hôtel Fronteur  
jeudi 15 octobre : de 19h à 20h45  
• 90 CHAMPS-ÉLYSÉES  
samedi 17 octobre : de 15h30 à 17h15  
• 33 Avenue de WAGRAM  
dimanche 18 octobre : de 11h à 20h45  
• SAINT GERMAIN  
Pavillon Henri IV, 21 rue Thiers  
20 octobre : de 19h à 20h45

**ENTRAÎNEMENTS DALE**  
**CARNEGIE®**  
Stages dans 30 villes en France pour  
Sociétés, Administrations, Particuliers  
Siège : Sté Wayne Tél. 1.39.54.61.66

### SOMMAIRE

<b>CI DU JOUR</b>	
Ci line face à Rajchman	2
<b>ÉTATS GÉNÉRAUX</b>	
Ruote : mis en cause par M. Et- sur, M. Gerbault s'interroge sur la publication tardive du docu- ment concernant le massacre de Kosovo	3
La rencontre entre M. Paris et les dirigeants allemands du Kosovo	4
Un entretien avec le premier minis- tre roumain	5
Etats-Unis : M. Bill Clinton se réserve son rôle	6
Le « européen » de Birmin- gton	8
Arrogance : un second tour serait organisé pour l'élection présiden- tielle	7
<b>PLUTIQUE</b>	
Le financement des partis et des candidats	9
La gauche socialiste envisage de renouer avec le PS	10
Le quatrième jour de grève en France	10
<b>SAISON</b>	
Le colloque international « Résis- tance et mémoire » et l'insur- rection du Centre d'histoire de la Résistance et de la déportation à Lyon	12
Juste face : M. Michel Noir est mis en cause par les anciens régisseurs de son journal éditorial	13
Educatif : les écoles restent fer- mées en Guadeloupe	13
Qui s'agit-il ? par Claude Sar- raute : « Justicier de l'ombre »	13
<b>CULTURE</b>	
Musiques : Puccini sans choroïdes	15
Théâtre : « Knock » de Jules Rousselle et le « Héros » de Michel	15

<b>Arts</b> : Pincemolin expose ses pen- sées récentes	15
<b>ÉCONOMIE</b>	
Les grandes manœuvres du com- merce international : la tentée euro- péenne face à la « forteresse Amé- rique » ; M. Bush presse la CEE d'accepter les conditions améri- caines dans l'Uruguay Round	17
Crise ouverte à la CFTD	18
L'annulation de la vente d'Adidas à Panteland	19
M. Lagarde veut faire la lumière sur les « agresseurs » d'Yvetot	19
<b>SANS VISA</b>	
« Calcutta », le médiateur des troi- sièmes : Les roses rouges de la Neva ; Rien de rien à déclarer à l'entrée ; Le royaume d'« Change- ment d'adresse à l'Intelligence Ser- vice »	25 à 32
<b>Services</b>	
Abonnements	10
Annuaire classé	18
Carnet	22
Jeux	30
Tec-o-tec	20
Marchés financiers	20 et 21
Météorologie	22
Philatélie	22
Radio-télévision	23
Spectacles	24
Week-end d'un chineur	22
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM	
Ce numéro comporte un cahier « Sans visa » folios 25 à 32	
Le numéro du « Monde » daté 16 octobre 1992 a été tiré à 484 449 exemplaires.	

**TISSUS**  
depuis  
30F  
le mètre

**LE MAGASIN**  
**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

**LE LIVRE DU JOUR**  
**MARABOUT**

**TESTER**  
**ET ENRICHIR**  
**SON**  
**VOCABULAIRE**

42 F

**M. Alphandéry**  
invité du « Grand Jury  
RTL-le Monde »

M. Edmond Alphandéry,  
Député CDS de Maine-et-Loire,  
sera l'hôte de l'émission « Grand Jury  
RTL-le Monde » diffusée  
le dimanche 18 à 18 h 30 à  
19 h 30.

M. Alphandéry, spécialiste  
des questions économiques et  
budgétaires au groupe cen-  
triste, répondra aux questions  
d'élus locaux et d'habitants  
de la région de Nantes, en de-  
mandant au Monde, et de  
Dominique Pennequin en de-  
mandant au Monde, et de  
Jeanine Rivmond de RTL, le  
dimanche 18 dirigé par Henri  
Marquet.

**LES CAHIERS**  
DE SCIENCE : LES GRANDS PROJETS SCIENTIFIQUES DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE

**DE SPOUTNIK**  
**A GAGARINE**  
les débuts de la course à l'espace

REVUE D'ESPACE  
POUR L'HOMME NOUVEAU P. 6  
GAGARINE DE RUSSIE P. 14  
4 OCTOBRE 1957 : LE MONDE  
DECOUVRE SPOUTNIK P. 36  
22 AVRIL 1961 : GAGARINE  
EST LE PREMIER HOMME  
LA VÉRITÉ SUR SON VRAI P. 56  
NOSTALGIE GAGARINE  
ACQUÉLLE LE HÉROS P. 72  
25 OCT 1961  
KENNEDY ANNONCE  
UN AMÉRICAIN SUR  
LA LUNE EN 1969 P. 78  
DE LA SCIENCE P. 78

**L'HISTOIRE DES SCIENCES**

**LA NAISSANCE HÉROÏQUE**  
**DE L'ASTRONAUTIQUE**  
**SOVIÉTIQUE**

L'affrontement symbolique  
avec les États-Unis.

**LES CAHIERS**  
**DE SCIENCE & VIE**  
LES GRANDS PROJETS SCIENTIFIQUES DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE

Chaque jour  
dans  
**Le Monde**  
une grande enquête :  
**DÉSARROIS AMÉRICAINS**  
du lundi 19 (daté 20)  
au vendredi 30 (daté 31 octobre)



Le Monde

# S A N S • V I S A

## Calcutta, le médecin des trottoirs

Depuis treize ans, un médecin anglais, le docteur Jack Preger, soigne les plus pauvres des plus pauvres habitants de Calcutta, dans sa clinique installée sur un trottoir de Middleton Row. Un jeune photographe suisse, Benoit Lange, lui a consacré un livre. Rencontre.



PHOTOS BENOIT LANGE

En dix minutes, la rue s'est remplie d'un trottoir à l'autre. L'eau monte. Jusqu'à la cheville, jusqu'au... Une voiture passe très doucement en faisant des vagues, hoquette. Un scooter disparaît jusqu'à la selle. La voiturette du marchand de... passe, comme un bateau. Deux rickshaws... par des hommes-chevaux se croisent. L'éventaire d'un marchand de fruits s'est répandé, et des gamins... dans le courant, des concombres, des... des poires et les apportent tout suants au resto voisin, quelques mètres plus loin qu'au... L'eau secoue tout, passe sous les portes, pénètre dans les boutiques pourant surélevées. Ceux qui vivent sur le trottoir tentent de trouver une position plus élevée sur des... deux roues de plusieurs mètres de long qui peuvent porter plusieurs tonnes de marchandises. Accrochés sur des marches, reproposés sous une couverture, ils semblent accrochés là comme des insectes pris.

Les embouteillages de la ville ont laissé la place à une rivière de détritus de toutes sortes qui passent dans le courant : coques de noix, écorces de citrons, cartons, épluchures, cadavres indéterminables, un préservatif flétri. Les rats s'enfuient en famille. Un homme met sous son bras son grand parapluie noir et plonge sous une grille pour rentrer chez lui. Une fois de plus, le chantier du métro, qui, depuis quinze ans, évacue nord-sud la ville, n'est plus qu'un fleuve de boue. Devant le Park Hotel, sous l'œil intéressé du gardien en uniforme, des garçons tendent une étoffe pour arrêter les poisons qui sont sortis du fleuve. Un peu partout, les grenouilles qui coassent font une musique insolite au milieu des immeubles. La pluie ralentit. Dans la chaleur de l'été, tout est rafraîchi, non pas lavé, mais... Dans quelques heures, l'eau sera partie, évaporée, laissant sur

les chaussées de la boue et des immondices. C'est la météo à Calcutta... Qu'on vis non pas comme une catastrophe, mais comme la neige en hiver. La vie continue, les boutiques sont ouvertes. C'est le meilleur moment de l'année pour les tireurs de rickshaw qui courent dans l'eau et sont, pour quelques heures, le seul moyen de locomotion de la ville. Les bureaucrates cravatés, pantalon retroussé jusqu'aux cuisses, vont au travail. On s'active devant les autos immobiles, le capot ouvert.

Dans le centre, près des magasins, des salons de thé et des meilleurs restaurants, à quelques mètres du consulat de France, « la » clinique où un médecin anglais, le docteur Jack Preger, soigne depuis treize ans, six jours sur sept, les plus pauvres sur un trottoir. Gratuitement. Middleton Row est une rue plutôt bourgeoise avec, à l'entrée, les vitrines du magasin de souvenirs pour touristes devant lesquelles les lépreux vistes arrêtent inmanquablement en vous mettant son moignon sous le nez. Au fond, une église blanche, catholique, près de l'entrée de Loreto School, le meilleur collège pour jeunes filles que dirigent les sœurs de Loreto; à droite, le Royal Turf Club « for members only ». A gauche, sur le trottoir devant le presbytère Saint-Thomas, la file des patients se reflète dans les flaques. Les jeunes collégiennes, en sari ou en tenue européenne, qui arrivent à pied ou en voiture, ne semblent pas les voir. Comme s'ils étaient invisibles.

Il y a plusieurs cantabes qui viennent là pour être soignés, pour consulter le médecin des rues, dont ils ont appris l'existence par le bouche à oreille. Quelques baches, qui protègent du soleil ou de la mousson, pas très différentes de l'éventaire voisin du marchand de thé ou du marchand de chapatis, signalent cette initiative impressionnante d'un homme seul, discret, entêté, qui, malgré

les épreuves administratives infinies, poursuit son œuvre sur quelques mètres carrés de toile plastique posée à même le sol de la rue. Le docteur Jack Preger s'enorgueillit de ce titre de médecin des trottoirs. Il serait sans doute resté inconnu de l'Occident s'il n'y avait eu, à la fin de 1991, la publication chez un éditeur suisse d'un album qui ne ressemble à aucun

autre. Dans Calcutta, le médecin des oubliés, de Benoit Lange (1). Des images inoubliables, en noir et blanc, qui vous plongent, même si votre corps défendant, dans le monde de la maladie et de la misère, mais sans misérabilisme. Benoit Lange ne serait peut-être jamais devenu photographe professionnel s'il n'avait rencontré le docteur Preger. Né en 1965

Morgins, dans le Valais suisse, après des diplômes de cuisinier et de boulanger-pâtisier, il avait vingt et un ans quand il est parti pour l'Inde en 1967, avec quelques quatre-vingts kilos de médicaments, dans l'intention de travailler pour les Missionnaires de la charité de Mère Teresa. En arrivant à Calcutta, il a trouvé une ville totalement différente de celle à laquelle il s'était préparé. « On m'avait parlé de la pauvreté, de la misère, des mendiants, des vols, dit-il. On ne se prépare pas à Calcutta, on vit Calcutta au jour le jour. Il y a trop de préjugés sur cette ville, on la dépeint trop noire et trop triste et on dépeint cette misère d'une manière cruelle. Moi, je n'ai pas senti la misère d'une manière agressive. Je l'ai sentie colorée, vivante, plus vivante dans ce pays misérable que ce qu'on sent en Europe. Ça bouge plus, ça vit plus et ça survit plus. » se bat beaucoup plus pour la vie. »

Après avoir travaillé pendant quelques semaines au mouoir de Mère Teresa à Calcutta, il a décidé d'aller voir cette clinique de la rue dont on lui avait parlé. « Ça a été le choc. Cet homme qui déroulait chaque matin son bout de plastique pour soigner les gens, cela m'a impressionné. En 87, cela faisait sept ans qu'il était là. Il était encore le seul médecin, avec huit volontaires occidentaux et une dizaine de Bengalis qui travaillaient avec lui. Et il y avait là deux ou trois cents personnes qui venaient se faire soigner. » D'avoir rencontré le médecin anglais a donné un sens à sa vie. Il a commencé par travailler avec lui pendant près de deux ans sur différents voyages. C'est là qu'il a rencontré sa femme, Valérie, venue comme volontaire chez Mère Teresa.

Le problème de la clinique, dont dépend la survie, repose sur l'approvisionnement en médicaments et sur le soutien financier. « J'ai pensé qu'il fallait

battre pour permettre que le docteur soit connu. Mes premières images n'ont pas du tout été faites pour percer dans la photographie. J'avais besoin d'un support. Je n'étais pas du tout photographe et pourtant, j'avais un tout petit contact, comme tout le monde et, en repartant pour la deuxième fois, en 1989, avec un gros transport de médicaments, je me suis rendu compte qu'il fallait quelque chose de concret pour soutenir le docteur, peut-être des images, des cartes postales pour collecter de l'argent. » Pour faire entrer en Inde huit cents kilos de médicaments qu'il a obtenus gratuitement en plusieurs mois de collecte, il va passer neuf jours en douane, six jours à Bombay et trois à Calcutta. Dans ses bagages, un Nikon F2.

Il se souvient : « Il y a eu les premières images : la maman qui embrasse son bébé sur la bouche, ça a été une des toutes premières photos que j'ai faites en Inde. J'avais fait dix films la première année dans trois ou quatre des postes et des cartes postales. En rentrant, ces images qui n'étaient pas tristes ont bien plu, et on a vendu plus de 100 000 cartes postales en Europe, principalement par des adresses que le docteur m'avait données, par des gens qui voulaient soutenir la clinique, par le bouche à oreille. Tout est bon pour vendre des cartes pour soutenir la clinique. » Depuis, il s'est pris de passion pour la photo et il est devenu professionnel. Il a remporté le premier prix du concours international des Journées de l'image professionnelle pour les vingt ans de Médecins sans frontières, à Arles, en 1991.

De notre envoyée spéciale  
Nicole Zand  
Lire 28



Le docteur Jack Preger.

### AU SOMMAIRE



Frontières, plus rien à déclarer	p. 27
Saint-Petersbourg, la fin de la Nera	p. 26
« Sauvages », d'hier et de demain	p. 29
Intelligence Service, changement d'adresse	p. 32
Escalade (p. 26) • Têtu (p. 22)	
Jour (p. 30) • Table (p. 31)	

DES SCIENCES

ANCE HÉROÏQUE

TRONAUTIQUE

VIETIQUE

symbolique

IS-UNIS

CAHIERS

ENCE & VIE



# Les roses rouges de la Neva

SAINT-PÉTERSBOURG

UNE gerbe de glaçons à la main, l'homme au baret et la gabardine mastic se précipite le long du quai de la jeune femme. De la foule émergent des bouquets de roses rouges, leurs corolles colophane. Les hommes ont fière allure.

Le hall de l'adrogare, grandiose, avec son fronton néoclassique et sa fresque pompier, est, en vérité, petit. A peine plus grand qu'une piscine olympique. Meublé de bancs en bois sombre d'un comptoir à bagages déshéant. A l'extérieur, les Volgas à Lada, dans les années 50, couleur crème, rouillent ou sont peints à l'huile. Dans chaque voiture, des passagers se pressent à la banquette avant, à l'arrière. On croirait à la cinématique.

Première séquence à Saint-Petersbourg. Elle aurait pu être tournée après-guerre. Quelques débris, repérés à bord du Tupolev 154, l'époque et la ville. D qui en découle : un cure-dent et un élastique plat pour maintenir une tablette à rabat ; le pub, pleine dans la Petersburg News, variant les produits de première consommation, réfrigérateur, aspirateur, lave-linge ; enfin l'odeur aigre, mélange du renfermé, d'humidité, de grillon, de choux à la crasse, si caractéristique des années de pénurie.

Dix heures du soir, sur le quai de Pulkovskaya, un grand bâtiment en briques, les couples, tendrement enlacés, dansent à la disco, la valse et le tango. Les cheveux blonds ondulent sur les blouses immaculées. Talons aiguilles, jupes fourreaux, lèvres carmin à yeux peints, les « nouvelles » exhibent leurs atouts avec une féminité. Les hommes sont plus lourdauds, mais pleins d'entrain. « Nous vivons une époque fantastique », le peuple slave se relève lorsqu'il est à terre », affirme, en guise d'introduction, Macha, ex-responsable des guides, l'agence officielle Intourist. Sans doute pour prévenir, à côté, l'état de lieux, avant de présenter la plantureuse Tatiana, chargée de dévoiler, érudition et passion, les secrets de la ville impériale ruinée.

Est-ce la même raison qui a poussé Tatiana à décrire, d'emblée, le « malheureux climat » à Saint-Petersbourg ? Voulaient-elles préparer le visiteur à recevoir de plein fouet la poignante atmosphère du palais sur les bords de la Neva, où l'humide, gris et brumeux. « On colore les façades pour donner la joie de vivre au peuple », dit-elle. En vérité, ce décor magistral, imaginé par Pierre I<sup>er</sup>, qui rêvait de Versailles, est privé de vie. Le long des canaux, un pâle soleil d'automne ravive les coques, les roses de l'Empire russe. On songe à Rome, à Amsterdam, à Vienne à Prague, perspectives démesurées, plus, douceur de moins. Et, derrière un rideau de scène, le délabrement général fait mal. La ville nouvelle, créée en 1703 sur des marais, à la Baltique, part en lambeaux, faute d'entretien. « C'est l'argent qui nous manque, pour payer tout ce qui a été détruit par soixante-six ans de pouvoir bolchevique », résume Tatiana.

Les autorités clament sans détour leur désarroi et tendent à se délester. Anatole Tomiline, physicien, écrivain, vice-maire, fait à l'air Dirk Bogarde, décrit l'état déplorable des bibliothèques, les chausses défoncées, les innombrables bâtisses qui demandent à être réparées. « Mais l'hiver russe est si rude, nous faut résoudre en priorité les questions de combustible, d'eau, de chauffage. La rénovation de la ville passe après la résolution d'un problème de bananes et de pommes de terre. Sans aide extérieure, je crains que la « fenêtre sur l'Europe » demeure masquée par des planches, et que les carreaux brisés empêchent de voir au travers ».

Sur la perspective Nevski — la grande ligne de communication petersbourgeoise (...), il n'y a rien de plus beau », écrit Gogol en 1835. — la tension sous-jacente impressionne. La foule, uniformément grise, rousse. Elle est à l'affût. Elle marche à grands pas ou stationne sentinelle au long des trottoirs éventrés, devant des

vitrines opaques de poussière. Elle est postée à l'entrée du Fauchon local devenu magasin d'Etat, Yeliseiev, qui détaille, depuis 1903, des débauches de lustrés, des lumières, l'épicerie fine. C'est-à-dire des étiquettes 40 roubles le kilo, des pommes, des bananes, des gâteaux ou des chewing-gums, la première chose que réclament les gamins. Immobiles, silencieux, jeunes et moins jeunes attendent, avec une grande dignité, à l'entrée d'une ou deux bricoles, pour acheter quelques cigarettes ou un paquet de tabac. Ici, une femme d'âge mûr propose trois assiettes d'occasion, une voisine un bol de ragout et du lait concentré. A côté, un jeune homme, en robe de chambre, à la biographie de Zweig, la biographie d'un réfugié, des bandes d'adolescents, une jeune femme tient deux chats. Les voisins, un chiot. Les changeurs au noir ont épinglé sur leur blouson des morceaux de papier sur lesquels on peut lire le sigle du dollar, devenu monnaie d'échange.

Ils rôdent, les traits tirés, les yeux fiévreux. Le salaire mensuel moyen est de 2 500 roubles par mois : 10 dollars au cours du 29 septembre, seulement le 2 octobre. La veille, les prix étaient doublés, la monnaie de la

24 roubles le litre. « On avait l'espérance d'un paradis futur, on vit l'enfer », soupire un professeur de français. Elle parle avec inquiétude de l'emprise grandissante de la mafia qui appelle le retour de la main forte, d'un Pierre le Grand, d'un Joseph (Staline), d'un homme à poigne. On est mal dans cet univers du chaos pour soi. Le Russe a toujours un besoin de vivre un paradis. Si on avait un paradis, on supporterait toutes les difficultés actuelles et les déjà supposées.

Au numéro 10 de la rue Pouchkine, au cœur de la ville, à l'angle de la perspective Nevski, trois immeubles délabrés, voués à la démolition, abritent une jonchée d'ordures et une vieille voiture. Une certaine d'artistes peintres, un logement ni atelier, regroupés en fondation culturelle, « squatent » depuis cinq ans. Les appartements de ces escalliers qu'ils ont transformés en fresques pour crier leur révolte, leur détresse, leurs quêtes. Rejoints par des groupes de rock, des compagnies de télévision libres, des troupes de théâtre, des drogués, de jeunes « businessmen », tous cohabitent fraternellement, la bénédiction, récente, de la mairie. Les « nouveaux riches » de la

société Alternative (quinze personnes, moyenne d'âge vingt-cinq ans) payent mille fois le loyer à leur voisin, le peintre Lotman, qui règle sa facture mensuelle — 20 roubles — quand il a de l'argent. Alternative est un fax, ordinateurs, téléphones, aux firmes petersbourgeoises, mais « tout ce dont les gens ont besoin : jeans, blousons, lingerie et vodka » dans les barques ambulantes, installées aux carrefours et aux sorties de métro.

A la pointe de l'île Vasilevski, face à la perspective Nevski, les habitants descendent d'une Volga turkmène, brinquebalante. Le turkmène de l'île est tapissé de tapis. Elle porte une robe blanche vaporisée. Lui, une bouteille de champagne. Ils viennent se faire photographier devant le plus majestueux des panoramas sur la Neva. En contrebas, sur la berge du fleuve, un athlète, en slip, se bouchonne après un plongeon glacé. Un autre géant essaie d'écouler d'une main son lot de T-shirt estampillé en cyrillique « Hard Rock Café », de l'autre un portrait de Lénine. Les Russes ont du caractère.

De notre envoyée spéciale  
Florence Evia



CH. DE BOUTHERMAN

## Guide

Partir. Trois heures de vol direct de Paris à Saint-Petersbourg. La neige, fin novembre, jusqu'en avril, la mise en place de la ville impériale de l'Empire. Le voyage plonge en janvier et en février, à -8°C.

Comment. Les voyages sont commercialisés par les voyagistes ayant négocié les prix avec les compagnies aériennes, Aeroflot et Air France. Cito (34, rue du Hameau, 75015 Paris, tél. : 48-42-15-15) propose, en association avec Mondotours pour la partie technique, une découverte très culturelle de l'ancienne capitale impériale, mêlant à la visite intelligente et fouillée du patrimoine historique une vision complète des faits et changements politiques qui l'ont façonnée. Voyages particulièrement intéressants grâce à l'érudition et à la remarquable maîtrise de la langue française d'un guide russe qui fait parler les habitants de la ville, en émaillant la balade d'anecdotes empruntées à la littérature et à l'histoire. Plusieurs départs chaque mois. Cinq jours à Saint-Petersbourg (vol Aeroflot) : de 4 500 F à 5 000 FF, selon le nombre de participants en hiver. Huit jours, de 5 200 F à 6 200 F. Les départs pour la fin d'année

printemps-été sont un peu plus chers. Chez les autres voyagistes, on trouve parfois et week-ends à la carte. Nouvelles Frontières annonce un vol chèque dimanche (1 800 F aller-retour) à Aeroflot, chambre chez l'habitant : 1 250 F pour deux par semaine, ou 1 180 F par personne à l'hôtel Pulkovskaya). Mondotours propose 4 jours, 3 390 F (hôtel Pulkovskaya) à 4 220 F (hôtel Astoria). Voir aussi les offres de Jet Tours-Vacances autrichiennes-Europe centrale (2 jours à l'hôtel Europe : 4 490 F). Transtours, Phareast, Laperrière et Wagons-Lits Tourisme.

Visite. Hormis une visite « historique » dont on choisira les étapes dans les guides (notamment Guide Bleu, Hachette), il est très intéressant de voir le palais d'été de Paul I<sup>er</sup>, le palais de Catherine, Pavlovsk, pur joyau dix-huitième, remarquablement restauré, qui a conservé son mobilier intact. En ville, obligatoire : l'Ermitage, l'un des plus riches musées du monde ; la dernière maison de Pouchkine ; la mairie installée dans l'ancien Institut Smolny, pensionnat des jeunes filles de la noblesse, pour laquelle on a payé l'addition. Méfiez-vous des vols directs d'hôtel.

sous les lambris dorés de l'Opéra Mariinski, ex-Kirov.

Restaurants. De nombreux petits restaurants populaires servent une cuisine simple pour quelques roubles (10 à 15 francs) : Café Iveria (35, rue Marata), Café Siever (sur Nevski, décor art nouveau, cuisine le soir) ; plus sophistiqué le Café L'Éclaircie ou Café Français (angle Nevski et canal Mokka), violon et piano à midi, poésie le soir. Enfin le Tchekaia, canal Gribodova.

Lire. La Dame du Pique, de Pouchkine (Livres de Poche). Récits de Pouchkine et le Réviseur, de Gogol (GF-Flammarion). Crime et châtiment et l'Éternel Mari (Le Livre de Poche). On nous a volé nos vies, document (Ed. du Grion).

Sanctuaire. Ne pas changer trop de roubles. Avoir des dollars, en petites coupures, trop acceptés. Les officiels des hôtels demandent 12 dollars l'heure. De nombreux automobilistes offrent leurs services pour moins. Certains cafés-restaurants n'acceptent que les devises. Par exemple, l'établissement, tenu par des Allemands, sur Nevski (numéro 40) qui rend la monnaie dans la cuisine, avec laquelle on a payé l'addition. Méfiez-vous des vols directs d'hôtel.

## Alliance dans la baie

Il était une fois deux lieux touristiques qui portaient des noms de saints, à savoir Michel et Marie. Deux lieux habités par des dieux, donc, et sur lesquels pleuvaient écus, devises et autres francs. Des valeurs sûres, l'une de ces ports de la cité de la pierre qui vit passer sur ses quais moult navires et corsaires intrépides, l'autre d'un abbaye ; de son archaïsme, de ses grandes mardes, une baie à l'aspect mystérieux de pré-salés. Deux lieux qui pouvaient paraître qu'ils se satisfaisaient longuement de leur splendeur isolément. D'où l'initiative qui a fait la région lorsque, en 1990, le comité d'action touristique local, animé par les auteurs de ces lieux, Michel Couanau et Eric Vannier, entreprit de leur donner une sorte de Saint Alliance qui non seulement réunissait les deux lieux, mais Breizh et Normandie, mais conviait les deux vivants dans l'ombre à se joindre à accrocher leur regard sur les locomotives locales, puisant ainsi des coulisses au-delà de la scène. Invités à s'asseoir à la table des grands, les cités de Mont-Saint-Michel — Fougères (et sa forteresse médiévale), Dinan (et sa couronne de remparts), Granville (et son patrimoine architectural), Avranches (mémoire du débarquement), — jusqu'à la mer, se joignent à la fête touristique, se posent à ces questions. Soudain couronné, l'arrière-pays breizhais a vu les arrière-pensées d'une pareille générosité. C'était mal connaître les secrets de l'industrie touristique. Choyés, certes, les lieux de la baie de Mont-Saint-Michel (le site le plus visité de France) ne déçoivent, néanmoins, ni la beauté du site, ni les visiteurs qui disparaissent aussi vite qu'ils arrivent.

La solution : leur offrir un menu plus équilibré qui les oblige à digérer plus longtemps, place, sous-entendu, où la capacité d'accueil est la plus large et la plus séduisante. Finalement convus incus que chacun trouverait son intérêt à l'affaire, les trois départements concernés (la Manche, l'Ille-et-Vilaine et les Côtes-d'Armor) décidaient, au printemps 1991, de lancer une action d'« évergence » visant à offrir à la baie une offre de richesses touristiques et culturelles joliment baptisée de « Saint Alliance ». Dans le but de convaincre les visiteurs qu'il s'agit d'un « plus d'un pour en faire le tout ». Un petit miracle dans une France frileuse, trop habituée à se cloîtrer, et qui se voit offrir ainsi d'une petite « alliance » brochure présentant, outre six lieux de séjour privilégiés, six circuits aux alléchants paysages de l'un à l'autre et figurant sur une carte de la région. Une aubaine également pour, des rivières en bocages, découvrir les lieux trop souvent délaissés de la baie.

Dol-de-Bretagne (l'île de la Madeleine de l'ouest), Combourg (le château de Chateaubriand), Rothéneuf (le manoir de Jacques Cartier), les Bains de Chateaufort (le plus beau kilomètre de France, dit-on), Villefranche-sur-Mer (la ville du cuir) et le manoir de Chateaufort, l'un des plus beaux de Bretagne. Plus à l'est, l'aéroport de Granville, le Breville-sur-Mer, où l'on déguste chez Simone (tél. : 33-50-24-24) les meilleures moules de la région. Un regret en ce qui concerne la brochure : la petitesse des caractères qui rend difficile la lecture des guides pratiques et itinéraires. Se munir d'une loupe et, pour être complètement sûr, d'un format, l'un des offices du tourisme dans les adresses (en gros caractères, elles) figurent dans le catalogue. Renseignements auprès des offices du tourisme de Saint-Malo (09-56-64-48) ou de Mont-Saint-Michel (33-60-14-30) ou au COMTECH (99-40-21-31). En attendant que la précieuse brochure soit disponible à la Maison de la Bretagne, 17, rue de l'Arrivée, 75015 Paris (tél. : 45-38-73-15).

Sélection établie  
par Patrick François  
et Danielle Tramard.

## Croisière aérienne

Survoler les civilisations survolant l'océan d'un bout à l'autre de la planète. S'offrir un jour de dépaysement parcourir 4 000 kilomètres avec, au menu, escales de rêve et palais de mille et une nuits. Le sultanat d'Oman à l'Arabie (Disneyworld) en passant par Katmandou, Chiangmai et le Triangle d'or, Singapour, Hong Kong, Sydney, Auckland, les îles de Nouvelle-Zélande, le paradis tahitien, les mystérieuses îles du Pacifique, les pyramides égyptiques du Mexique. C'est ce que propose la voyageuse Jean-Maurice TMR France, un producteur-distributeur spécialisé dans l'organisation de voyages thématiques. On embarque à bord d'un avion spécialement réservé, dans le service « cabine d'élite », servi par un équipage de dix-huit membres complétés par une équipe d'accompagnateurs expérimentés comprenant un conférencier. Exceptionnelle, cette croisière aérienne est de type exceptionnel, de 11 000 F par personne, l'offre comprend : de Paris à l'arrivée, hébergement en hôtel, repas, la gamme, l'assurance. La croisière aérienne avait été « complétée » de même que la sixième, qui a lieu du 8 au 20 novembre. D'où ce septième périple, du 10 au 31 janvier, pour permettre à quatre-vingts nouveaux globe-trotters argentés d'effectuer le voyage de leur vie. Renseignements auprès de TMR France, 349, avenue du Prado, 13010 Marseille, tél. : 91-71-92-10.

## La mémoire d'une citadelle

Pendant la Grande Guerre, la Citadelle de Verdun, lieu où le corps du Soldat inconnu a été choisi, s'est transformée en une véritable ville souterraine, avec, outre deux canons de 120 mètres de long et des magasins à poudre et à munitions, un central téléphonique, une ventilation électrique et un chauffage à vapeur, un hôpital équipé d'une salle d'opération, une chapelle, un mess, une coopérative, une salle des fêtes (où se produisit, entre autres, Sarah Bernhardt), des cuisines, douze moulins, une boulangerie (28 000 rations alimentaires quotidiennes), et une boucherie (10 000 rations par jour). Au total, 7 kilomètres de galeries où travaillèrent 3 000 hommes. Une « ville » qui hébergea jusqu'à 10 000 soldats pour lesquels elle fut, à la fois, l'« antichambre » des combats et un lieu de repos et d'oubli après la bataille.

En partenariat avec la ville, le département et la région, l'office de tourisme local a investi plus de 10 millions de francs pour réaliser une reconstitution destinée à rendre sa mémoire à la Citadelle, grâce à un parcours qui fait appel aux technologies les plus modernes dans les domaines du cinéma (images virtuelles), du son et lumière, du théâtre et de la muséologie. Pas question de faire un spectacle mais de restituer la réalité de la vie quotidienne dans la Citadelle. Un travail méticuleux, le petit film montrant la vie dans une tranchée ayant, par exemple, mobilisé une centaine de figurants en uniformes d'époque, des artificiers, une véritable équipe de cinéma et la reconstitution de 30 mètres de tranchées. Transporté dans des nacelles accueillant huit personnes, le visiteur partage la vie du capitaine Emile Roussel dans la Citadelle, au fil d'un parcours de quinze « espaces » autonomes, les « espaces » de la Citadelle, de 1916 à novembre 1920) s'effectuant à pied. Un « voyage » de 30 minutes (mais en scène par Bruno Cohen sur une musique originale d'Alexandre Desplat) présenté en six langues et où l'on passe successivement d'un hall de gare aux champs de bataille de Verdun, d'une chambre à l'infirmerie, des tranchées à la salle des fêtes, etc. Ouvert tous les jours de 9 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures. Prix d'entrée : 30 F pour les adultes, 25 F pour les groupes et 20 F pour les enfants. Renseignements à l'Office de tourisme de Verdun, tél. : 29-86-14-18.

Rien









# Calcutta, le médecin des trottoirs

Suite de la page 25

Il ne faudrait pas croire que les autorités, y compris le ministère des Affaires indiennes du Bengale, accueillent favorablement l'action de M. Greger, le médecin qui vit à Calcutta depuis plus de 40 ans, qui a refusé le statut de missionnaire qui l'obligerait à travailler sur des projets du gouvernement. Il a toujours dit qu'il n'était pas là pour convertir les gens, mais pour soigner, pour le droit universel de chaque être humain d'être soigné. Son itinéraire est compliqué, comme s'il avait voulu vivre plusieurs vies. Juif, fils d'émigrants russes de Pologne, il s'est converti à la religion catholique. Il est né à Moscou en 1930 et il est juif pratiquant, communiste, il a étudié la médecine, la science politique, l'agronomie, le développement économique, sous-développé, il est parti dans un kibboutz, il est resté fermier pendant huit ans dans le pays de Galles, puis a vendu le kibboutz et, à trente-quatre ans, a fait baptiser pour répondre à l'ordre de devenir chrétiens donné par les juifs par saint Paul dans l'Épître aux Corinthiens.

A trente-cinq ans, c'est au qu'il devait devenir médecin. C'est son docteur suisse, Schweizer, lui rit : « Mol, je ne joue pas d'orgue... C'est vrai ? Je lui avais écrit à Lambéart \_\_\_\_\_ sa \_\_\_\_\_ en 1964, pour lui demander si je devais faire \_\_\_\_\_ médecine \_\_\_\_\_ Angleterre \_\_\_\_\_ dans le tiers-monde. Il m'a répondu \_\_\_\_\_ lettre qu'il avait dictée : « Etudes \_\_\_\_\_ Occident. Et parlez : ». Jusqu'en 1972, il fait des études de médecine et de chirurgie à Dublin \_\_\_\_\_ on bien vite accepter \_\_\_\_\_ veill étudiant. Il \_\_\_\_\_ un université \_\_\_\_\_ Jamais l'automne quand il \_\_\_\_\_ à la radio un appel \_\_\_\_\_ le Bangladesh \_\_\_\_\_ la \_\_\_\_\_ en lambeaux. « A Dublin, je savais même pas où était le Bangladesh. Et quand je suis arrivé à Dacca, \_\_\_\_\_ 1972, je n'ai \_\_\_\_\_ pris. » Il va travailler dans les camps de réfugiés, \_\_\_\_\_ un hôpital d'enfants. En 1975, à la demande \_\_\_\_\_ familles, il proteste contre les disparitions \_\_\_\_\_ par un trafic d'adoption. On \_\_\_\_\_ l'Allemagne. On \_\_\_\_\_ vingt-sept enfants ne \_\_\_\_\_ jamais retrouvés. Cette protestation est insupportable pour le gouvernement qui l'expulse du Bangladesh en 1979 \_\_\_\_\_ Singapour. Il refuse d'être \_\_\_\_\_ « déporté » et \_\_\_\_\_ Calcutta où, après quelques mois \_\_\_\_\_ Teresa, il reçoit la disposition d'un petit \_\_\_\_\_ Thomas à \_\_\_\_\_ Row, \_\_\_\_\_ qui \_\_\_\_\_ bien vite trop petit. Il s'installe donc sur le trottoir.

extraordinaire personnalité de  
homme qui a choisi le dénué-  
tout en sachant qu'il y a  
bien plus pauvre que lui. Étant  
cultivé, plein d'humour, religieux  
sans prosélytisme ni exclusion,  
tenant informé pour pas  
coupé du monde, brillant  
fanterie, être modeste,  
séduisant, séducteur, il veut  
ni apôtre ni saint. Tellement dis-  
cret qu'il ne peut passer plu-  
sieurs jours à la clinique  
savoir ce qu'il lui, le docteur Pre-  
ger, il veut ne connaître  
des visages, des visages  
ce qu'il lui, disent Benoît et Valérie.  
De même, si travaille à la  
clinique, vous ne savez  
quelle confession il n'est pas  
là-bas pour confession, il  
là-bas pour humani-  
taire, il n'est là-bas pour un  
il est pour l'homme, uni-  
quement l'homme. Et  
tellement peuple qu'il  
devenu bengali Benga-  
li, bangladeshis les Bangla-  
deshis, assami les qui  
viennent de l'Assam, et qui  
énormément de gens y viennent  
Bihar il est devenu

■ avait mis ■ avant une éthique religieuse, ■ gens qui seraient autour de lui seraient ■ tainement différents. La clinique, vous venez un matin, ■ commencez à soigner et si vous voulez, vous continuez le lendemain matin ou ■ arrêtez. Personne ne va vous demander quoi ■ ce soit. Même ■ vous n'avez ■ diplômes. « J'avais commencé

fin novembre 1987, on savait  
qu'il était à L'ange... au début, j'ai fouillé  
on me faisait faire les  
vieux volontaires, j'ai roulé des  
désinfection plaies. Jusqu'à ce que  
me rendus l'année... je pourrais  
essayer d'aller soigner un  
patient. Pour quelques qui  
longue... on m'a dit que  
pour... a été... j'ai  
avait infirmière anglaise,  
Mary, qui m'a appris, je me suis  
occupé de Bijon, un réfugié du  
Bangladesh qui avait un cancer  
dur, au... de l'anus, il  
qui était soigné... le trottoir  
depuis plusieurs mois. J'ai  
six... plus tard. Puis j'ai appris  
à désinfecter les plaies des  
lépreux... On m'a dit  
un... le lépreux... s'habitue  
à voir entrer le peau morte,  
qu'on a... de mettre une  
pomade cicatrisante... un pan-

Co t'est pas républicain, explique Beorch Lanou, le légalux fait partie d'un monde tellement impressionnant pour que, quand on peut un petit peu rentrer dans le monde-là, on a des émerveilles que les autres n'ont pas. Les très joyeux, qui sont toujours en train de rigoler, de se faire des plaisanteries. On n'imagine pas que ça existe. Les autres, qui sont plus morbide. Ceux que vous, touristes, ne voyez pas dans les rues, tendent leur moignon, prennent leur air le plus triste, le plus misérable et ils ont le plus ils sont les plus misérables, plus leurs plaies seront repugnantes, plus ils paieront. Tandis qu'à la clinique, les rôles sont complètement inversés : les plus beaux, les plus beaux, ceux qui saignent, qui gardera toute sa vie, qui pourra être stoppé grâce aux médicaments et aux soins, mais c'est une maladie avec laquelle il va falloir vivre.

« C'est le touriste qui secrète les mendiants, qui ne se trouvent dans les quartiers riches, près des beaux hôtels. Mais si tu vas aller dans les banlieues, les slums, il n'y a pas de mendiants. Il y a le petit bout de rue où il y a une maison qui est lépreux, qui en donne de temps en temps quelque chose à son fils, mais qui n'est pas considéré comme un mendiant. Il est considéré comme quelqu'un de moins riche que le père, mais l'on soutient que c'est la seule façon de faire passer la profession, de rattraper par le bas, de faire passer la profession mafia ampuissante. Car dans la mafia, qui est hyper-organisée. Par exemple, la mafia détient une partie de la clinique au bord du fleuve. Et certains jours, les médecins de la clinique sont fermés. »

Cette clinique au bord de l'Hoo-  
gry, l'affluent du Gange qui tra-  
averse Calcutta, le docteur l'a  
ouverte en 1989, pour les plus  
pauvres encore, dans un quartier  
déserté, sous des bâches, sur  
les marches de Nintala Ghau.  
Contiguë au le plus pur des  
hasards, crématorium où il y a  
juste cinquante ans, on a installé  
le docteur de Rabindranath Tagore.  
Il soigne. Il meurt, il est  
rassuré. Il est cendres. Pres-  
qu'au même temps, il a voulu  
faire créer une école, dans une  
maison bâtie au nord de Cal-  
cutta, près de Central Avenue :  
une maison pleine d'enfants,  
joyeuse et chaleureuse, où l'on  
amène chaque jour, au deux-  
vices, quelque quatre-  
vingts enfants, bidonvilles de  
Calcutta, treize ans (l'âge le plus  
travailleur) dans les rues). Là, on  
nourrit, on suit médicalement,  
on donne des habits aux plus  
malades et leur apprend à lire.  
On écrit, à compter, mais on  
coudre, on tricote, on dessine, à  
faire des marionnettes, à chanter,  
à danser.

**Maintenant, ce sont les Bengalis** qui font marcher ce qui n'a jamais une institution. Pour les deux cliniques et l'école, une quinzaine de médecins, certains employés qui aident à monter la clinique, porter les médicaments, la nourriture. Ainsi qu'une trentaine de volontaires occidentaux qui ne sont pas payés. Financée essentiellement d'Europe par de petites associations éparées, qui



PHOTOS BENOST LANGE

Le Service  
Delta

**Chez Delta Air Lines,**

nous faisons tout pour  
que la qualité  service

à bord soit réellement

**exceptionnelle.**

C'est peut-être pour cela

que nous faisons voyager

**chaque année plus**

de passagers que les plus

**grandes compagnies**

aériennes anglaises,

**allemandes et françaises**

réunies.

## Venez découvrir

## une façon de voyager

qui ne ressemble

à aucune autre.



© 1992 Delta Air Lines, Inc.

**Maintenant, ce sont les Bengalis** qui font marcher ce qui n'a jamais une institution. Pour les deux cliniques et l'école, une quinzaine de médecins, certains employés qui aident à monter la clinique, porter les médicaments, la nourriture. Ainsi qu'une trentaine de volontaires occidentaux qui ne sont pas payés. Financée essentiellement d'Europe par de petites associations éparées, qui





de l'argent, en France, en Suisse, en Angleterre, en Allemagne, en Hollande et qui, ensemble, arrivent à collecter assez d'argent pour faire tourner la clinique qui a besoin de près de 200 000 F par mois, pour vivre. Depuis deux ans, la clinique est enregistrée, elle est reconnue, mais pas au nom du docteur Preger, elle est reconnue en tant que « Calcutta Rescue », l'association d'entraide aux plus pauvres (2). Il y a un administrateur, un Bengali, à qui appartient la clinique.

Chaque matin, on dresse les pieux de bambous, on déroule les bâches sous lesquelles on transporte les caisses de médicaments, les sacs de nourriture, les fichiers qui ressemblent à des boîtes à chaussures dans lesquels sont conservés les dossiers de tous les patients (30 000 à Middleton Row, 17 000 à Nintala Ghatt). Chaque matin, le docteur arrive à Middleton Row vers 9 heures, son sac de sport sur le dos, il vient à pied toujours. Il habite à dix minutes de là, Kyd Street, une chambre trou à rats dans un hôtel misérable pour moins de 200 roupies par jour (moins de 20 F). Sans réfrigérateur. « Le réfrigérateur, c'est le début de l'hédonisme », sourit-il. Comparé à beaucoup de gens de Calcutta, je vis d'une façon confortable. Il se met dans un coin, regarde des radios, regarde des cas

graves. Mais il n'a plus le droit de soigner. « Les médecins étrangers ne peuvent pas exercer au Bengale », s'indigne-t-il. Un scandale. Il n'est pas prêt d'abdiquer, malgré les entraves que le gouvernement et les syndicats n'ont jamais cessé de lui opposer : procès, emprisonnements, une condamnation à cinq ans de prison, pas de permis de résidence, pas de passeport. Pendant huit ans, il n'avait pas quitté Calcutta, exigeant le droit de sortir et de revenir. « Ils peuvent me jeter n'importe quand. »

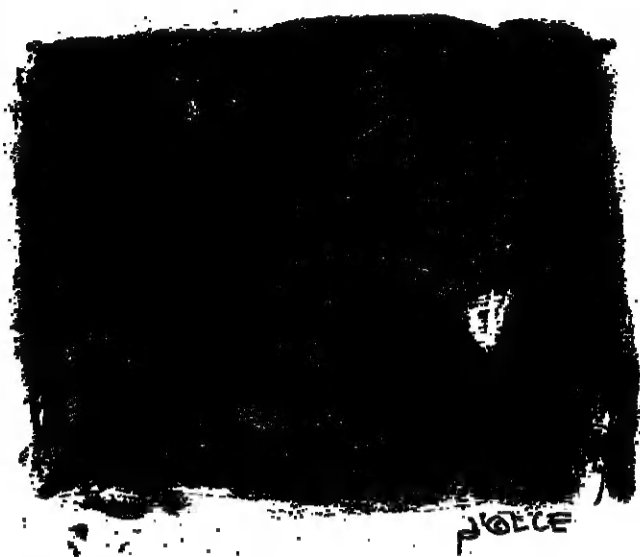
Et, chaque soir, toutes les boîtes sont remises dans des caisses, les caisses rangées dans un garage, les bâches roulées, les pieux de bambou démontés. Le docteur veille à ce que tout soit débarrassé. Et que, sur le trottoir, il ne reste rien. « Vous aimez Calcutta ? — Non, j'aime le travail. »

De notre envoyée spéciale  
Nicole Zand

(2) Pour la France, association Calcutta-Espoir France, 3, rue de Rimbeck, 67100 Strasbourg.

(3) Une exposition des photos de Benoit Lange a lieu, jusqu'au 10 novembre, à la Bibliothèque Méjanes d'Arles-en-Provence, dans le cadre des « Écritures croisées » bengalaises.

## « Sauvages » d'hier et de demain



Je foule l'avenida Rio-Brasilia où s'élevaient jadis les villages tupinamba, mais j'ai dans ma poche Jean de Léry, bréviaire de l'ethnologie, écrit Claude Lévi-Strauss dans son grand livre, *Tristes Tropiques*. Il n'a d'ailleurs jamais manqué de souligner que ses influences, les plus fortes furent, outre Saussure et Rousseau, Jean de Léry, auteur du seizième siècle, lui infiniment moins connu du grand public que les deux premiers. Quant à l'ouvrage de Jean de Léry, que Lévi-Strauss porte sur lui, si nostalgiquement, c'est son *Histoire d'un voyage en la terre du Brésil*.

A quoi tient le prestige de Jean de Léry ? Frank Lestringant, professeur de littérature française de la Renaissance, qui vient de diriger une réédition de cet ouvrage, écrit dans sa préface que Jean de Léry « invente un regard » (1), avec cette *Histoire d'un voyage*, parue en 1578, où il est beaucoup question de l'indien nu et anthropophage.

Mais quel regard ? Le contraire du regard froid. Un regard qui brûle les clichés, réveille la tendresse, donne des ailes à la fraternité, appelle la sympathie. On le baptiserait presque le « regard des droits de l'homme » si ces hommes du Brésil ne mangeaient pas leurs ennemis ! Mais Léry nous dit qu'il a vu pire, lui, en France, en Europe. Et nous donc, depuis, au cours du vingtième siècle ! Car ce regard si tolérant prend naissance dans les persécutions dont Jean de Léry lui-même et tant d'autres eurent à souffrir durant l'horreur des guerres de religion. Quand il gagne le Brésil, en 1557, il n'est pas encore prédicateur, mais seulement cordonnier, homme de peine, il a tout juste vingt-trois ans ; calviniste, il espère ardemment aider ceux qui sont déjà installés sur cette terre d'asile, acquise à la cause des huguenots, l'île de Coligny, à l'entrée de la baie du rio de Janeiro, une éphémère minicolonie française en terre de Brésil, où il séjourne jusqu'en 1558, depuis laquelle il fait de nombreuses incursions en pays indien (2).

C'est vingt ans plus tard qu'il rédige et publie l'histoire de ce voyage qui connaîtra de son vivant six éditions successives ; pasteur émérite désormais, il s'accre en Bourgogne et se rend souvent à Genève, c'est aussi un homme qui a souffert de déboires conjugaux — son ouvrage en porte la trace alors qu'il évoque la « polygamie » des Brésiliens et ironise sur le « diable familial » qu'une épouse selon lui peut devenir, voire une « sucree », aux délicatesses feintes.

Avant tout, Léry enseigne à ses lecteurs, à l'aide de multiples détails, vus vivants, que les « sauvages » sont des êtres humains, que leur cœur bat, qu'ils sont charitables, connaissent la pitié, aiment leurs enfants — parfois mieux que nous ! Qu'on peut, des mœurs de ces anthropophages, tirer des leçons ! Celle-ci, par exemple, de la bouche d'un vieillard brésilien à qui Léry prête ces paroles : « Français, êtes de grands fols, vous endurez tant de maux pour amasser des

richesses. La terre qui vous a nourris n'est-elle pas suffisante ? Nous avons des parents et des enfants, lesquels, comme tu vois, nous aimons et chérissions, mais parce que nous aurons qu'après notre mort la terre qui nous a nourris les nourrira. »

Ah, son regard fouille partout ! On sait — c'est écrit — comment ils « pissent », où ils vont pour « faire leurs excréments », comment ils dégustent d'un joyeux appétit leurs adversaires. Et pourtant ces sauvages demeurent toujours aussi humains ! Mais surtout, alors que ses convictions religieuses lui enseignent que ces primitifs forment « un peuple maudit et délaissé de Dieu », irrécupérable, appartenant à la race honnie de Cham, Léry découvre — parce que toujours il en croit ses yeux — qu'il y a chez eux une « essence de religion » qui « bourgeoine et ne peut être éteinte en eux ».

Si ce livre est le « bréviaire de l'ethnologie », c'est bien pour sa liberté de ton, de regard, d'émotion. Et sa nostalgie d'un temps perdu. « Je regrette souvent que je ne suis parmi les sauvages. »

On songe, en le lisant, non seulement à Montaigne et Rousseau, mais à des auteurs et des ouvrages bien postérieurs et presque plus proches de ce modèle : *Tristes Tropiques*, bien sûr, mais également *l'Afrique fantôme*, de Michel Leiris, *le Cercle des feux*, de Jacques Lizot, *le Vandou haïtien*, d'Alfred Métraux... Ces ouvrages d'ethnologues témoignent d'une errance, d'un regard affectueux, et légèrement blessé : leurs auteurs disent « je », et quand ils ne l'écrivent pas, leur « moi » ne cesse d'être omniprésent. Il donne au texte son statut littéraire. En ce sens, le « je » de Jean de Léry, inséparable de son regard, en fait aussi un précurseur.

Mais faut-il encore se désoler autant si la pureté de ce passé n'est plus ? En Australie ou dans le Grand Nord canadien, on peut rencontrer, depuis quelque vingt ou trente ans, des initiés qui déambulent quelquefois dans nos grandes villes ; vêtus comme nous, ils entrent dans nos fast-food, visitent nos musées. Puis sourient largement quand on s'enquiert pour eux. Joe Ben Junior, un Indien Navajo, nous disait récemment : « Savoir si nous sommes spoliés, c'est notre affaire ; la mienne et celle de mon peuple ; les Occidentaux n'ont pas à nous expliquer ce qui est bien pour nous et ce qui ne l'est pas. A Phoenix, où je vis, je me lève très tôt chaque matin avec ma famille pour saluer le soleil. » Autrement dit, nos habits ou nos voitures ne feraient pas automatiquement de ces « sauvages » des êtres impurs ou pervers. Mais que voilà une question vaste et nouvelle !

Jean-Pierre Baron

(1) Aux éditions Max Chaleil, dans son intégralité *Histoire d'un voyage en la Terre du Brésil*, de Jean de Léry, 263 p., 150 F.

(2) Cf. concernant la vie de Jean de Léry, *le Huguenot et le Sauvage*, de Frank Lestringant, aux Annales du livre, 1990.





مركز من راحل

## Bridge

n° 1506

LA MÉDAILLE D'OR  
DES FRANÇAIS

Ceux qui n'ont pas assisté aux quatre-vingt-seize finales de la finale des Olympiades ont pu être étonnés que les Français aient battu aussi largement (251 à 171) les Américains, qui étaient favoris. Mais nos adversaires ont souvent pris de trop grands risques et, comme la chance ne leur a pas souri, surtout à la fin, les pénalités ont souvent été sévères. De toute façon, si la qualité du jeu a été supérieure à celle des précédentes Olympiades (Venise 1988), elle a été loin d'atteindre celle des Olympiades de Valkenburg.

Il y a eu cependant à Salsomaggiore des dames fort bien déclarées et jouées. Ecoutez par exemple le journaliste italien Carlo Grignani, qui a assisté au match des éliminatoires entre la France et les États-Unis : « Il y a eu des choses brillantes, mais aussi quelques erreurs graves. Ainsi, après une donne où les USA ont perdu 800 alors qu'il n'y avait pas de manche dans la ligne adverse, les Français ont déclaré un "grand" contrat de 5 Carreaux la donne d'après... »

♠ 4  
♥ 10 8 6 5 3  
♦ 7 3  
♣ 8 7

♠ DV  
♥ AD 9 7 4 2  
♦ 6  
♣ 10 4 3 2

♠ AR 8 7 6 2  
♥ 10  
♦ 10 5 2  
♣ R 9 6

Ann. : O. don. N.-S. vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
Hamman	Levy	Wolff	Moutet
passé	1 ♠	passé	2 ♠
passé	2 ♠	passé	4 ♠
passé	3 ♠	passé	4 ♠
passé	5 ♠	passé	passé...

Ouest entame la Dame de Pique restée maîtresse, et le contre-attaque le 6 de Carreau (mais c'était déjà trop tard). Comment Moutet en Sud a-t-il gagné CINQ CARREAUX contre toute défense ?

Réponse : Sud prit, puis il coupa un Pique avec le 7 de Carreau et joua le 3 de Cœur sur lequel Est fournit le Roi de Cœur (certainement sec) qu'il coupa, puis il coupa un autre Pique avec la Dame de Carreau et joua le 7 de Trèfle pour le 6 et le Valet de sa main. Enfin, il tira ses atouts tout en reconstituant la main d'Est qui avait

la distribution 6-1-3-3. La situation était la suivante :

♠ V ♦ D 8  
♥ 10 ♠ A 5  
♣ R R 9

Est dans les trois dernières cartes dut garder le Roi de Pique, le Roi et le 9 de Trèfle. Alors Sud lui donna la main à Pique pour l'obliger à jouer Trèfle...

LES OLYMPIADES  
DAMES

Après avoir terminé en tête d'une des deux poules éliminatoires (de 17 équipes féminines chacune), les Françaises Elisabeth Delor, Colette Lise, Danièle Avon, Anne de l'Épine, Sylvie Willard et Véronique Bessis (capitaine Ph. Cronier) ont été battues de peu par les Autrichiennes en demi-finale, mais elles ont remporté la médaille de bronze. Ce sont les Autrichiennes qui ont gagné la médaille d'or grâce à une victoire par 266 à 218 IMPs dans la finale de quatre-vingt-seize donnes... contre les Britanniques.

Quelques mois plus tôt, ces deux équipes rivales s'étaient rencontrées, et les Britanniques avaient gagné de 8 IMPs grâce à la réussite de ce chelem qui a reçu le prix Solomon de « la donne la mieux jouée de l'année ».

♠ A 10 3  
♥ D 10 4  
♦ A 6 5 3  
♣ A 5 4

♠ RDV 8 7 2  
♥ 10 7 3  
♦ 10 9  
♣ 7

♠ 9 6 5 4  
♥ D 8 7 4 2  
♦ RDV 9  
♣ RDV 9

♠ AR 9 6 5 2  
♥ R V  
♦ 10 6 3 2  
♣ 10 6 3 2

Ann. : S. don. Pers. vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
Mc Gowan	Korps	Penfold	Erhart
1 ♠	passé	contre	4 ♠
5 ♠	passé	6 ♠	passé...

Ouest ayant entamé le Roi de Pique, comment Liz Mac Gowan en Sud a-t-elle gagné ce PETIT CHELEM A CŒUR contre toute défense ?

Note sur les enchères : Ces enchères sont logiques et elles ont été presque les mêmes à l'autre table, où le chelem a chuté : 1 ♠, 2 ♠, 3 ♠, 4 ♠, 5 ♠, 6 ♠, 7 ♠, 8 ♠, 9 ♠, 10 ♠, 11 ♠, 12 ♠, 13 ♠, 14 ♠, 15 ♠, 16 ♠, 17 ♠, 18 ♠, 19 ♠, 20 ♠, 21 ♠, 22 ♠, 23 ♠, 24 ♠, 25 ♠, 26 ♠, 27 ♠, 28 ♠, 29 ♠, 30 ♠, 31 ♠, 32 ♠, 33 ♠, 34 ♠, 35 ♠, 36 ♠, 37 ♠, 38 ♠, 39 ♠, 40 ♠, 41 ♠, 42 ♠, 43 ♠, 44 ♠, 45 ♠, 46 ♠, 47 ♠, 48 ♠, 49 ♠, 50 ♠, 51 ♠, 52 ♠, 53 ♠, 54 ♠, 55 ♠, 56 ♠, 57 ♠, 58 ♠, 59 ♠, 60 ♠, 61 ♠, 62 ♠, 63 ♠, 64 ♠, 65 ♠, 66 ♠, 67 ♠, 68 ♠, 69 ♠, 70 ♠, 71 ♠, 72 ♠, 73 ♠, 74 ♠, 75 ♠, 76 ♠, 77 ♠, 78 ♠, 79 ♠, 80 ♠, 81 ♠, 82 ♠, 83 ♠, 84 ♠, 85 ♠, 86 ♠, 87 ♠, 88 ♠, 89 ♠, 90 ♠, 91 ♠, 92 ♠, 93 ♠, 94 ♠, 95 ♠, 96 ♠, 97 ♠, 98 ♠, 99 ♠, 100 ♠, 101 ♠, 102 ♠, 103 ♠, 104 ♠, 105 ♠, 106 ♠, 107 ♠, 108 ♠, 109 ♠, 110 ♠, 111 ♠, 112 ♠, 113 ♠, 114 ♠, 115 ♠, 116 ♠, 117 ♠, 118 ♠, 119 ♠, 120 ♠, 121 ♠, 122 ♠, 123 ♠, 124 ♠, 125 ♠, 126 ♠, 127 ♠, 128 ♠, 129 ♠, 130 ♠, 131 ♠, 132 ♠, 133 ♠, 134 ♠, 135 ♠, 136 ♠, 137 ♠, 138 ♠, 139 ♠, 140 ♠, 141 ♠, 142 ♠, 143 ♠, 144 ♠, 145 ♠, 146 ♠, 147 ♠, 148 ♠, 149 ♠, 150 ♠, 151 ♠, 152 ♠, 153 ♠, 154 ♠, 155 ♠, 156 ♠, 157 ♠, 158 ♠, 159 ♠, 160 ♠, 161 ♠, 162 ♠, 163 ♠, 164 ♠, 165 ♠, 166 ♠, 167 ♠, 168 ♠, 169 ♠, 170 ♠, 171 ♠, 172 ♠, 173 ♠, 174 ♠, 175 ♠, 176 ♠, 177 ♠, 178 ♠, 179 ♠, 180 ♠, 181 ♠, 182 ♠, 183 ♠, 184 ♠, 185 ♠, 186 ♠, 187 ♠, 188 ♠, 189 ♠, 190 ♠, 191 ♠, 192 ♠, 193 ♠, 194 ♠, 195 ♠, 196 ♠, 197 ♠, 198 ♠, 199 ♠, 200 ♠, 201 ♠, 202 ♠, 203 ♠, 204 ♠, 205 ♠, 206 ♠, 207 ♠, 208 ♠, 209 ♠, 210 ♠, 211 ♠, 212 ♠, 213 ♠, 214 ♠, 215 ♠, 216 ♠, 217 ♠, 218 ♠, 219 ♠, 220 ♠, 221 ♠, 222 ♠, 223 ♠, 224 ♠, 225 ♠, 226 ♠, 227 ♠, 228 ♠, 229 ♠, 230 ♠, 231 ♠, 232 ♠, 233 ♠, 234 ♠, 235 ♠, 236 ♠, 237 ♠, 238 ♠, 239 ♠, 240 ♠, 241 ♠, 242 ♠, 243 ♠, 244 ♠, 245 ♠, 246 ♠, 247 ♠, 248 ♠, 249 ♠, 250 ♠, 251 ♠, 252 ♠, 253 ♠, 254 ♠, 255 ♠, 256 ♠, 257 ♠, 258 ♠, 259 ♠, 260 ♠, 261 ♠, 262 ♠, 263 ♠, 264 ♠, 265 ♠, 266 ♠, 267 ♠, 268 ♠, 269 ♠, 270 ♠, 271 ♠, 272 ♠, 273 ♠, 274 ♠, 275 ♠, 276 ♠, 277 ♠, 278 ♠, 279 ♠, 280 ♠, 281 ♠, 282 ♠, 283 ♠, 284 ♠, 285 ♠, 286 ♠, 287 ♠, 288 ♠, 289 ♠, 290 ♠, 291 ♠, 292 ♠, 293 ♠, 294 ♠, 295 ♠, 296 ♠, 297 ♠, 298 ♠, 299 ♠, 300 ♠, 301 ♠, 302 ♠, 303 ♠, 304 ♠, 305 ♠, 306 ♠, 307 ♠, 308 ♠, 309 ♠, 310 ♠, 311 ♠, 312 ♠, 313 ♠, 314 ♠, 315 ♠, 316 ♠, 317 ♠, 318 ♠, 319 ♠, 320 ♠, 321 ♠, 322 ♠, 323 ♠, 324 ♠, 325 ♠, 326 ♠, 327 ♠, 328 ♠, 329 ♠, 330 ♠, 331 ♠, 332 ♠, 333 ♠, 334 ♠, 335 ♠, 336 ♠, 337 ♠, 338 ♠, 339 ♠, 340 ♠, 341 ♠, 342 ♠, 343 ♠, 344 ♠, 345 ♠, 346 ♠, 347 ♠, 348 ♠, 349 ♠, 350 ♠, 351 ♠, 352 ♠, 353 ♠, 354 ♠, 355 ♠, 356 ♠, 357 ♠, 358 ♠, 359 ♠, 360 ♠, 361 ♠, 362 ♠, 363 ♠, 364 ♠, 365 ♠, 366 ♠, 367 ♠, 368 ♠, 369 ♠, 370 ♠, 371 ♠, 372 ♠, 373 ♠, 374 ♠, 375 ♠, 376 ♠, 377 ♠, 378 ♠, 379 ♠, 380 ♠, 381 ♠, 382 ♠, 383 ♠, 384 ♠, 385 ♠, 386 ♠, 387 ♠, 388 ♠, 389 ♠, 390 ♠, 391 ♠, 392 ♠, 393 ♠, 394 ♠, 395 ♠, 396 ♠, 397 ♠, 398 ♠, 399 ♠, 400 ♠, 401 ♠, 402 ♠, 403 ♠, 404 ♠, 405 ♠, 406 ♠, 407 ♠, 408 ♠, 409 ♠, 410 ♠, 411 ♠, 412 ♠, 413 ♠, 414 ♠, 415 ♠, 416 ♠, 417 ♠, 418 ♠, 419 ♠, 420 ♠, 421 ♠, 422 ♠, 423 ♠, 424 ♠, 425 ♠, 426 ♠, 427 ♠, 428 ♠, 429 ♠, 430 ♠, 431 ♠, 432 ♠, 433 ♠, 434 ♠, 435 ♠, 436 ♠, 437 ♠, 438 ♠, 439 ♠, 440 ♠, 441 ♠, 442 ♠, 443 ♠, 444 ♠, 445 ♠, 446 ♠, 447 ♠, 448 ♠, 449 ♠, 450 ♠, 451 ♠, 452 ♠, 453 ♠, 454 ♠, 455 ♠, 456 ♠, 457 ♠, 458 ♠, 459 ♠, 460 ♠, 461 ♠, 462 ♠, 463 ♠, 464 ♠, 465 ♠, 466 ♠, 467 ♠, 468 ♠, 469 ♠, 470 ♠, 471 ♠, 472 ♠, 473 ♠, 474 ♠, 475 ♠, 476 ♠, 477 ♠, 478 ♠, 479 ♠, 480 ♠, 481 ♠, 482 ♠, 483 ♠, 484 ♠, 485 ♠, 486 ♠, 487 ♠, 488 ♠, 489 ♠, 490 ♠, 491 ♠, 492 ♠, 493 ♠, 494 ♠, 495 ♠, 496 ♠, 497 ♠, 498 ♠, 499 ♠, 500 ♠, 501 ♠, 502 ♠, 503 ♠, 504 ♠, 505 ♠, 506 ♠, 507 ♠, 508 ♠, 509 ♠, 510 ♠, 511 ♠, 512 ♠, 513 ♠, 514 ♠, 515 ♠, 516 ♠, 517 ♠, 518 ♠, 519 ♠, 520 ♠, 521 ♠, 522 ♠, 523 ♠, 524 ♠, 525 ♠, 526 ♠, 527 ♠, 528 ♠, 529 ♠, 530 ♠, 531 ♠, 532 ♠, 533 ♠, 534 ♠, 535 ♠, 536 ♠, 537 ♠, 538 ♠, 539 ♠, 540 ♠, 541 ♠, 542 ♠, 543 ♠, 544 ♠, 545 ♠, 546 ♠, 547 ♠, 548 ♠, 549 ♠, 550 ♠, 551 ♠, 552 ♠, 553 ♠, 554 ♠, 555 ♠, 556 ♠, 557 ♠, 558 ♠, 559 ♠, 560 ♠, 561 ♠, 562 ♠, 563 ♠, 564 ♠, 565 ♠, 566 ♠, 567 ♠, 568 ♠, 569 ♠, 570 ♠, 571 ♠, 572 ♠, 573 ♠, 574 ♠, 575 ♠, 576 ♠, 577 ♠, 578 ♠, 579 ♠, 580 ♠, 581 ♠, 582 ♠, 583 ♠, 584 ♠, 585 ♠, 586 ♠, 587 ♠, 588 ♠, 589 ♠, 590 ♠, 591 ♠, 592 ♠, 593 ♠, 594 ♠, 595 ♠, 596 ♠, 597 ♠, 598 ♠, 599 ♠, 600 ♠, 601 ♠, 602 ♠, 603 ♠, 604 ♠, 605 ♠, 606 ♠, 607 ♠, 608 ♠, 609 ♠, 610 ♠, 611 ♠, 612 ♠, 613 ♠, 614 ♠, 615 ♠, 616 ♠, 617 ♠, 618 ♠, 619 ♠, 620 ♠, 621 ♠, 622 ♠, 623 ♠, 624 ♠, 625 ♠, 626 ♠, 627 ♠, 628 ♠, 629 ♠, 630 ♠, 631 ♠, 632 ♠, 633 ♠, 634 ♠, 635 ♠, 636 ♠, 637 ♠, 638 ♠, 639 ♠, 640 ♠, 641 ♠, 642 ♠, 643 ♠, 644 ♠, 645 ♠, 646 ♠, 647 ♠, 648 ♠, 649 ♠, 650 ♠, 651 ♠, 652 ♠, 653 ♠, 654 ♠, 655 ♠, 656 ♠, 657 ♠, 658 ♠, 659 ♠, 660 ♠, 661 ♠, 662 ♠, 663 ♠, 664 ♠, 665 ♠, 666 ♠, 667 ♠, 668 ♠, 669 ♠, 670 ♠, 671 ♠, 672 ♠, 673 ♠, 674 ♠, 675 ♠, 676 ♠, 677 ♠, 678 ♠, 679 ♠, 680 ♠, 681 ♠, 682 ♠, 683 ♠, 684 ♠, 685 ♠, 686 ♠, 687 ♠, 688 ♠, 689 ♠, 690 ♠, 691 ♠, 692 ♠, 693 ♠, 694 ♠, 695 ♠, 696 ♠, 697 ♠, 698 ♠, 699 ♠, 700 ♠, 701 ♠, 702 ♠, 703 ♠, 704 ♠, 705 ♠, 706 ♠, 707 ♠, 708 ♠, 709 ♠, 710 ♠, 711 ♠, 712 ♠, 713 ♠, 714 ♠, 715 ♠, 716 ♠, 717 ♠, 718 ♠, 719 ♠, 720 ♠, 721 ♠, 722 ♠, 723 ♠, 724 ♠, 725 ♠, 726 ♠, 727 ♠, 728 ♠, 729 ♠, 730 ♠, 731 ♠, 732 ♠, 733 ♠, 734 ♠, 735 ♠, 736 ♠, 737 ♠, 738 ♠, 739 ♠, 740 ♠, 741 ♠, 742 ♠, 743 ♠, 744 ♠, 745 ♠, 746 ♠, 747 ♠, 748 ♠, 749 ♠, 750 ♠, 751 ♠, 752 ♠, 753 ♠, 754 ♠, 755 ♠, 756 ♠, 757 ♠, 758 ♠, 759 ♠, 760 ♠, 761 ♠, 762 ♠, 763 ♠, 764 ♠, 765 ♠, 766 ♠, 767 ♠, 768 ♠, 769 ♠, 770 ♠, 771 ♠, 772 ♠, 773 ♠, 774 ♠, 775 ♠, 776 ♠, 777 ♠, 778 ♠, 779 ♠, 780 ♠, 781 ♠, 782 ♠, 783 ♠, 784 ♠, 785 ♠, 786 ♠, 787 ♠, 788 ♠, 789 ♠, 790 ♠, 791 ♠, 792 ♠, 793 ♠, 794 ♠, 795 ♠, 796 ♠, 797 ♠, 798 ♠, 799 ♠, 800 ♠, 801 ♠, 802 ♠, 803 ♠, 804 ♠, 805 ♠, 806 ♠, 807 ♠, 808 ♠, 809 ♠, 810 ♠, 811 ♠, 812 ♠, 813 ♠, 814 ♠, 815 ♠, 816 ♠, 817 ♠, 818 ♠, 819 ♠, 820 ♠, 821 ♠, 822 ♠, 823 ♠, 824 ♠, 825 ♠, 826 ♠, 827 ♠, 828 ♠, 829 ♠, 830 ♠, 831 ♠, 832 ♠, 833 ♠, 834 ♠, 835 ♠, 836 ♠, 837 ♠, 838 ♠, 839 ♠, 840 ♠, 841 ♠, 842 ♠, 843 ♠, 844 ♠, 845 ♠, 846 ♠, 847 ♠, 848 ♠, 849 ♠, 850 ♠, 851 ♠, 852 ♠, 853 ♠, 854 ♠, 855 ♠, 856 ♠, 857 ♠, 858 ♠, 859 ♠, 860 ♠, 861 ♠, 862 ♠, 863 ♠, 864 ♠, 865 ♠, 866 ♠, 867 ♠, 868 ♠, 869 ♠, 870 ♠, 871 ♠, 872 ♠, 873 ♠, 874 ♠, 875 ♠, 876 ♠, 877 ♠, 878 ♠, 879 ♠, 880 ♠, 881 ♠, 882 ♠, 883 ♠, 884 ♠, 885 ♠, 886 ♠, 887 ♠, 888 ♠, 889 ♠, 890 ♠, 891 ♠, 892 ♠, 893 ♠, 894 ♠, 895 ♠, 896 ♠, 897 ♠, 898 ♠, 899 ♠, 900 ♠, 901 ♠, 902 ♠, 903 ♠, 904 ♠, 905 ♠, 906 ♠, 907 ♠, 908 ♠, 909 ♠, 910 ♠, 911 ♠, 912 ♠, 913 ♠, 914 ♠, 915 ♠, 916 ♠, 917 ♠, 918 ♠, 919 ♠, 920 ♠, 921 ♠, 922 ♠, 923 ♠, 924 ♠, 925 ♠, 926 ♠, 927 ♠, 928 ♠, 929 ♠, 930 ♠, 931 ♠, 932 ♠, 933 ♠, 934 ♠, 935 ♠, 936 ♠, 937 ♠, 938 ♠, 939 ♠, 940 ♠, 941 ♠, 942 ♠, 943 ♠, 944 ♠, 945 ♠, 946 ♠, 947 ♠, 948 ♠, 949 ♠, 950 ♠, 951 ♠, 952 ♠, 953 ♠, 954 ♠, 955 ♠, 956 ♠, 957 ♠, 958 ♠, 959 ♠, 960 ♠, 961 ♠, 962 ♠, 963 ♠, 964 ♠, 965 ♠, 966 ♠, 967 ♠, 968 ♠, 969 ♠, 970 ♠, 971 ♠, 972 ♠, 973 ♠, 974 ♠, 975 ♠, 976 ♠, 977 ♠, 978 ♠, 979 ♠, 980 ♠, 981 ♠, 982 ♠, 983 ♠, 984 ♠, 985 ♠, 986 ♠, 987 ♠, 988 ♠, 989 ♠, 990 ♠, 991 ♠, 992 ♠, 993 ♠, 994 ♠, 995 ♠, 996 ♠, 997 ♠, 998 ♠, 999 ♠, 1000 ♠, 1001 ♠, 1002 ♠, 1003 ♠, 1004 ♠, 1005 ♠, 1006 ♠, 1007 ♠, 1008 ♠, 1009 ♠, 1010 ♠, 1011 ♠, 1012 ♠, 1013 ♠, 1014 ♠, 1015 ♠, 1016 ♠, 1017 ♠, 1018 ♠, 1019 ♠, 1020 ♠, 1021 ♠, 1022 ♠, 1023 ♠, 1024 ♠, 1025 ♠, 1026 ♠, 1027 ♠, 1028 ♠, 1029 ♠, 1030 ♠, 1031 ♠, 1032 ♠, 1033 ♠, 1034 ♠, 1035 ♠, 1036 ♠, 1037 ♠, 1038 ♠, 1039 ♠, 1040 ♠, 1041 ♠, 1042 ♠, 1043 ♠, 1044 ♠, 1045 ♠, 1046 ♠, 1047 ♠, 1048 ♠, 1049 ♠, 1050 ♠, 1051 ♠, 1052 ♠, 1053 ♠, 1054 ♠, 1055 ♠, 1056 ♠, 1057 ♠, 1058 ♠, 1059 ♠, 1060 ♠, 1061 ♠, 1062 ♠, 1063 ♠, 1064 ♠, 1065 ♠, 1066 ♠, 1067 ♠, 1068 ♠, 1069 ♠, 1070 ♠, 1071 ♠, 1072 ♠, 1073 ♠, 1074 ♠, 1075 ♠, 1076 ♠, 1077 ♠, 1078 ♠, 1079 ♠, 1080 ♠, 1081 ♠, 1082 ♠, 1083 ♠, 1084 ♠, 1085 ♠, 1086 ♠, 1087 ♠, 1088 ♠, 1089 ♠, 1090 ♠, 1091 ♠, 1092 ♠, 1093 ♠, 1094 ♠, 1095 ♠, 1096 ♠, 1097 ♠, 1098 ♠, 1099 ♠, 1100 ♠, 1101 ♠, 1102 ♠, 1103 ♠, 1104 ♠, 1105 ♠, 1106 ♠, 1107 ♠, 1108 ♠, 1109 ♠, 1110 ♠, 1111 ♠, 1112 ♠, 1113 ♠, 1114 ♠, 1115 ♠, 1116 ♠, 1117 ♠, 1118 ♠, 1119 ♠, 1120 ♠, 1121 ♠, 1122 ♠, 1123 ♠, 1124 ♠, 1125 ♠, 1126 ♠, 1127 ♠, 1128 ♠, 1129 ♠, 1130 ♠, 1131 ♠, 1132 ♠, 1133 ♠, 1134 ♠, 1135 ♠, 1136 ♠, 1137 ♠, 1138 ♠, 1139 ♠, 1140 ♠, 1141 ♠, 1142 ♠, 1143 ♠, 1144 ♠, 1145 ♠, 1146 ♠, 1147 ♠, 1148 ♠, 1149 ♠, 1150 ♠, 1151 ♠, 1152 ♠, 1153 ♠, 1154 ♠, 1155 ♠, 1156 ♠, 1157 ♠, 1158 ♠, 1159 ♠, 1160 ♠, 1161 ♠, 1162 ♠, 1163 ♠, 1164 ♠, 1165 ♠, 1166 ♠, 1167 ♠, 1168 ♠, 1169 ♠, 1170 ♠, 1171 ♠, 1172 ♠, 1173 ♠, 1174 ♠, 1175 ♠, 1176 ♠, 1177 ♠, 1178 ♠, 1179 ♠, 1180 ♠, 1181 ♠, 1182 ♠, 1183 ♠, 1184 ♠, 1185 ♠, 1186 ♠, 1187 ♠, 1188 ♠, 1189 ♠, 1190 ♠, 1191 ♠, 1192 ♠, 1193 ♠, 1194 ♠, 1195 ♠, 1196 ♠, 1197 ♠, 1198 ♠, 1199 ♠, 1200 ♠, 1201 ♠, 1202 ♠, 1203 ♠, 1204 ♠, 1205 ♠, 1206 ♠, 1207 ♠, 1208 ♠, 1209 ♠, 1210 ♠, 1211 ♠, 1212 ♠, 1213 ♠, 1214 ♠, 1215 ♠, 1216 ♠, 1217 ♠, 1218 ♠, 1219 ♠, 1220 ♠, 1221 ♠, 1222 ♠, 1223 ♠, 1224 ♠, 1225 ♠, 1226 ♠, 1227 ♠, 1228 ♠, 1229 ♠, 1230 ♠, 1231 ♠, 1232 ♠, 1233 ♠, 1234 ♠, 1235 ♠, 1236 ♠, 1237 ♠, 1238 ♠, 1239 ♠, 1240 ♠, 1241 ♠, 1242 ♠, 1243 ♠, 1244 ♠, 1245 ♠, 1246 ♠, 1247 ♠, 1248 ♠, 1249 ♠, 1250 ♠, 1251 ♠, 1252 ♠, 1253 ♠, 1254 ♠, 1255 ♠, 1256 ♠, 1257 ♠, 1258 ♠, 1259 ♠, 1260 ♠, 1261 ♠, 1262 ♠, 1263 ♠, 1264 ♠, 1265 ♠, 1266 ♠, 1267 ♠, 1268 ♠, 1269 ♠, 1270 ♠, 1271 ♠, 1272 ♠, 1273 ♠, 1274 ♠, 1275 ♠, 1276 ♠, 1277 ♠, 1278 ♠, 1279 ♠, 1280 ♠, 1281 ♠, 1282 ♠, 1283 ♠, 1284 ♠, 1285 ♠, 1286 ♠, 1287 ♠, 1288 ♠, 1289 ♠, 1290 ♠, 1291 ♠, 1292 ♠, 1293 ♠, 1294 ♠, 1295 ♠, 1296 ♠, 1297 ♠, 1298 ♠, 1299 ♠, 1300 ♠, 1301 ♠, 1302 ♠, 1303 ♠, 1304 ♠, 1305 ♠, 1306 ♠, 1307 ♠, 1308 ♠, 1309 ♠, 1310 ♠, 1311 ♠, 1312 ♠, 1313 ♠, 1314 ♠, 1315 ♠, 1316 ♠, 1317 ♠, 1318 ♠, 1319 ♠, 1320 ♠, 1321 ♠, 1322 ♠, 1323 ♠, 1324 ♠, 1325 ♠, 1326 ♠, 1327 ♠, 1328 ♠, 1329 ♠, 1330 ♠, 1331 ♠, 1332 ♠, 1333 ♠, 1334 ♠, 1335 ♠, 1336 ♠, 1337 ♠, 1338 ♠, 1339 ♠, 1340 ♠, 1341 ♠, 1342 ♠, 1343 ♠, 1344 ♠, 1345 ♠, 1346 ♠, 1347 ♠, 1348 ♠, 1349 ♠, 1350 ♠, 1351 ♠, 1352 ♠, 1353 ♠, 1354 ♠, 1355 ♠, 1356 ♠, 1357 ♠, 1358 ♠, 1359 ♠, 1360 ♠, 1361 ♠, 1362 ♠, 1363 ♠, 1364 ♠, 1365 ♠, 1366 ♠, 1367 ♠, 1368 ♠, 1369 ♠, 1370 ♠, 1371 ♠, 1372 ♠, 1373 ♠, 1374 ♠, 1375 ♠, 1376 ♠, 1377 ♠, 1378 ♠, 1379 ♠, 1380 ♠, 1381 ♠, 1382 ♠, 1383 ♠, 1384 ♠, 1385 ♠, 1386 ♠, 1387 ♠, 1388 ♠, 1389 ♠, 1390 ♠, 1391 ♠, 139



35 من الامل

SANS VISA

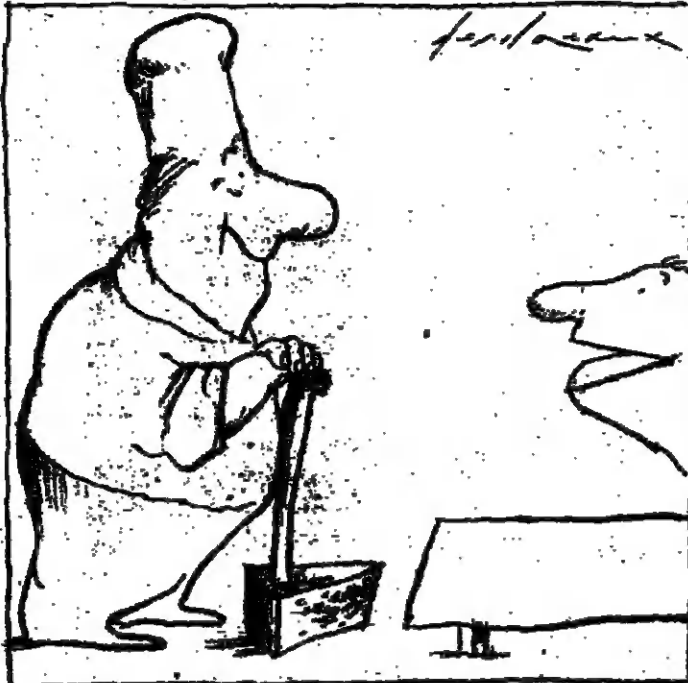
TABLE

# Cuisinez le roquefort

C'EST probablement le roquefort le plus ancien des fromages français. Plus l'ancien nous apprend qu'à Rome on estimait particulièrement les fromages venus des Gaules, et surtout ceux du mont Luraz (Lozère) et du pays des Gabales (Gévaudan). Il est vrai qu'alors il était préparé uniquement au lait des brebis du pays, seule espèce animale à vocation laitière capable de trouver sa subsistance sur ces plateaux désolés des causses, alors qu'aujourd'hui le lait provient souvent des départements voisins montagneux, voire de Corse.

Mais l'ancien adage (cité par Henri Pourrat dans son *Aventure du roquefort*) reste valable : « Beurre de vache, caillé de chèvre, fromage de brebis ! ». Et, de toute façon l'essentiel du fromage (il tire son nom, nous le verrons, d'une petite commune d'à peine un millier d'habitants : Roquefort-sur-Soulzon) vient de son affinage en des caves naturelles en contact permanent avec l'extérieur grâce à des cheminées par où passent des courants d'air chargés d'humidité et de spores de la flore spécifique des dites caves (ces courants d'air sont appelés à-bas « les fleurines ») dont la température (+ 7°C) permet un affinage lent et progressif des fromages. Ceux-ci ayant été préalablement piqués pour permettre aux fleurines de pénétrer leur masse et assurer ainsi le développement de moisissures du *Penicillium roqueforti* qui, au bout de trois mois, consomme la pâte et la sème des veinures bleues que l'on connaît.

Sans doute est-on loin, aujourd'hui, du roquefort des « vrais caennards » décrits par Henri Pourrat : « Le fermier descendant du



L'ancien apportait sur son âne quelques douzaines de pains (fromages) que le marchand à toque de fourrures rangait sur des tablettes établies dans des couloirs raboteux et sinueux menés dans la roche brute. Les caves sont devenues salles de pesée, salons, magasins à sel, salles des machines, forges, menuiseries, salles d'emballage et d'expédition, entrepôts et frigos, dit encore l'auteur de *L'Aventure du roquefort*. Mais les amateurs connaisseurs

trouvent encore des fromages qui, tout autant que ceux d'autrefois, pourraient bénéficier des lettres patentes octroyées au quatorzième siècle. En 1860, les caves étaient dix fois ce qu'elles étaient trente ans avant. Et le marquis de Vauvert en rimait l'éloge :

Paste de lait, masse caillée  
Gâteau crémié, morceau royal  
Superbe mets et sans égal...

Mais imaginez-il que l'on puisse le cuisiner ? Curnonsky se régalait,

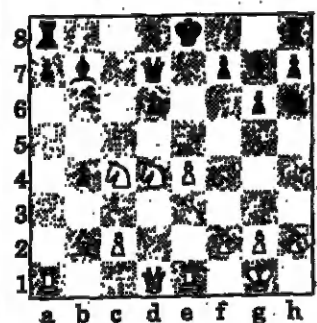
au dessert, de « poires Savarin », bien mûres, coupées en deux, évidées au centre et remplies de roquefort malaxé de crème fraîche. Le bon chef A. Gamon, au *Côq de la Maison Blanche* (37, boulevard Jean-Jaures, 93400 Saint-Ouen ; tél. : 40-11-01-23), prépare un jour une épaule d'agneau gratinée au roquefort ; à *L'Ambassade d'Avignon* (22, rue du Grenier-Saint-Lazare, Paris-3 ; tél. : 43-72-31-22), vous trouverez une soupe aux choux au roquefort ; à *La Ferme des Mathurins* (11, rue Vignon, Paris-8 ; tél. : 42-66-46-39), une épaule d'agneau farcie de mie de pain et roquefort ; au *Merisier* (28, rue Jean-Mermoz, Paris-8 ; tél. : 42-25-36-06), des côtes d'agneau au gratin de roquefort (le monton retrouvant ainsi le lait maternel ?). Et puis encore, au *Paris-Fassy* (3, place de Passy, Paris-16 ; tél. : 42-86-15-19), le pavé de bœuf au roquefort ; chez *Laudrin* (154, boulevard Pereire, Paris-17 ; tél. : 43-80-87-00), une crème de roquefort à l'arnagnac. Enfin, à *La Ferme Saint-Hubert* (21, rue Vignon, Paris-8 ; tél. : 47-42-79-20), Henri Voy songe à proposer l'andouillette au roquefort.

En bon maître fromager, Henri Voy fait venir son fromage d'un artisan du roquefort, M. Jacques Carles. Ce dernier fournit également Marie-Anne Cantin (12, rue du Champ-de-Mars, Paris-7 ; tél. : 45-50-43-94), tandis que M. Alléou, lui aussi grand maître fromager parisien, chante les mérites du Vieux Berger.

La Reynière

## Echecs sur Minitel

Pour les passionnés, 3615 BLITZ, spécialiste des échecs sur minitel, propose désormais une formule d'abonnement à prix très réduit.



Fischer/Spassky  
11<sup>ème</sup> partie

L. CES  
Derrière l'écran de leur minitel, les aficionados ont vécu en direct cette attaque décisive de Bobby Fischer comme d'autres auraient suivi un grand match de football à la télévision. Depuis un mois, plusieurs milliers de passionnés suivent coup après coup sur 3615 BLITZ cette rencontre qui marque le retour controversé de l'ex-champion du monde d'échecs à la compétition. En quelques années, le minitel est devenu l'irremplaçable compagnon

du joueur d'échecs : ce dernier peut y trouver à toute heure un adversaire sans se déplacer, suivre quotidiennement l'information spécialisée ou encore vivre en direct les parties des plus grands tournois du monde entier.

Mais le « 3615 », c'est aussi très coquet lorsque les parties durent. C'est pourquoi BLITZ, un des leaders sur le marché, propose aux amateurs d'échecs une nouvelle formule d'abonnement très économique : un accès à tarif réduit en 3614, pour seulement 90 francs par mois !

La prix de la connexion chute alors de 76 francs par heure en 3615 à 21 francs par heure en 3614, voire jusqu'à 7 francs en fin de soirée ! Moins de deux heures de connexion par mois suffisent à rentabiliser l'abonnement. Voilà une première dans le monde du jeu sur minitel qui va enfin récompenser passion et budget.

Vous pouvez vous abonner en direct au 3614 BLITZ 2 ou par téléphone au (1) 40 28 35 78.

3614 BLITZ 2

## Semaine gourmande

A. Beauvilliers

Encore un anniversaire 92 ! C'est en effet en 1975, il y a dix-sept ans, qu'Edouard Carlier achetait une boulangerie à l'épaveuse, pour ne pas dire pourrie, et qu'il la transforma avec amour (et bien bon goût !) en ce qu'elle est à présent, à l'enseigne d'un célèbre officier de bouche du dix-huitième siècle, Antoine Beauvilliers (qui nous a laissé un excellent *Art du cuisinier*). C'est là une maison « à part », un appartement ouvert aux amis gourmets, des petits balcons-terrasses dominant le bas de Montmartre, des tables dressées à l'ancienne, des fleurs et encore des fleurs. Et surtout, et avant tout, une cuisine. Ayant un grand-père et un papa cuisiniers, Edouard revient aux talents ancestraux après de brillants essais dans le graphisme. Il est successivement des cuisiniers à ses côtés (aujourd'hui installés chez eux en Provence, et que Boncoeur appelle « les petits Douvrou »). Mais il reste le chef d'orchestre, selon le mot de Jean Plaut, et, ici, la cuisine c'est lui. Il est actuellement secondé par Gilles Renault, venu chez Gérard Boyer à Reims. Il y a la carte, bien sûr (compter 600 F-700 F). Mais aussi deux menus-déjeuners en semaine, à 185 F et 300 F, ce dernier boissons comprises (apéritif, vin, eaux minérales et café).

Un grand choix d'entrées dont je ne citerai que la perillade de lapereau en gelée d'herbes et émulsion de moutarde ancienne, cinq ou six plats de poisson

(comme le pavé de morue concassé de tomates et quenelle de mousseline) et de viandes (comme les cervelles d'agneau enrobées de pétales de bacon et escortées de triangles farcis d'épinards frais), avec aussi un hachis parmentier traditionnel et succulent. Les fromages et de bons desserts. J'ai apprécié, dans les vins blancs, le chardonnay du Château Grezain ; dans les rouges, le gamay de Touraine de Jacques Rouet. Et le beaumes-de-venise ! Remarquable café pur arabica. Service « confortable ».

► A. Beauvilliers, 52, rue Lamarck, 75018 Paris ; tél. : 42-54-54-42. Fermé dimanche et lundi midi. Parking : 50, rue Cuvier. Salon : 12 couverts. CB-EC.

### Le Bistrot d'Albert

J'ignore qui est Albert, mais M<sup>me</sup> de Beyerac, propriétaire de cette petite maison (bistrot chic), a trouvé en J.-P. Anselme un bon chef sachant préparer « bistrotement » l'assiette canaille, la salade de lentilles, les haricots pommes à l'huile, l'andouillette paysanne, l'entrecôte maître-chef et même le tiramisu du dessert. La « cuvée bistrot » est à 80 F, la « fillette » de vin du Lyonnais à 62 F, et l'addition vous conduira honnêtement à 175 F-200 F si vous avez bon appétit.

► Le Bistrot d'Albert, 150, boulevard Péreire, 75017 Paris ; tél. : 48-88-93-68. Fermé samedi midi et dimanche. CB-AE.

## INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

CRUSTACÉS-POISSONS	FRANÇAISES TRADITIONNELLES	PROCHES	ETHIOPIENNES	ITALIENNES	TRADITIONNEL
<b>LA LUNA</b> 69, rue du Rocher. F.Rim. 42-93-77-61 Prix Parc Monceau Poissons et coquillages.	<b>RELAIS BELLMAN</b> 37, rue François-I <sup>er</sup> , 47-22-34-42. Jusqu'à 23 h 30. Cuisine élégante. Fermé sam., dim.	<b>L'ARBUCL</b> , 25, rue de Buci, 44-41-14-14. T.L.J. jusqu'à 3 h. Unique ! Poissons, viandes, desserts cuisinés à la broche, sélection de petits vins de pays qui charment. JAZZ CLUB jusqu'à l'aube.	<b>ENTOTTO</b> 45-47-08-51 - F. dim. 143, r. L.-M. Nolman, 13 <sup>e</sup> Dorowott, Beyeneotou av. l'Indjara.	<b>L'APPENNINO</b> , 61, rue Amiral-Mouchet, 14. 45-89-08-15. Fdim., lundi. ÉMILIE-ROMAGNE.	<b>LE PROCOPE</b> , 13, rue de l'Ancienne-Comédie, 45-26-99-24, cuisine bourgeoise et inventive et merveilleux bœuf de coquillages.
<b>LA TERRASSE DE CRÉTIEL</b> 39, av. de Verdun, 94000 CRÉTIEL. Tél. : 42-07-15-94. Terrasse d'été. La santé par la mer. Spéc. de poissons et une suggestion à 180 F.	<b>LA COUR COLEBERT</b> , 12, rue Hôtel-Coblenz, 43-54-61-99. Tél. : 49-28-81-64. Authentique. P.M.R. 220 F.	<b>COPENHAGUE FLORA DANICA</b> , sur un jardin 142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41.	<b>MAHARAJAH</b> 43-54-26-07 7 jours sur 7 72, bd St-Germain. M <sup>me</sup> Maubert. SCE NON-STOP j. 23 h 30. Vend., sam. j. i h. Cadre luxueux.	<b>OUVERT LA NUIT</b> <b>FAR OUEST</b> 101, rue de l'Ouest. accueil 19 à 5 h du matin. Cuis. trad. Os à Moelle. Conf. Carte menus 85, 115 F.	<b>VIETNAMIENNES</b> <b>NEM 101</b> 101, r. de Valenciennes, 16. 45-27-76-92. F. sam. soir et dim.
<b>AU RÉGENT</b> 42-22-34-44 F.Rim. & Im. 97, du rue Cluche-Midi (4). Plats cuisinés.	<b>LE DEY</b> 109, rue Crémier-Nivert, 15. Fdim. lun. Tél. : 49-28-81-64. Cuisines et spécialités algériennes. Menu : 115 F. Table du jour : 70 F.	<b>CHARLOT</b> , Roi des coquillages, 12, pl. Cléry, 45-74-49-64. T.L.J. jusqu'à 1 h, tous les poissons de la mer mais surtout la véritable bouillabaisse Marseillaise.		<b>NEM 66</b> 66, rue Lauriston, 16. 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.	



Tout bouge, même l'Intelligence Service. A Londres, pourtant, c'est à boulets rouges qu'on tire sur le nouveau siège du MI6 en invoquant la figure des grands anciens.

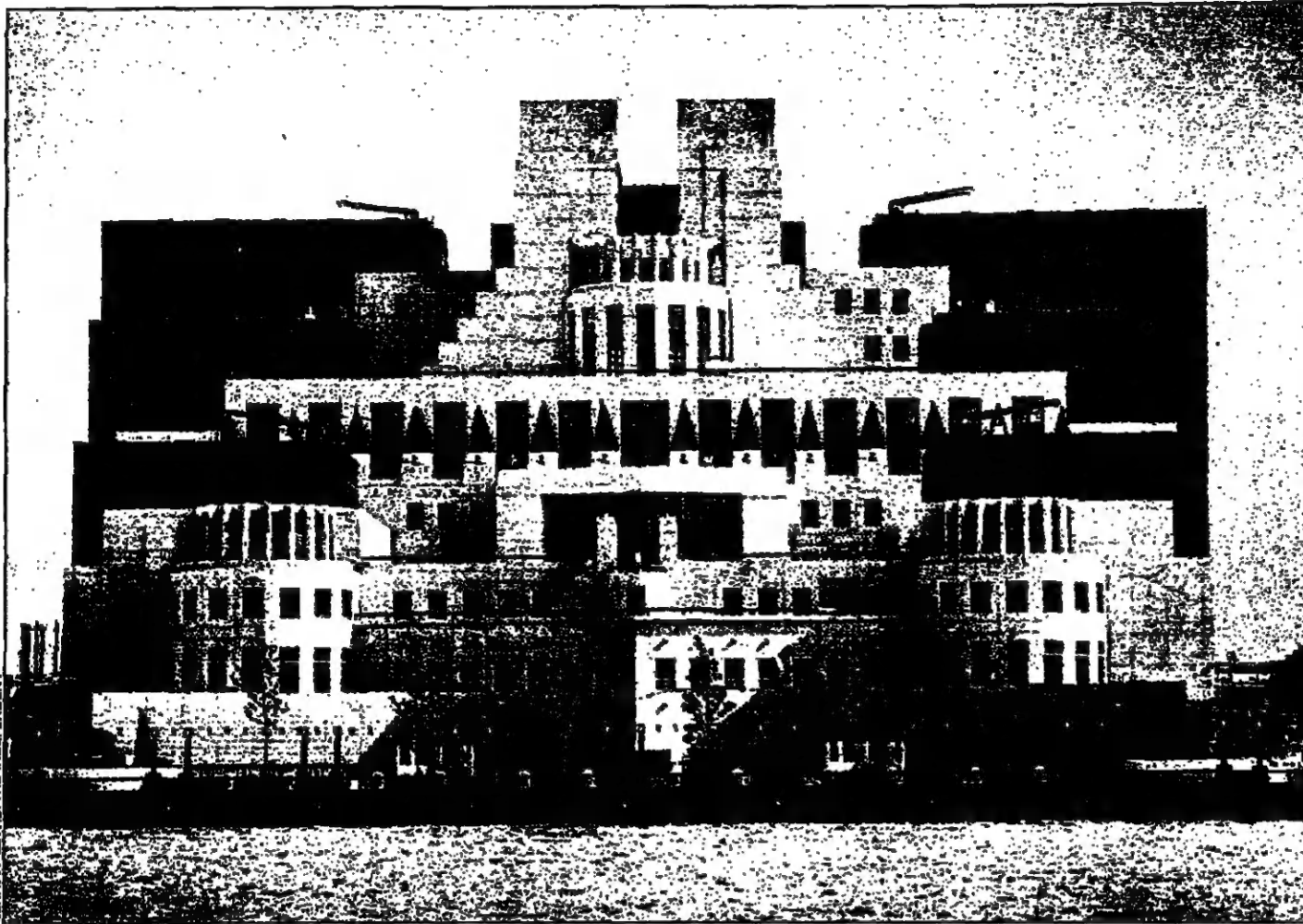
COMME si la mise aux normes de l'ex-empire soviétique, et du coup, le sort réservé aux espions de Sa Majesté, ne suffisaient pas à semer le trouble dans l'âme inquiète des Britanniques, voilà que la chose architecturale viendrait aujourd'hui confirmer la fin sans rémission de la guerre froide... et de toute la littérature, bonne et moins bonne, qui s'y attachait. La presse d'outre-Manche, qu'un rien amuse et que tout dérange, s'est mise récemment à faire les gros yeux au très respecté Secret Intelligence Service pour le choix du nouvel immeuble où il entend désormais loger son quartier général, à Vauxhall Bridge, sur les berges de la Tamise. Grosse affaire.

« Discret the new MI6 headquarters is not. » Des mots sévères suivent sur l'édifice et ses épaules à la Schwarzenegger, ses pectoraux, et sa mauvaise façon de dire qui il est et ce pourquoi il n'est pas fait. Mais, principalement, ce qui trouble les chroniqueurs, c'est ce que George aurait bien pu penser de tout ça. George, le gardien des joyaux du renseignement; George auquel Le Carré avait demandé de résister à toutes les tentations et de rendre à la Grande-Bretagne un peu de cet honneur perdu, parti froissé en roubles dans les valises des grands transfuges des années 60. Eux sont nés : « George Smiley would have hated it. », titrait *The Independent* en septembre. Impossible pour lui d'aimer ça. Impossible pour nous, donc, de ne pas faire semblant de regretter l'époque où, du fond de ses repaires, l'Angleterre lançait ses gérants cravatés aux couleurs de clubs de circonstance, sur les traces de Lawrence - le pur et dur espion - et fomentait ses coups torques dans l'ombre de sociétés anonymes hâtivement meublées en vrai Chippendale : bandits, mais Anglais.

Misère! voilà maintenant que le monde du renseignement se farde aux couleurs du temps et fait de la musculature au grand air, laissant les confidences et les murmures du « chiffrage » patisser dans des revues d'architecture. Pauvre Smiley, et pauvres de nous qui avions assisté impuissants à sa mise à la retraite anticipée et à son déménagement des locaux du « Cirque », lieu magique que croyaient protéger notre curiosité énervée et le chaud brouhaha de Soho. Il était parti avec la photo jaunée de Karla, son vieux homologue et ennemi du KGB - qu'il avait tout de même fini par posséder, en le faisant sauter du côté de l'Ouest dans une nuit froide de Berlin - et ne reviendrait plus dans ce bureau de tous les dômes s'interroger sur la fuite du temps et l'état sombre que l'infidélité donne aux femmes. Comme Conan Doyle avec Holmes. John Le Carré mettait son héros au rancart, le jetant avec l'eau d'un bain que les années de « transparence » qui s'annonçaient à l'Est, n'arrivaient plus à réchauffer.

D'autres agents, d'autres « cerceaux » viendraient chausser les bottes de Smiley et de sa fine équipe, mais rien ne serait plus comme avant. La mastodonte multicolore de Vauxhall Bridge vient de porter le coup fatal aux membres de l'Association de défense du « Cirque » qui ne pourront plus croire un seul instant que c'était des bords de cette même Tamise que s'articulaient les fines et savoureuses combines de l'un des sports les plus authentiquement inimitables de l'âme britannique : l'espionnage.

Smiley était un monument en cela que son esprit et sa silhouette faisaient partie du paysage.



Le site choisi en 1991 pour le nouveau siège des services secrets britanniques, près de Vauxhall Bridge, sur la rive sud de la Tamise, est assez proche du centre de la vie politique londonienne, Whitehall et Parliament Square. De nombreux projets s'étaient succédés à cet endroit avant que l'affaire soit confiée à Terry Farrell, architecte en vogue depuis les coulisses du prince Charles contre les « modernes ». Terry Farrell est un « postmoderne », un briseur de formes qui manie volontiers le

mélange des styles, et ne craint ni les gags décoratifs ni les couleurs. Le genre « voyant ». Peu de modifications ont été apportées à l'aspect extérieur de ce qui devait être au départ un simple immeuble de bureaux (les travaux d'aménagement intérieur dureront encore un an) : les fenêtres des deux premiers niveaux ont été supprimées et un fossé, maçonné en eux d'eau, a été ménagé autour de la « forteresse », comme l'appelle les Londoniens.

## Changement d'adresse à l'Intelligence Service

A Paris - ville trop primesautière pour servir jamais de cadre à tout ce qu'une troupe d'agents secrets batèlent en eux de farce et de tragédie de composition, - seul Margaret sait laisser sur son passage des trilles d'accordéon et des parfums de ticket de métro. Sa femme prépare le bœuf gros sel et le fricandeau à l'oseille; il habite boulevard Richard-Lenoir, travaille chez des Orfèvres et pose chaque matin son chapeau sur les ailes d'un perroquet de chez Léviton. Presque toute la capitale est là, serrée en quelques gestes, piquée en quelques images. Un peu plus robuste à décrypter, un peu moins commode à tutoyer, Smiley marche dans la ville parmi d'autres Smiley. Le reconnaître, le distinguer est déjà une faute de goût qui peut coûter cher si l'on veut en savoir plus sur le bonhomme : il est Londres, cette ville excentrique qui n'accepte qu'on l'interroge que si l'on sait garder le secret. Quels secrets?

La très belle trouvaille de Le Carré avait été de donner à ce grand commis élevé à la dure les couleurs du passe-muraille en même temps qu'il l'affublait de tous les tourments et de toutes les prétentions que les Britanniques disent ressentir à être Britanniques. Un homme de l'ombre nous donnait les clés, pourrait-on dire, de cette lumière si particulière composée d'intelligence et de morgue, de souplesse et de brutalité, de sang-froid et d'abandon, toute cette chimie d'humour têtue : ce faux *esperanto* que le reste du monde sait confusément ne jamais pouvoir correctement parler un jour. Là était le trouble. Un per-

sonnage simple et éminemment compliqué tentait de nous faire comprendre toute la rouerie et la duplicité dont étaient capables quelques-uns des esprits les plus éveillés d'un pays martyrisé par sa propre idéologie, écorché par un système éducatif aussi retardataire qu'avant-gardiste, heureux et déprimé d'avoir vu pousser ses racines sur un coin de terre qui resterait pour toujours la seule île fréquentable de la planète. Lourds travaux pour George.

Le succès fut énorme. Des Anglais s'entre-déchaînaient pour le bien de l'Angleterre, tout en essayant de colmater dans les défenses de l'OTAN les brèches laissées béantes par les meilleurs et les moins sûrs de leurs agents. Dans cette affaire, Smiley servait à la fois de médiateur et d'enquêteur, de parrain et de juge suprême. A quoi ressemblait un traître élevé dans le secret et de quelle secrète rancœur tirait-il la constance de son parjure? Démocrate, humaniste - pessimiste les jours de beau temps, - Smiley cherchait à comprendre le sens tourmenté des signaux que lui envoyait l'espionnage avant de passer aux actes de répression et de livrer les aveux du renégat au feu du scandale.

La Grande-Bretagne s'est-elle jamais tout à fait remise de ce tour de passe-passe que certains des membres de son *establishment* sortaient de leur chapeau pour quitter la scène et sauter à pieds joints et liés sur les berges de la rive est? En visite à Moscou, en 1987, Le Carré ne donna pas suite à une proposition de rencontre que lui lançait Kim Philby, l'un des fideles qui, en 1963,



Alec Guinness dans l'adaptation du roman de John Le Carré, *la Taupe*, série télévisée produite par la BBC.

avec Guy Burgess, Donald Mac Lean et Anthony Blunt, avait réussi le grand passage. « J'ai été intrigué, mais je lui ai fait répondre que, puisque j'allais être l'hôte de l'ambassadeur, représentant la reine d'Angleterre, je n'avais pas vraiment envie de rencontrer celui qui l'avait trahi (1). » L'ombre de Smiley continuait de rôder.

Il était naturellement tentant de donner une réalité à ce George. De nous dévoiler ses planques, de nous montrer la dégaine de ses cicatrices et le rugueux des cillices dont il s'arçonnait le torse dans ses moments de tranquillité. John Le Carré avait une exigence, la seule qu'un romancier très sûr de son coup puisse se permettre de présenter à un producteur : faites aussi bien que moi. La BBC - on restait dans la famille - proposa à Alec Guinness, à Sir Alec Guinness, de tenir le rôle. Il dit oui. Le Carré dit oui aussi en se demandant si Smiley allait bien comprendre ce qui n'allait pas manquer de lui arriver. George encaissa la rencontre avec résolution et fatalité. « Il était étrange, dira Le Carré, de sentir que Guinness pourchassait Smiley tout comme je l'avais fait, et de voir que cette chasse était aussi intense pour lui, dans son domaine, qu'elle l'avait été pour moi dans le mien. » Guinness devint l'espion parfait, et Smiley un comédien exemplaire.

La « taupe » que traquait le patron du « Cirque », avait installé ses galeries au cœur du dispositif et jusque dans la tête même de Smiley, étant devenu, pour rendre sa trahison plus radicale, l'ami de sa femme. Ann et « l'embarrasante franchise » de son désordre amoureux, qui laissait traîner des feuilles de papier à lettres où n'apparaissait que le mot « chéri », ne « sachant peut-être pas », pensait Smiley, à quel chéri l'adresser. Ann, tourment léger et inefficace pour cet homme de fidélité qui abandonnait sa jalousie et laissait dériver son désenchantement vers l'amer constat qu'il n'avait sans doute d'amour à partager qu'avec ses vrais ennemis. La façade de briques de Cambridge Circus, le mobilier sombre et le « *labyrinth* de couloirs dickensiens » avaient servi de cadre à l'intrigue, si proche de la plus rocambolesque et à la fois de la plus banale des réalités, que l'on conçoit le désappointement des Anglais, mis brutalement, avec la nouvelle vitrine que s'offre le MI6, devant un décor et un changement d'époque désoberement nouveaux. L'heure serait donc venue d'être Britannique à plusieurs et d'apprendre à partager même ce genre de secrets-là?

Smiley, lui, reste de marbre. Son temps est fini. Seules quelques réflexions issues de sa longue expérience... Dans une conférence que Le Carré lui fait tenir devant une promotion de louvetaux de son ancien service (2), on l'entend murmurer : « Le pire que vous puissiez faire serait de nous imiter... Je n'ai jamais trouvé les institutions dignes de leur membres... Je me suis toujours moqué des idéologies, sauf de celles qui étaient démentées ou maléfiques... L'Histoire garde ses secrets plus longtemps que la plupart d'entre nous... » Silence très respectueux. La Russie actuelle? « L'Ours est écorché par son passé... L'Ours est désargenté, paresseux, volage, incompétent, insaisissable, dangereusement orgueilleux, dangereusement inculte... » Cependant « oui », en vérité, je vous le dis : « nous pouvons accorder notre totale confiance à l'Ours qui ne l'a jamais autant méritée. » Merci mon père. Un fond de verre de cognac, une poignée de main à Ned, le stratège malchanceux de la Maison Russie, et sortie de George Smiley. Définitive.

Jean-Pierre Quélain

(1) Interview au magazine *Mesure*, avril 1991.  
(2) *Le Voyageur secret*, Robert Laffont, 1991.